

coopération entre Paris et Madrid dans la lutte contre l'ETA. Le ministre espagnol, M. Oreja, était attendu jeudi à Paris pour des entretiens bilatéraux.

avec la destruction de deux avions : le Boeing de la Faa An, piloté que le DC 10 d'UTA qui, après avoir atterri au Niger, en septembre 1989, faisait 170 victimes.

Dans le cas de Lockerbie, les enquêteurs avaient conçu à un attentat grave à la découverte d'un indice crucial (un mouvement d'horlogerie) de la taille d'un ongle. Or, celui-ci avait été retrouvé sur la terre ferme. Les débris du Boeing de la TWA, éparpillés sur une zone de recherches d'environ six kilomètres sur trois, et par quarante mètres de fond, présentait un puzzle bien plus compliqué. Le fait que le signal qui devrait permettre de localiser les boîtes noires de l'avion ne fasse toujours pas entendre n'est pas très bon signe, et les spécialistes craignent que ces enquêteurs de vol soient enfoncés dans le sable, voire détruits.

Si
olympiques cō
Cin
L'esprit du sport : cō

Un troisième gréviste de la faim est mort dans les prisons turques

Neuf détenus, en grève depuis plus de deux mois, seraient dans le coma

La situation dans les prisons turques s'est aggravée, mercredi 24 juillet, avec la mort d'un troisième gréviste de la faim. Au total, deux cent

soixante-dix-sept prisonniers, appartenant pour la plupart à des organisations politiques d'extrême gauche, poursuivent le mouvement

- commencé depuis soixante-sept jours - dans seize prisons du pays. (Lire aussi notre éditorial page 12.)

UN GRÉVISTE de la faim est mort, mercredi 24 juillet dans la prison de Bayrampasa, à Istanbul, ont annoncé ses avocats. C'est le troisième qui décède dans les prisons turques après la mort d'Arifin Ugun, dimanche (Le Monde du 24 juillet) et d'Altan Berdan Karamanli, Iginc Ozkeskin, trente-cinq ans, était tombé dans le coma mardi soir.

Arrêté en 1994, Iginc Ozkeskin était accusé, dans son procès toujours en cours, d'être membre du Parti et Front révolutionnaire de libération populaire (DHKP-C).

Ce mouvement clandestin d'extrême gauche, dont était également membre Altan Berdan Karamanli, vingt-huit ans, autre gréviste de la faim, décédé mardi à la prison de Bayrampasa, prône la guérilla urbaine et a commis de nombreux assassinats. Le Parti et Front révolutionnaire de libération populaire est le principal meneur du mouvement de grèves de la faim dans les prisons turques, auquel d'autres formations d'extrême gauche prennent également une part active.

Neuf détenus, en grève de la faim depuis environ deux mois à la prison de Bayrampasa, à Istanbul, sont actuellement dans le

coma, a pour sa part affirmé, mardi, l'Association des médecins d'Istanbul. Si rien n'est fait rapidement pour les sauver, « ces détenus vont mourir », a affirmé Sebnem Korur Fincanci, secrétaire générale de l'association. Ils pourraient mourir même s'il était mis fin au mouvement de grèves de la

quelque 277 détenus, appartenant pour la plupart à des groupes politiques de gauche illégaux, observent cette grève de la faim, dans seize prisons du pays, depuis plus de deux mois. Ils demandent une amélioration générale de leurs conditions de détention et la fermeture de la prison

tants rassemblés dans le faubourg de Sarigazi, sur la rive asiatique du Bosphore.

Le ministre turc de la justice, Sevkettin Kizilirmaci, a rejeté, mardi, sur les organisations d'extrême gauche la responsabilité des grèves de la faim. Dans un discours à l'Assemblée nationale consacré à cette crise, M. Kizilirmaci a regretté la mort des détenus et promis une « initiative » prochaine pour mettre fin au mouvement. Mais il a aussi vivement condamné les groupes d'extrême gauche : « Nous regrettons les morts, mais les responsables en sont les dirigeants des organisations clandestines qui ont donné l'ordre à leurs adhérents de mourir ».

Les prisons d'Umraniye et de Bayrampasa, à Istanbul, où sont survenus les trois décès, « sont sous le contrôle d'organisations terroristes dont les chefs ont imposé le mouvement de grève », a ajouté le ministre. M. Kizilirmaci, qui est l'une des principales figures du Parti de la prospérité (Islamiste, au pouvoir), avait annoncé des mesures d'apaisement, après sa prise de fonctions au mois de juillet, qui ont été considérées comme insuffisantes par les détenus. - (AFP Reuters.)

Paris souhaite des « mesures d'apaisement »

A Paris, le ministère français des affaires étrangères a souhaité que des « mesures d'apaisement » puissent mettre un terme à ces grèves de la faim. « L'amélioration des conditions de détention en Turquie est l'un des éléments nécessaires à l'amélioration des droits de l'homme en général, situation à laquelle nous sommes particulièrement attachés », a déclaré Jacques Ruanellhard, porte-parole du Quai d'Orsay. « Nous avons pris acte de l'annulation des mesures restrictives prises par le prédécesseur de l'actuel ministre (turc) de l'Intérieur. Nous espérons que ce geste encourageant sera suivi de mesures d'apaisement pour trouver une issue à ce mouvement de grève de la faim », a-t-il ajouté.

faim, qui est entré dans son soixante-septième jour mercredi. « Une grève de la faim de cette durée endommage le système nerveux, le cerveau et d'autres organes, et peut causer, même si la mort est évitée au dernier moment, des troubles physiologiques graves et incurables », a-t-il ajouté.

de haute sécurité d'Eskişehir (Centre). Plus de cinquante personnes ont été interpellées et plusieurs autres blessées parmi les manifestants qui protestaient, mardi à Istanbul, après la mort des deux détenus en grève de la faim. Les gardes ont intervenus contre quelque 150 manifestants.

Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne s'entendent sur un projet commun de blindé

LE ROYAUME-UNI est parvenu à un accord de principe avec la France et l'Allemagne pour lancer un projet commun de véhicule blindé du futur et, à partir de ce programme, pour édifier une agence européenne de l'armement à trois, en attendant d'autres partenaires. Le secrétaire d'Etat britannique à la Défense, James Armitage, a annoncé cet accord dans une réponse écrite à la question d'un parlementaire, à Londres.

Baptisé « le tank du champ de bataille », ce véhicule blindé devrait servir à appuyer la progression de fantassins. C'est un programme de plusieurs milliers d'exemplaires au total - sans compter l'exportation potentielle - et un investissement global de l'ordre de 25 milliards de francs à répartir entre les trois pays. Selon M. Armitage, les Français et les Allemands avaient rendu possible le ralliement du Royaume-Uni après avoir accepté de modifier les documents d'appels d'offres, de façon que le blindé soit adapté aux spécifications des armées britanniques.

Pour la France, qui a prévu de consacrer 747 millions de francs au projet entre 1997 et 2002, ce blindé est destiné, dans un premier temps, à remplacer les AMX-10RC, dont la mission majeure est l'appui direct de l'infanterie. Les besoins sont de 600 à 700 unités, pour des livraisons à partir de 2004. Ultérieurement, il s'agira de développer un blindé dit « dérivé », plus lourdement armé et porteur, par exemple, d'un canon de 105 mm pour succéder aux actuels blindés AMX-10RC à roues et canon.

Sur le plan des alliances industrielles, la situation paraît fort complexe. A l'origine du projet, en 1994, sur la base de la première entente fran-

co-allemande, puisque la Grande-Bretagne n'en faisait pas partie, il avait été imaginé un partenariat entre GIAT Industries (40 %) et Financière (10 %) en France, Krauss Maffei (40 %) et Mercedes (10 %) en Allemagne. Ensuite, Renault Véhicules Industriels (RVI) est entré dans la compétition. En l'absence d'un arbitrage par la délégation générale pour l'armement, à Paris, qui tarde à désigner l'industriel, ou le conglomérat d'industriels, chargé d'apporter sa compétence, la position de la France semble fragilisée dès lors que l'accord va passer de deux à trois pays.

ABSENCE

L'entrée en lice du Royaume-Uni modifie la règle du jeu. On en a déjà la preuve avec la désignation de deux consortiums germano-britanniques qui, d'emblée, ont fait valoir leurs ambitions industrielles. Le premier réunit les groupes Vickers, Alvis (pour la Grande-Bretagne) et Thyssen (pour l'Allemagne). Le second rassemble les groupes GKN (pour le Royaume-Uni) et Krauss Maffei, Wegman et MAK/Rheinmetall (pour l'Allemagne). Le choix final sera rendu en 1997. GIAT Industries n'a aucun constructeur français ne figurent dans ces deux consortiums mis en concurrence.

Cette absence a une explication, outre celle qui tient au retard mis par l'administration française de la défense à désigner un chef de file industriel du projet. Les Britanniques, comme les Allemands du reste, ont beaucoup insisté pour qu'il puisse exister une compétition interne - au sein d'un seul et même pays - pour former ensuite ces consortiums. Leur philosophie d'une compétition ouverte, avant de choisir le

« champion » du programme, ne leur a pas permis d'accepter l'idée que GIAT Industries puisse être présent dans les deux camps à la fois. Si cette exclusion de la France devait se prolonger au-delà du premier stade des négociations, c'est, par contre-coup, l'avenir de la structure vouée à gérer ce projet de blindé - et d'autres à venir - en Europe qui est indirectement menacé.

Car le Royaume-Uni a décidé, par la même occasion, de s'intégrer à l'Agence européenne de l'armement que Français et Allemands ont commencé de mettre sur pied au début de cette année. Le principe de cette agence est mentionné dans le traité de Maastricht. Conçue, à l'origine, par la France et l'Allemagne, l'agence est installée à Bonn. Elle est ouverte à d'autres partenaires. C'est fait avec le Royaume-Uni. Ce devrait être avec l'Italie, pour une frégate lance-missiles avec Paris et Londres.

D'après discussions attendent les représentants des trois pays dans la nouvelle Agence européenne de l'armement. Plusieurs thèmes sont source de contentieux. C'est, d'abord, la question de savoir quels systèmes d'armes existants ou futurs justifieront l'autorité de cette agence à géométrie variable. C'est, aussi, l'appréciation de chacun des partenaires sur la notion de « préférence communautaire ». C'est, enfin, la définition du rôle dévolu aux instances de l'Union européenne dans une politique communautaire de sécurité et de défense par le biais des armements : sur cet aspect du dossier, les Etats européens sont, en réalité, profondément divisés.

Jacques Isnard

Les Quinze vont augmenter les stocks de viande bovine

La crise de la « vache folle » fait craindre aux gouvernements européens une rentrée agricole difficile

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Les ministres de l'Agriculture des Quinze ont bouclé leurs dossiers avant la pause d'été. Réunis depuis deux jours à Bruxelles, ils ont adopté tard dans la nuit du 23 au 24 juillet un « paquet » qui prévoit des mesures pour éviter l'engorgement, à la rentrée, du marché de la viande bovine gravement affecté par la crise de la « vache folle », organise la production des céréales en 1996-1997 et aménage la réglementation « fruits et légumes ».

Le mois de septembre apparaissant comme celui de tous les dangers, Philippe Vasseur, le ministre français de l'Agriculture, entendait que les Quinze prennent des dispositions pour éviter l'asphyxie du marché de la viande de bœuf. Les ministres avaient accueilli de façon positive le programme présenté par le commissaire Franz Fischler. Mais le projet d'accord, préparé par la présidence irlandaise, s'en tenait à un feu vert politique de caractère général.

M. Vasseur voulait au contraire des engagements précis. Au tout début de l'automne, c'est l'époque où les brouillards, ces jeunes bovins de sept-huit mois, sont normalement exportés par les éleveurs français vers des ateliers d'engraissement en Italie et en Espagne. Or, depuis la crise, ces courants d'échange traditionnels, qui rythmaient la vie de l'élevage communautaire, sont interrompus ou considérablement ralentis.

RÉDUCTION DES JACHÈRES

Race à une telle situation d'excédents, la politique agricole commune (PAC), qui avait réussi à équilibrer à peu près ses marchés grâce à la réforme de 1992, va retrouver ses réflexes anciens. L'accord signé dans la nuit de mardi à mercredi prévoit la mise en place, à partir du 31 août, d'achats publics d'intervention. Environ 150 000 brouillards seraient ainsi abattus, dont les carcasses viendraient s'entasser dans les entrepôts frigorifiques, en attente de jours meilleurs.

Le programme de Franz Fischler énumérait d'autres mesures, parmi lesquelles l'abattage des veaux mâles de dix jours provenant d'élevages laitiers. Jochen Borchert, le ministre allemand, se montrait réticent, par crainte apparente de heurter des sensibilités. Le texte adopté n'y fait pas référence, mais, si le marché devient trop encombré, nul doute que la Commission devra la ressource de ses cartons.

De même, l'Union devra réduire le nombre de primes accordées aux éleveurs pour freiner la production. Une telle disposition, assurément nécessaire, s'inscrirait déjà dans la réforme de l'organisation commune de marché (OCM) programmée pour la fin de l'année. La Commis-

sion, soutenue par la France, souhaite privilégier un type d'élevage plus extensif. Mais cela heurte les intérêts de l'Allemagne, pourtant tellement soucieuse de présenter l'image d'une société attentive à l'environnement.

L'Europe, le monde, manquent de blé et, depuis près de deux ans, les cours flambent. Situation inédite, ceux du marché de Chicago sont plus élevés que ceux payés à Rouen ou à Brême. Cela ne durera pas, la prochaine moisson promettant d'être généreuse, mais il faut en tenir compte : les Quinze ont donc décidé, mercredi, de ramener de 10 % à 5 % le taux de jachère obligatoire imposé aux producteurs de céréales ou d'oléagineux pour la prochaine campagne. M. Vasseur a, de plus, obtenu que soient annulées les sanctions qu'auraient dû payer les céréaliers français à la tire-lire

Les abats de mouton interdits par Londres

Le gouvernement britannique devait annoncer à son tour, mercredi 24 juillet, à Londres, l'interdiction de la consommation de certains abats de mouton. Cette mesure préventive vis-à-vis de la transmission à l'homme de l'agent de la maladie de la « vache folle » fait suite aux recommandations du « sous-groupe » du comité scientifique vétérinaire présidé par le docteur Raymond Bradley (Laboratoire vétérinaire central de Weybridge, Royaume-Uni) et reprises par la Commission européenne (Le Monde du 23 juillet). Le gouvernement français a décidé de traduire en termes réglementaires les recommandations du groupe Bradley et celles du comité présidé par le docteur Dominique Dormont. L'interdiction de la commercialisation devrait donc porter sur certains abats (cervelle, yeux, rate et moelle épinière) dès lors qu'ils sont prélevés sur des ovins et des caprins de plus de six mois (pour la rate) ou de plus de douze mois (pour les autres tissus).

commune pour avoir emblavé, cette année, au-delà des surfaces autorisées. Le dépassement s'est situé entre 2 % et 3 %.

L'organisation commune de marché pour les « fruits et légumes » a aussi été revue afin de limiter les destructions d'excédents. Les disciplines imposées ont été renforcées, mais, faute de moyens, les contreparties accordées aux producteurs sont considérées comme trop chiches par les organisations professionnelles.

Philippe Lemaître

Si après avoir contemplé les athlètes olympiques côté jambes, vous voulez les observer côté tête, La Cinquième vous les offre sur un plateau.

“L'esprit du sport : spécial J.O.” Le dimanche 28 juillet à 12h, le mercredi 31 juillet à 13h30.

Le 28 et le 31 juillet. Cyril Figueri consacrera son émission à l'esprit olympique à travers les âges. Seront présents sur le



La Cinquième

On en apprend tous les jours

plateau de nombreux médaillés olympiques qui vous feront voir les Jeux sous un autre angle, celui des athlètes côté tête.

La rencontre entre David Lévy et Yasser Arafat a brisé la glace entre Israël et l'Autorité palestinienne

Le chef de l'OLP a demandé l'aide de Paris pour « sauver le processus de paix »

Pour la première fois depuis l'arrivée du Likoud au pouvoir, une rencontre a eu lieu, mardi 23 juillet, entre le président de l'Autorité palestinienne,

Yasser Arafat, et le chef de la diplomatie israélienne, David Lévy. Les deux hommes ont annoncé la création d'un « cadre » approprié pour ré-

soudre les problèmes litigieux. M. Arafat a reçu aussi le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, en tournée dans la région.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Après plus d'un mois et demi d'incertitude, l'Autorité palestinienne et le nouveau gouvernement israélien ont brisé la glace et, par la même occasion, de vieux tabous lors du premier entretien entre le dirigeant de l'OLP, Yasser Arafat, et le ministre des affaires étrangères, David Lévy, mardi 23 juillet, à Erez, point de passage entre Israël et la bande de Gaza. Rencontre essentiellement symbolique, au cours de laquelle les deux responsables ont redit leur volonté de « continuer le dialogue », sans toutefois aborder les points délicats des négociations. Le soir, au siège de l'Autorité palestinienne, M. Arafat faisait tout de même part de ses inquiétudes au chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, en tournée au Proche-Orient.

Depuis l'arrivée du Likoud au pouvoir, le 29 mai, les négociations avec les Palestiniens avaient été suspendues. Seul Dore Gold, un des conseillers du premier ministre, Benyamin Nétanyahou, avait rencontré M. Arafat, en juin. Après une heure et demie d'entretien, M. Lévy et M. Arafat se sont exprimés d'assurer que « les contacts continueront à tous les niveaux ». Un « cadre approprié pour examiner les questions litigieuses » sera créé. Le comité de liaison, mis en place par le gouvernement tra-

vailliste pour traiter directement des problèmes, n'a pas repris son activité depuis les élections. La cordialité de la rencontre faisait presque oublier qu'il n'y a pas longtemps encore le Likoud refusait de considérer l'OLP comme le représentant légitime du peuple palestinien. La presse israélienne a qualifié ce tournant d'« historique ». « Nétanyahou est en train d'apprendre qu'il ne peut appliquer sa rhétorique électorale sans faire des dégâts », écrit, mardi, Na-

« Nétanyahou est en train d'apprendre qu'il ne peut appliquer sa rhétorique électorale sans faire des dégâts », commente le quotidien « Yediot Aharonot »

houm Barnea, l'un des principaux éditorialistes du quotidien *Yediot Aharonot*. Mais le premier ministre ne semble pas encore prêt à serrer la main d'Arafat, qu'il traitait de « terroriste » pendant la campagne électorale. Ni le chef de l'Autorité palestinienne ni le ministre israélien des affaires étrangères n'ont évoqué l'éventualité d'une telle rencontre.

En réalité, les deux responsables ne sont pas entrés dans les détails. Seul, le « redéploiement » de Tsa-

hal à Hébron a été mentionné explicitement. Il devrait avoir lieu « au plus tôt », a assuré M. Arafat. Pas un mot sur le date de la reprise des négociations sur le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza, le sort de Jérusalem et des institutions palestiniennes qui y ont établi leur siège, ni sur une éventuelle extension des colonies de peuplement dans les territoires occupés, questions que le chef de l'OLP avait l'intention d'exposer à son interlocuteur israélien. M. Lévy aurait, en revanche, demandé à

M. Arafat de jouer les intermédiaires auprès du président syrien, Hafez El Assad, qu'il rencontrera, jeudi, à Damas.

Mais David Lévy n'est pas Shimon Peres. Il n'a pas la même marge de manœuvre que son prédécesseur travailliste, lorsque celui-ci faisait tandem avec le premier ministre, Itzhak Rabin. Élu au suffrage direct, M. Nétanyahou entend bien garder l'initiative s'agissant du processus de paix. Il n'y a plus qu'une seule voie de négociation et elle passe par le chef

du Likoud, avait annoncé son conseiller, lors de son entretien avec M. Arafat.

Ce dernier a accueilli dans la soirée, à Gaza, en ces « moments difficiles » selon lui, le chef de la diplomatie française. Petite ombre au tableau, la décision du ministre de ne pas visiter la Maison d'Orient, siège officiel de l'OLP à Jérusalem-est, qu'Israël a menacé de fermer si elle faisait l'objet d'une visite en bonne et due forme. « Je n'ai cédé à aucune pression (...) Il n'y aura aucun changement dans la position française à l'égard de la Maison d'Orient », a déclaré Hervé de Charette, qui a souligné qu'il n'était pas en visite officielle mais en « visite de travail » et que le principal représentant palestinien, Fayçal Hussein, étant à l'étranger, il n'aurait donc pas pu le voir à la Maison d'Orient. M. Arafat a affirmé, pour sa part, que les Palestiniens avaient « besoin de l'aide de la France pour sauver le processus de paix ».

M. de Charette a dîné au consulat général de France à Jérusalem-est, avec des responsables palestiniens, notamment Ahmad Korei, président du Conseil de l'autonomie, et Hanane Achraoui, ministre de l'enseignement supérieur. Il a passé la nuit à Gaza, avant de revenir, mercredi, à Jérusalem pour s'entretenir avec MM. Nétanyahou et Lévy. — (Médias)

« La France est un acteur majeur au Proche-Orient », affirme M. de Charette

AMMAN
de notre correspondante au Proche-Orient

« La France est désormais un acteur majeur au Proche-Orient, et elle entend assumer la plénitude des responsabilités qui sont les siennes », a déclaré Hervé de Charette, mardi 23 juillet, à Beyrouth. Fort du succès obtenu par la diplomatie française après une navette de quatorze jours dans la région, en avril, lors du règlement du conflit israélo-libanais, le ministre des affaires étrangères entend bien aujourd'hui associer Paris à la reprise et au « bon aboutissement » du processus de paix.

En Syrie, comme au Liban et en Jordanie, M. de Charette a redit la détermination de la France à relancer ce processus « sur les bases des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, des accords déjà conclus et des engagements déjà pris ». L'engagement qui va dans le sens des exigences des pays arabes, qui peuvent ainsi trouver auprès de Paris un allié utile au moment où les États-Unis, coparrains avec la Russie du processus de paix, sont quelque peu paralysés par l'élection présidentielle de novembre.

COORDINATION

Se référant à l'ancien premier ministre de l'État juif, Shimon Peres, qui avait déclaré lors de l'opération israélienne au Liban qu'il ne pouvait y avoir qu'un seul canal [américain] de négociation pour aboutir », M. de Charette a affirmé : « Je suis partisan de la théorie du double canal. Dans le processus de paix, il ne peut pas y avoir un canal unique de négociation. » Le ministre s'est toutefois empressé d'ajouter : « Avec les États-Unis, la France souhaite travailler en pleine concertation et en pleine coordination. »

Cette coordination va se concrétiser avec la mise en place du

Groupe de surveillance du cessez-le-feu au Liban. Le représentant français au sein de ce Groupe — présidé alternativement, tous les cinq mois, par Washington et Paris —, l'ambassadeur Jean-Michel Gausson, qui accompagnait M. de Charette dans sa tournée, prendra ses fonctions jeudi à Nicosie, à Chypre. Ce Groupe devrait se réunir pour la première fois la semaine prochaine, à Naqoura, siège de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), à la frontière libano-israélienne.

M. de Charette a aussi annoncé que la première réunion du groupe consultatif pour la reconstruction du Liban aurait lieu le 1^{er} août à Bruxelles. La création de cet organisme était prévue dans les accords de cessez-le-feu. Le premier ministre libanais, Rafic Hariri, le président de la Commission européenne, Jacques Santer, assisteront à cette réunion.

Après ses entretiens avec le pré-

sident Hafez El Assad et le ministre des affaires étrangères, Farouk El Chareh, à Lattaquié, au nord de la Syrie ; puis avec le chef de l'État, le président de la Chambre des députés et le premier ministre libanais, à Beyrouth ; enfin avec le prince héritier jordanien Hassan, et le premier ministre, Abdelkarim Kabariti, à Amman, M. de Charette s'est montré plus confiant dans la possibilité de faire bouger le processus de paix. A son avis, « la Syrie est déterminée dans sa recherche de la paix ».

SATISFACTION SYRIENNE

Damas, qui compte sur les pressions de la communauté internationale pour faire évoluer le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, voit d'un bon œil cette détermination française, tout en cherchant à ne pas se couper de Washington. « Un plan américain est plus que jamais né-

cessaire actuellement », écrit, mardi, la presse officielle syrienne, à la veille de l'entrevue que devait avoir le coordonnateur américain du processus de paix, Dennis Ross, avec le président Assad. Damas attend toutefois avec grand intérêt la tournée que doit faire à l'automne dans la région Jacques Chirac.

Cette visite sera un nouveau moment fort de la volonté française de reprendre un rôle dans « une région avec laquelle nous avons de très forts liens historiques, culturels et d'affection », a affirmé M. de Charette. En attendant, la diplomatie française compte bien prendre des initiatives de nature à passer au mieux le cap difficile qui s'annonce, et qui pourrait durer jusqu'à l'élection américaine, tant il paraît difficile de reprendre de vraies négociations avant cette échéance.

Françoise Chipaux

COMMENTAIRE

L'« INFREQUENTABLE » MAISON D'ORIENT

En se rendant en Israël et à Gaza, Hervé de Charette savait qu'il n'aurait pas la tâche aisée. Aller ou ne pas aller à la Maison d'Orient, à Jérusalem-est, n'était pas un dilemme facile à résoudre. Braver l'interdit israélien, à l'occasion d'une première prise de contact avec le nouveau gouvernement de l'État juif, et alors même que la France veut donner à son ambition politique une dimension proche-orientale et non pas seulement arabe, c'était courir à la crise.

Des deux hypothèses possibles, aucune n'était commode : ou bien

Israël interdisait physiquement au chef de la diplomatie française l'accès à la mission officielle de l'OLP à Jérusalem-est, et c'était la crise diplomatique assurée ; ou bien le gouvernement israélien laissait faire M. de Charette, mais fermait la Maison d'Orient immédiatement après sa visite, ce qui aurait eu pour conséquence d'aggraver les choses plutôt que de faciliter le processus de paix.

La position de M. de Charette était d'autant moins enviable qu'il était le premier chef de la diplomatie européenne à se rendre en Israël depuis l'accession de Benyamin Nétanyahou au poste de premier ministre. Yasser Arafat semble l'avoir compris, qui non seulement n'a pas critiqué la position de son hôte, mais a sollicité l'« aide » de Paris pour « sauver le processus de paix ».

Il est vrai qu'en échange M. de Charette a passé la nuit à Gaza, une première pour un ministre européen en tournée dans la région. Il est vrai aussi qu'il a dîné avec des responsables du « gouvernement » palestinien au consulat de France à Jérusalem-est, ce qui est une manière de contester la thèse israélienne selon laquelle le sort de la partie orientale arabe de la Ville sainte est scellé. Il reste que l'État juif aura obtenu gain de cause, et ce précédent risque de peser à l'avenir. Tôt ou tard, l'Union européenne et singulièrement la France, qui affirment ne pas vouloir changer d'un iota leur attitude à propos du processus de paix et des Palestiniens, devront affronter ce problème.

Mounia Naïm

Le Congrès renforce les sanctions américaines contre la Libye et l'Iran

WASHINGTON. La Chambre des représentants américaine a approuvé et transmis, mardi 23 juillet, au président Bill Clinton un projet de sanctions renforcées contre l'Iran et la Libye qui pourrait provoquer un nouveau différend commercial entre les États-Unis et l'Europe. Le texte de loi sanctionnerait les entreprises étrangères investissant dans les secteurs du gaz et du pétrole en Libye et en Iran, pays que Washington accuse de soutenir le terrorisme.

Sur le modèle de la loi Helms-Burton, qui vise les entreprises étrangères traitant avec Cuba, le projet de sanctions contre Tripoli et Téhéran a suscité des protestations de l'Union européenne, dont les firmes ont des intérêts importants en Libye et cherchent à investir en Iran. — (AR, Reuters)

Les Croates boycottent le conseil municipal de Mostar

MOSTAR. Le nouvel administrateur européen de Mostar, Sir Martin Garrod, se trouve dans une impasse après le boycottage de la réunion du conseil municipal par les Croates, qui risquent de créer un précédent « dangereux » pour les élections de septembre en Bosnie. Les 16 élus municipaux croates de Mostar (sud de la Bosnie-Herzégovine), désignés lors des élections municipales du 30 juin et tous membres de la Communauté démocratique croate (HDZ, filiale du parti au pouvoir en Croatie), ont refusé, mardi 23 juillet, de participer à la session constitutive du conseil municipal.

Les élus de la liste multietnique « Mostar unifiée », conduite par le maire musulman de Mostar, Safet Orucovic, qui a remporté 21 sièges sur les 37 que compte le conseil, ont, eux, participé à cette première session. Le quorum nécessaire ayant été atteint, ils ont procédé à la désignation d'un président, en choisissant Hamdija Jahic, actuel président de la branche de Mostar du Parti d'action démocratique (SDA, au pouvoir à Sarajevo). — (AFP)

EUROPE

■ **BULGARIE** : la Cour constitutionnelle a estimé, mardi 23 juillet, que Gueorgui Pirinski, le ministre des affaires étrangères et candidat du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir à l'élection présidentielle de cet automne, n'est pas éligible, car le chef de l'État devait être bulgare de naissance. M. Pirinski, favori dans les sondages, est né à New York en 1948 d'un père bulgare et d'une mère américaine d'origine slovaque. — (Reuters, AR)

■ **RUSSIE** : l'homme qui avait frappé Mikhaïl Gorbatchev lors d'une réunion électorale en avril a été jugé irresponsable, mardi 23 juillet, par un tribunal qui a ordonné son maintien en internement psychiatrique. M. Gorbatchev avait qualifié le coup de poing qu'il a reçu de « tentative d'assassinat ». — (AFP)

DIPLOMATIE

■ **ÉTATS-UNIS/RUSSIE** : Moscou et Washington ont annoncé, mardi 23 juillet, qu'ils soutenaient le projet de traité interdisant définitivement les essais nucléaires (CTBT) et qu'ils espéraient sa rapide approbation par les négociateurs des 61 pays concernés qui se retrouveront le 29 juillet à Genève. — (Reuters)

ASIE

■ **AUSTRALIE** : la Cour suprême du territoire du nord a rejeté, mercredi 24 juillet, à Darwin, un recours contre la loi, qui autorise l'euthanasie dans le territoire. Cette loi, première du genre dans le monde, était entrée en vigueur le 30 juin et avait immédiatement provoqué de violentes attaques des hommes politiques, des Eglises, des médecins et d'aborigènes qui avaient déposé un recours pour la faire déclarer inconstitutionnelle. — (AFP)

■ **PHILIPPINES** : le président Fidel Ramos a déclaré, mardi 23 juillet, que le fondateur du Parti communiste philippin (CCP), Jose Maria Sison, qui s'était vu refuser sa demande d'asile politique par les Pays-Bas, était le bienvenu dans son pays. Le chef de l'État a souligné que sa politique est de « garder la porte ouverte » à tous les rebelles. M. Sison serait couvert par une immunité accordée aux militants politiques. — (Reuters)

AFRIQUE

■ **SAO-TOMÉ** : Miguel Trovada a été réélu, dimanche 21 juillet, pour cinq ans, avec 2 000 voix d'avance, soit 52 % des suffrages, président de la République de Sao-Tomé-et-Principe. Il a déclaré qu'il « n'allait pas dissoudre l'Assemblée nationale » dominée par le parti de son adversaire, M. Da Costa, le Mouvement de libération de Sao-Tomé-et-Principe — Parti social-démocrate (MLSTP-PSD). Il a aussi annoncé son intention de trouver « un large consensus national unitaire pour résoudre les problèmes du pays ». — (AFP)

ÉCONOMIE

■ **RUSSIE** : La TverUniversalBank, dix-septième établissement bancaire du pays, vient de se voir retirer sa licence par la Banque centrale de Russie. Des administrateurs extérieurs avaient été nommés le 8 juillet. Selon le président de l'Institut d'émission, Sergueï Doubinine, l'expérience de la TverUniversalBank illustre les problèmes de mauvaise gestion et de corruption souvent rencontrés par les quelque 2 100 établissements bancaires russes. — (AR)

■ **Le FMI doit tenir ses promesses**, a demandé mardi 23 juillet le ministre russe des affaires étrangères Evgueni Primakov, après la décision prise par l'institution multilatérale de retarder le versement d'une tranche de crédit de 350 millions de dollars (1,6 milliard de francs). — (AFP)

■ **ALLEMAGNE** : les prix à l'importation ont diminué de 0,7 % en juin par rapport à mai, et progressé de 0,2 % seulement par rapport à juin 1995, a fait savoir l'Office fédéral des statistiques mercredi 24 juillet. — (AFP)

Les parlementaires ont adopté un projet de réforme de l'aide sociale aux États-Unis

WASHINGTON. Le Sénat a adopté mardi un important projet de réforme de l'aide sociale aux plus défavorisés, qui prévoit en particulier de réduire de 55 milliards de dollars en six ans les dépenses sociales dans ce domaine. Après examen en commission paritaire, le texte sera soumis au président Bill Clinton avant d'avoir force de loi. Le projet de loi, adopté jeudi dernier par la Chambre des représentants, prévoit également de couper les aides sociales à la plupart de ses bénéficiaires au bout de cinq ans.

Son idée fondamentale est de mettre un terme aux programmes d'aide social (« welfare ») en tant que droits et de transférer aux États la gestion de nombreux programmes d'aide sociale qui était jusqu'ici assurée par l'État fédéral. Le président américain a assuré qu'il souhaitait « mettre un terme au welfare tel que nous le connaissons ». Il avait mis son veto aux deux précédents projets républicains, sous la pression des libéraux démocrates du Congrès. — (AFP)

BOURSE

Gestion personnalisée de votre portefeuille
Les cours actualisés tous marchés
La valeur des SICAV

L'actualité 24h/24 (dépêches REUTERS et AFP)
Communiqué des entreprises cotées en Bourse

3615 LEMONDE

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Admission

25 juillet : ENSAE Eco. et Maths

31 juillet : Mines Ponts M et P'

3615 LEMONDE

مكتبة الدكتور

L'armée mexicaine se mobilise contre la guérilla dans l'Etat du Guerrero

La découverte de caches d'armes, l'arrestation de huit personnes ainsi qu'une escarmouche qui a fait un mort près d'Acapulco confirment l'existence d'un nouveau mouvement armé

MEXICO
de notre correspondant
L'incrédulité qui avait entouré l'apparition d'un nouveau mouvement de guérilla au Mexique, cette fois dans l'arrière-pays de la célèbre station balnéaire d'Acapulco, à la fin du mois de juin, aura été de courte durée. L'arrestation de huit membres supposés de l'Armée révolutionnaire du peuple (EPR, selon le sigle espagnol), la découverte de plusieurs caches d'armes et une escarmouche, qui a provoqué la mort d'une personne la semaine dernière, confirmeraient l'existence d'un nouveau foyer de guérilla au Mexique.

A la différence du Chiapas, où les rebelles zapatistes exploi-

ment devenu le troisième producteur mondial.
Le déploiement militaire, durement critiqué par les organisations de droits de l'homme qui ont dénoncé plusieurs cas de tortures et d'intimidation, a permis, selon les autorités, de découvrir trois caches contenant vingt-huit fusils d'assaut, des kalachnikovs AK-47, ainsi que des uniformes, des ouvrages marxistes et un exemplaire de De la guerre de Clausewitz, la bible des mouvements armés. De source militaire, on signale également la découverte de deux bulletins intitulés Le Proletaire, publiés par une vieille organisation révolutionnaire, le parti ouvrier clandestin Union du peuple-Parti des pauvres (PROUP-PODP).

provocation, explique les réactions prudentes, voire hostiles, de l'opposition à l'égard de l'EPR. Cuiusmodi, le ministre de l'Intérieur, Emilio Chuayfret, et le chef de la gauche, Cuauhtémoc Cárdenas, avaient tous deux qualifié de « pantomime » l'apparition d'une soixantaine de guérilleros masqués de l'EPR lors de la cérémonie organisée, le 28 juin, à l'occasion du premier anniversaire du massacre de dix-sept paysans par la police du Guerrero près du hameau d'Agua Blanca, à une quarantaine de kilomètres d'Acapulco.

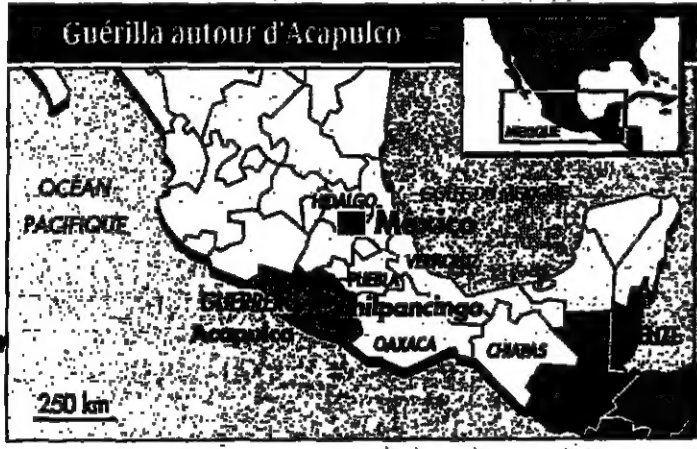
MM. Chuayfret et Cárdenas souhaitaient minimiser l'affaire pour ne pas mettre en péril les négociations en cours au Chiapas avec l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Apparemment préoccupé par le surgissement d'une nouvelle guérilla qu'il ne contrôle pas, le chef de l'EZLN, le sous-commandant Marcos, s'est efforcé de prendre ses distances à l'égard de l'EPR.

CARTE BLANCHE AUX MILITAIRES

Le ministre de l'Intérieur venait à peine de qualifier les rebelles du Guerrero de « délinquants » lorsqu'un commando de l'EPR monta une embuscade contre un véhicule militaire, provoquant la mort d'un civil qui passait par là au même moment. « Cette action est une réponse à la répression et au refus du gouvernement antipopulaire de reconnaître le caractère révolutionnaire de l'EPR », déclare un communiqué publié par cette organisation le 18 juillet. Quelques heures plus tard, le président de la République, Ernesto Zedillo, entreprenait un voyage étiar au Guerrero pour appuyer l'action de l'armée.

« Je prendrai tous les moyens que m'accorde la Constitution pour garantir la sécurité des Mexicains », déclara-t-il sur un ton ferme. Le message est clair : le gouvernement ne tolérera pas un autre Chiapas et l'armée a carte blanche pour se déployer sur l'ensemble du territoire, comme elle a commencé à le faire au cours des dernières semaines dans plusieurs régions du centre du pays, en particulier dans les Etats de Puebla, Veracruz et Hidalgo où des mouvements armés ont été signalés.

Bertrand de la Grange



Guerrilla autour d'Acapulco
habilement l'effet de surprise en occupant plusieurs villes à l'aube du 1^{er} janvier 1994, les autorités ont réagi très vite cette fois-ci. L'armée s'est aussitôt déployée dans la Sierra Madre du sud, qui se dresse entre Acapulco et Chilpancingo, la capitale de l'Etat du Guerrero, jusqu'aux limites de l'Etat voisin d'Oaxaca. Selon la presse locale, près de dix mille soldats ratisseraient la région et ont installé des barrières sur les routes qui traversent la puissante barrière montagneuse.
La plupart des villages, où vivent misérablement des Indiens mixtèques et amuzgos mais aussi des métis guère mieux lotis, sont accessibles seulement à pied. C'est pourquoi les narcotrafiquants ont développé leurs activités dans cette zone, en particulier la culture de la marijuana et du pavot, matière première de l'héroïne dont le Mexique est récem-

Le Burundi suspend le rapatriement des réfugiés rwandais

L'ONU prépare un « plan de circonstance »

Bujumbura et Kigali ont décidé, mardi 23 juillet, de suspendre les opérations de rapatriement des Rwandais hutus, réfugiés au Burundi, comme l'avait

exigé le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR). Le Conseil de sécurité de l'ONU étudie un projet de déclaration sur la situation dans ce pays.

SOUS LA PRESSION DU

Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), le Burundi a finalement accepté, mardi 23 juillet, de suspendre les expulsions de réfugiés rwandais. Le Rwanda a, lui aussi, informé le HCR de sa décision de suspendre les opérations de rapatriement. Le haut commissaire, Sadako Ogata, avait écrit aux présidents burundais Sylvestre Ntibantunganya et rwandais Pasteur Bizimungu pour leur demander de « cesser immédiatement » les expulsions de réfugiés, souvent organisées dans des conditions inhumaines : 15 000 personnes, principalement des vieillards, des femmes et des enfants, ont été expulsés vers le Rwanda voisin depuis le début des opérations de rapatriement lancées, vendredi, par l'armée.

MORTS D'ÉTOUFFEMENT

L'armée a vidé le camp de Kibazi, situé dans le nord-ouest du pays. Entassés dans des camions et des remorques, les réfugiés rwandais, d'ethnie hutu, ont été reconduits à la frontière de leur pays, sans vivres et sans eau, craignant pour la plupart de retourner dans leurs villages, en raison de possibles représailles. Un bébé de 18 mois et deux autres réfugiés sont morts d'étouffement, lundi, lors de leur transfert et de nombreux enfants ont eu des bras ou des jambes cassées.

Le ministre rwandais de la réhabilitation, chargé des rapatriements, avait confirmé, mardi, que le Burundi expulsait les 85 000 réfugiés hutus du Rwanda et viderait tous les camps du nord du pays d'ici à la semaine prochaine, assurant que ces opérations étaient devenues « une priorité maximale » en

raison de l'insécurité croissante. Craignant des représailles, environ 2 millions de Hutus rwandais ont fui leur pays pour le Burundi, la Tanzanie ou le Zaïre après le génocide de 1994. Un certain nombre avaient, en effet, pris part aux massacres des Tutsis et des Hutus modérés qui s'étaient soldés par la mort de quelque 500 000 personnes.

La capitale burundaise a vécu au ralenti, mardi, pour la deuxième journée consécutive, après l'appel à la grève lancé par l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza. Ce même jour, au cours des obsèques des quelques 300 Tutsis victimes du massacre de Bugendana, le président Ntibantunganya a été violemment pris à partie par la foule, qui lui a jeté des pierres et l'a contraint à fuir le camp de déplacés où il était arrivé en hélicoptère accompagné du premier ministre. Les Tutsis l'accusent d'être le complice, voire même le chef des rebelles « génocidaires ». Considéré comme modéré par les observateurs étrangers, M. Ntibantunganya, en poste depuis la fin de septembre 1994, est aussi critiqué par les extrémistes hutus.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a exprimé, mardi, son « horreur » et son « désarroi » face au massacre de Bugendana. Le président en exercice du Conseil de Sécurité, le Français Alain Dejammet, a indiqué, dans un communiqué, que les quinze membres dudit Conseil, notamment les Etats-Unis, préparaient un projet de déclaration qui pourrait être rendue publique, mercredi.

De son côté, le sous-secrétaire général, chargé des opérations de maintien de la paix, Kofi Annan,

continue d'étudier avec les pays donateurs la mise en place d'un « plan de circonstance », nous indique notre correspondant à l'ONU, Afine Bassir Pour. Il a averti le Conseil de sécurité que le processus de paix, récemment mis au point à Arusha en Tanzanie, par les pays de la région des Grands Lacs, est complètement bloqué, ceux-ci ne réussissant pas à s'entendre sur la création d'une force inter-africaine.

CONFÉRENCE RÉGIONALE

L'ancien représentant spécial de l'ONU au Burundi, Amedou Ould Abdallah a appelé, mardi, la « douzaine d'envoyés spéciaux au chevet du Burundi » à se réunir d'urgence pour adopter une approche commune et cohérente du problème. Il a suggéré la réunion d'une « conférence régionale bien préparée ».

Le projet d'envoi d'une force « d'assistance » régionale se heurte aussi bien aux réserves de l'opposition tutsie qu'à celles des rebelles hutus. Le premier ministre burundais, Antoine Nduwayo, a ainsi estimé qu'une telle force « non seulement n'empêcherait pas davantage de massacres », mais risquerait « d'aggraver considérablement les choses ».

Quant à Léonard Nyangoma, chef du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), le principal mouvement hutu, il a, dans une lettre adressée à l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, dénoncé toutes les négociations engagées sous l'égide « d'étrangers », qui n'ont pas été dûment autorisées par les vraies parties au conflit. Il souhaite en outre que le Zaïre soit associé aux discussions à venir.

La Birmanie est associée aux discussions sur la sécurité en Asie

DJAKARTA

de notre envoyé spécial
Au prix d'une explication de texte et en dépit des réserves renouvelées des pays occidentaux, la Birmanie a fait son entrée, mardi 23 juillet, au Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean). Seule tribune régionale sur les questions de sécurité, cet organisme compte désormais, avec l'admission récente de l'Inde, vingt et un membres.

La junte de Rangoon n'a pas, pour autant, fait de concessions publiques. Pour répondre aux « inquiétudes » manifestées par plusieurs délégations, notamment celle des Etats-Unis, de l'Union européenne, de l'Australie et du Canada, le ministre birman des affaires étrangères, Ohn Gyan, s'est expliqué sur la situation dans son pays. Pour l'essentiel, il a repris les arguments qu'il avait avancés, la veille, au cours d'une conférence de presse. « Nous respectons les droits de l'homme mais, comme tout autre pays, nous devons prendre en considération notre culture, notre histoire », avait-il alors dit, ajoutant : « ce qui est valable pour d'autres pays ne peut pas l'être pour le nôtre ».

Tout en avançant que l'objectif de Rangoon était d'instaurer le multipartisme, Ohn Gyan n'a fixé aucune date pour ce qui concerne l'adoption d'une constitution dont le projet est étudié depuis quatre ans déjà par une Con-

vention nationale désignée par la junte. Il ne s'est pas davantage engagé à ouvrir un dialogue avec l'opposante Aung San Suu Kyi, rappelant que son gouvernement ne discutait pas avec des « individus » et que des négociations avec des « forces démocratiques » ne pouvaient avoir lieu que dans le cadre de la Convention nationale, dont les délégués de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de Suu Kyi se sont retirés en novembre.

« DÉTÉRIORATION CONTINUE »

Pour sa part, Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères, dont le pays assure la présidence annuelle de l'Asean, a rappelé, mardi, après la conclusion du Forum, que l'« engagement constructif » de l'Asean à l'égard de Rangoon « n'a jamais ignoré ce qui se passait » en Birmanie. Agacé par les questions d'un journaliste occidental, il a répliqué : « La démocratisation est l'objectif de tous. Mais il n'y a pas que la démocratie occidentale (...). Ne nous dictiez pas notre ligne de conduite ».

Ampravant, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, avait réitéré ses critiques à l'encontre de la junte, laquelle, a-t-il estimé, s'oppose « au désir de la majorité du peuple birman d'une transition vers un régime démocratique » et viole « de manière croissante » les droits de l'homme. « Il

est particulièrement important que la participation de la Birmanie au Forum, a-t-il ajouté, et ses relations plus étroites avec l'Asean renforcent le processus de réconciliation et non le contraire ». Au nom de l'Union européenne (UE), le vice-premier ministre irlandais s'est inquiété de la « détérioration continue » de la situation politique en Birmanie et a demandé à la junte de Rangoon d'engager des « réformes » et de « respecter, sans délai, les droits de l'homme ».

La Birmanie est devenue membre de droit du Forum après avoir été promue, la semaine dernière, « observateur » auprès de l'Asean, dernière étape avant son adhésion à l'Association.

En revanche, la France et la Grande-Bretagne, qui font valoir leurs qualités de puissance nucléaire et de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour faire leur entrée au Forum, devront attendre pour être admises à titre individuel. Jusqu'ici, seule la présidence de l'Union européenne représente l'Europe au sein du Forum. Les candidatures françaises et anglaises, s'est contenté d'indiquer, mardi, Ali Alatas, seront « prises en considération dans le futur » et en fonction de critères adoptés, le jour même, par le Forum. Le Pakistan se trouve dans une situation identique.

Jean-Claude Pomonti

On ne peut pas passer sa vie sans savoir.

NOUVEAU PETIT
LE ROBERT
DICTIONNAIRE DE LA
LANGUE FRANÇAISE

R

CEP
COMMUNICATION

Le Robert, un éditeur du groupe C.E.P. Communication.

s'achève cette année, se plaignent des discriminations dont ils seraient victimes au profit des lauréats du concours externe (étudiants sortis des instituts d'études politiques). La

direction de l'Ecole dément toute inégalité de traitement entre les uns et les autres. ● **LES DIFFÉRENCES** entre les deux catégories d'élèves, auxquelles l'ENA était ouverte jus-

qu'à maintenant à parité, résultent notamment de leurs âges - les fonctionnaires sont plus vieux que les étudiants - et de leurs profils sociaux. ● LA NOTATION DES STAGES

mise en cause depuis longtemps par les pourfendeurs de « l'énarchie », a été réformée, mais nombre d'élèves estiment qu'elle conserve un caractère subjectif et opaque.

Entrés à l'Ecole nationale d'administration par le concours interne, réservé aux fonctionnaires, certains élèves accusent la direction de favoriser les « externes », brillants étudiants mieux préparés par leurs origines familiales à satisfaire aux critères de notation

ils ont « des problèmes d'argent » : malgré l'indemnité qui leur est versée, ils n'arrivent pas à payer la location d'un studio à Strasbourg, qui s'ajoute au loyer de leur résidence principale ; certains sont privés de téléphone...

Leur rébellion a commencé avec la note de stage attribuée au printemps et qui sanctionne une période d'un an passée dans une préfecture, puis dans une sous-préfecture. Il se sent alors que leur note moyenne est inférieure à celle des élèves issus du concours externe. Estimant que cette évaluation leur ferme l'accès aux grands corps, ils disent avoir envoyé une pétition, portant quarante signatures, au directeur de l'ENA, afin

qu'il rectifie leur note. Cependant, le directeur, Raymond-François Le Bris, affirme qu'il n'a pas reçu de pétition mais cinq élèves, devant lesquels il a refusé de changer les notes au motif que « les mêmes critères ont été appliqués à tous ». Il a néanmoins proposé une réforme de la notation des stages, ce que les élèves considèrent comme « une première victoire » (lire ci-dessous).

Les adversaires de la délocalisa-

concours d'entrée de l'ENA. Cette médiocrité relative a d'ailleurs été soulignée par Serge Boideval, président du jury en 1994. « Les premiers candidats admis du concours interne se situent [au niveau des] quinzième ou vingtième (...) du concours externe », indiquait son rapport.

Les « Internes » rappellent que la note de stage ne sanctionne pas des épreuves intellectuelles, « résultat d'un bachotage auquel les externes sont mieux entraînés », mais une « pratique administrative ».

puisque'ils disposent d'une expérience professionnelle, leur note devrait être supérieure à celle des externes. Le problème, selon eux, est plus grave: ils affirment qu'ils sont pénalisés par leur âge. Ils ont environ trente-six ans, tandis que les «externes» ont vingt-trois ou vingt-quatre ans. Nombre de hauts fonctionnaires considèrent qu'il y a un handicap à l'ENA: «Un jeune issu du concours externe est malléable, libre. Il a du punch, alors qu'un interne de quarante ans, père de famille, ayant deux enfants, est moins éveillé, moins curieux», indique le directeur d'une grande administration.

sociale dans le stage, que Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane, sous le pseudonyme de « Mandrin », qualifiaient d'« école de la servilité administrative et (w) de la bonne éducation » (*L'Enarchie*, éditions de La Table ronde, 1967). Pudiquement, Guy Berger, conseiller-maître à la Cour des comptes et nouveau président de l'Association des anciens élèves de l'ENA, admet que : « pour la note de stage, un certain vernis social peut jouer un rôle ».

I

À L'UNANIMITÉ, le conseil d'administration de l'ENEA a adopté, le 25 juin, une résolution des stages, censée rendre le cursus plus transparente. Les élèves modom Baro-Bloch estiment avoir remporté victoire, mais ils jugent le thème resté obscur.

L'annonce du stage est, elle-même, transparente, affirmant la fin des stages de l'ENEA qui choisit d'élire dans toute préfecture plutôt qu'entre, avant de l'attribuer à une association qu'il a entreprise privée ou à une section internationale. « On applique des principes géographiques et pratiques », dit-il, « et on va à la recherche de l'ENEA, à la fin de l'année, le 11 juillet. L'objectif est de faire un stage en complément de formation au Parisien dans une zone rurale dans une grande ville ; celui-ci, mais voyage part dans un pays lointain, ce qui était en poste au Quai dans une entreprise. »

« Le directeur des stages cherche à faire un mariage heureux entre la

maître de stage, complète Christian Frémont, ancien directeur des stages. Pour cela, il prend en compte toutes sortes de critères: il évite, par exemple, d'envoyer un élève casanier chez un préfet qui compte l'emmener en jogging tous les matins. »

« À la fin du stage, le préfet, l'ambassadeur ou le chef d'entreprise propose une appréciation de l'élève, allant de « exceptionnel » à « insuffisant ». Certains élèves se demandent sur quels critères leurs censeurs se fondent. Les préfets indiquent qu'ils apprécient un stagiaire sur sa capacité à mettre en place, par exemple, un guichet unique pour les aides à l'emploi ou un plan d'urgence contre l'incendie.

MYSTÉRIEUSE « PÊCHEQUATION »

M. Frémont, aujourd'hui préfet du Finistère, raconte qu'il a chargé un élève du délicat dossier de la pêche, « pour voir s'il était capable de nouer des contacts avec les pêcheurs, de donner un grand coup de cutter lorsqu'il le fallait et, bien sûr, de posséder parfaitement le dossier ». Tous les représentants de l'Etat confient au stagiaire la préparation de leurs discours, pour voir s'il

... cours d'un « tion », my M. Frémont, des bonnes n Les élèves de stage, un rale étant, s grande préf

d'épouser leur pensée face à une
d'élus locaux ou d'entrepreneurs.
de la notion a établi quatre ci-
des quatre stades : aptitude à
les organisations, compétence
sion, capacité à travailler en commun,
d'initiative. Chacun sera noté de 1 à 5.
d'élus jugent que la notation pèsera
tant que le directeur des stades de
un responsable. Celui-ci ne se fonde
sur les appréciations ou les
maîtres de stades ; il prend aussi en
qualité du rapport remis par l'élève,
relative de son lieu de stage et les
es que le directeur fait lui-même au
le visite. Il établit une « péren-
stérilisation procédure lui, selon
a, « vise souvent à limiter l'inflation
notes ».

Il existe une cotisation des lieux
de préfecture départementale et re-
lution aux, moins bien lotie qu'une
structure régionale.

M. Miegé dit avoir obtenu le poste de directeur général du ministère de la fonction publique la promesse que ce poste était *« totalement protégé »* : « Je n'ai bien sûr jamais dit que mon poste était totalement protégé », dit-il. L'indice, pris en compte dans le calcul de la retraite.

M. Miegé constate toutefois avec inquiétude que le concours interne est victime d'une désaffection depuis 1989, ce qui fait que sa selectivité est aujourd'hui trois fois moins forte que celle du concours externe. Aussi le gouvernement a-t-il supprimé, par un décret du 30 janvier, le principe de la parité des postes offerts aux concours internes et externes. A l'origine, en 1980, le concours interne était conçu comme un instrument de promotion sociale des fonctionnaires.

JACQUES CHIRAC et Alain Juppé, qui s'étaient efforcés de souder la majorité et de rebondir dans l'opinion avant la trêve aoûtienne, sont décidément à la peine. Concernant l'image de l'exécutif et les cotes de popularité, le résultat n'est pas probant.

Selon la dernière enquête d'opinion, réalisée par BVA du 18 au 20 juillet auprès d'un échantillon de 388 personnes et publiée par *Paris-Match* daté du 1^{er} août, à la suite de l'intervention du 14 juillet du chef de l'Etat, M. Chirac, neri

4 points de bonnes opinions en un mois (à 40 %), contre 53 % de mauvaises opinions (+2 points). M. Juppé perd 3 points de bonnes opinions (à 30 %) tandis que les mauvaises opinions restent stables (à 62 %). Il retrouve un de ses niveaux les plus bas depuis octobre 1995.

Au même moment, Philippe Séguin revient sur les grèves de novembre-décembre 1995 dans un entretien publié par *Le Parisien* du mercredi 24 juillet et consacré à l'emploi. Pour le président de l'As-

semblée nationale, ce mouvement social exprimait « une demande de sens ». « Les grévistes demandaient d'arrêter une explication qu'ils *répugnaient* une revendication », affirme-t-il. Et ajoute-t-il : « Je ne suis pas certain que l'explication leur ait été fournie ».

Etienne Pinte, député RPR des Yvelines et proche du maire d'Epinal, exprime nettement sa mauvaise humeur. Dans une lettre adressée au premier ministre, M. Pinte réclame, avec insistance, une reconduction de la malcoirade

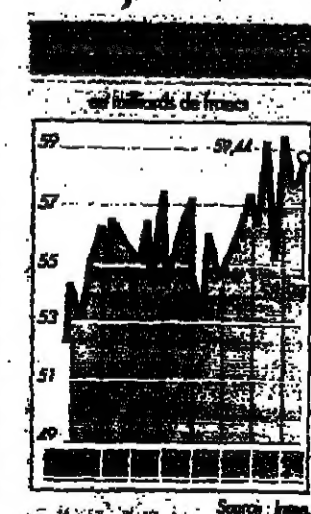
de l'allocation de rentrée scolaire (ARS), dont le montant avait été porté d'environ 400 à 1 500 francs par enfant depuis 1993.

« Il me semblait profondément injuste de priver d'une partie de cette aide des familles », écrit M. Pinte, qui « s'estime qu'à cette date, aucune décision n'ait été prise... » Depuis le début de l'année, les familles font plus que d'autres les frais de restrictions budgétaires, estime-t-il. « Les efforts ne semblent pas équitablement répartis », conclut-il.

LA CONSOMMATION des ménages en produits manufacturés a

LA CONSOMMATION des ménages en produits manufacturés a augmenté de 1,9% en juin, selon les données publiées par l'Insee mercredi 24 juillet. Mais elle recule de 1,6% sur le deuxième trimestre (+4,9% au premier trimestre). Limitée au champ du commerce (hors automobiles et médicaments), la hausse a été de 3,4% en juin (contre 2,9% au premier trimestre). La reprise des achats s'explique par une météorologie favorable, qui a dopé les ventes dans le textile et la chaussure (+8,5%), et la structure des jours ouvrables (cinq samedi sur six).

L'Insee a relevé à la hausse le chiffre de mai : une progression de 0,3%, alors qu'une première estimation faisait état d'une baisse de 0,1% (*"Le Monde du 6 juin"*).



Nos articles du Monde des 13 et 14 juillet sur les directives données par la mairie d'Orange, détenue par le Front national, sur les achats de livres de la bibliothèque municipale nous valent de devoir publier deux livres de Jacques Bompard, maire de cette ville, au titre du droit de réponse.

« La municipalité d'Orange étant mise en cause dans votre édition du 13 juillet, je tiens à réagir. Au sujet de la pseudo-censure que nous aurions instaurée en bibliothèque municipale, je tiens à porter à la connaissance de vos lecteurs que, contrairement aux affirmations du rapport ministériel, quatre de ces six ouvrages, *Le Racisme*, *L'Offensive*, *Prof. Nazis* dans le métro, *La jeune amante*, sont en bibliothèque d'Orange, et cela depuis plusieurs mois. Le cinquième, *Le Métier de bibliothécaire*, est en commande.

Nous venons de faire procéder à la constatation de ce fait par voie d'huissier.

« Par ailleurs, nous tenons à souligner notre indignation sur le fait que des organes de presse puissent avoir en leur possession une lettre du ministère et un rapport quarante-huit heures avant que leur destinataire ne les ait reçus.

Sur le fond de l'affaire, nous tenons à bien répéter que nous sommes en accord avec le décret n° 88-1037 du 9 novembre 1988 : nous voulons la représentation exhaustive des divers courants de pensée. En cela, nous nous différencions de la politique des autres bibliothèques municipales de France à l'instinct desquelles la gauche et l'extrême gauche ont droit de cité. A Orange, nous nous engageons à accueillir tout don de livres, quel que soit le courant politique, idéologique ou religieux.

gique. Quelle autre bibliothèque de France peut en dire autant, la pensée nationale ou de droit y était le plus souvent bannie ?

« Mis en cause dans votre édition du 14 juillet, sous le titre : « Orange impose à sa bibliothèque municipale l'achat d'ouvrages d'auteurs collaborateurs des SS », nous tenons à user de notre droit de réponse.

« Nous sommes stupéfaits de lire qu'un ouvrage d'un ancien de la division SS Charlemagne aurait été commandé par nos soins. Certes, un livre intitulé *Histoire de la chaverie* a bien été commandé. Ce livre a été écrit par Emile Léon Théodore Gautier, né au Havre en 1832 et mort en 1897. Difficile pour cet étudiant de l'École des Chartes d'être Waffin SS en 1944, tout le monde en conviendrait. Votre journal a violé

mie. Il est dommage que cette information ait pu se perdre.

Par ailleurs, l'adulte Evola est d'abord et avant tout un philosophe, dont certains ouvrages ont été interdits sous le régime fasciste. Il est donc abusif d'en faire un fils spirituel d'Hitler ou de Mussolini. Doit-on interdire Evola sous prétexte qu'il n'est pas de gauche ? Heidegger, Schopenhauer ou Kant, sous prétexte qu'ils sont Allemands et que certaines lectures que l'on pourrait en faire déplaieraient à un marxiste ou à un libéral ?

Pour sa part, la makie d'Orange n'a qu'un but : instaurer le pluralisme au sein de sa bibliothèque. Il n'y a, pour elle, aucun mauvais livre, mais seulement de mauvais lecteurs. Ce pluralisme, est-il bien sûr que toutes les bibliothèques le respectent ? Permettez-nous d'en douter fortement. *

DÉPÊCHES

■ **PME** : Jacques Chirac devait se rendre, mercredi 24 juillet à Châtelain (Vienne) pour une réunion de travail avec une vingtaine de patrons de PME. Dans son intervention du 14 juillet, le chef de l'Etat avait jugé que les PME-PMI « ont un rôle essentiel dans le retour de la confiance et dans la lutte pour l'emploi ». Jeudi, M. Chirac présidera le comité de pilotage du plan PME-PMI en présence du premier ministre.

■ **CANNES** : Pierre Leleuchre, député RPR du Val-d'Oise, conseiller municipal de Cannes, a appelé, mardi 23 juillet, « à la dissolution du conseil municipal ». Pour M. Leleuchre, « seul le suffrage universel est de nature à lever l'image de la ville et la réputation de Cannes ». Le conseil municipal de Cannes, présidé par Maurice Delaunay, premier adjoint qui assure l'intérim de Michel Mouillot, maire (UDF-PR), incriminé pour corruption passive dans l'affaire du Carlton Casino Club, se réunira vendredi. Pour Ladislas Pomiatowski, porte-parole du Parti républicain, la mise en examen de M. Mouillot est « une affaire d'ordre privé » dans laquelle le PR « n'a strictement rien à voir ».

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 25 JUILLET 1996

VACANCES La France s'est endormie sur ses lauriers touristiques. Si elle reste le pays le plus visité au monde, le nombre de visiteurs étrangers est passé en dessous de la

barre des soixante millions. Pour la première fois depuis quinze ans, la « destination France » a cédé du terrain. LES PROFESSIONNELLS ont fini par se rendre à l'évidence : pen-

dant des années, ils ont négligé la qualité de l'accueil et des services offerts aux touristes, français comme étrangers. Aussi, ont-ils décidé de multiplier les initiatives des-

tinées à rendre la France plus attractive. LES OFFICES du tourisme vont se doter d'une norme prédisant de multiples obligations à respecter. A Poitiers, où des chômeurs ont été

recrutés pour améliorer l'accueil des vacanciers, les professionnels ont multiplié les efforts, y compris en matière de formation, pour faciliter le séjour des visiteurs.

Les professionnels français du tourisme font amende honorable

Alors que le nombre de visiteurs étrangers est retombé en dessous des soixante millions, hôteliers et restaurateurs commencent à se mobiliser pour améliorer la qualité de l'accueil et du service, trop longtemps négligés

SANS jamais forcer sa nature, peu portée à un accueil très chaleureux, la France pensait pouvoir éternellement séduire davantage de touristes étrangers. En 1995, pour la première fois depuis quinze ans, ce mouvement de perpétuelle expansion a brutalement pris fin : la « destination France » a perdu 2 % de ses visiteurs étrangers par rapport à 1994, pour passer sous la barre des 60 millions. La France demeure le premier pays au monde pour le nombre de touristes reçus, mais son avance fond et ses concurrents immédiats (Espagne, États-Unis, Chine) gagnent du terrain. A cela, le Conseil économique et social, dans un rapport rendu public en juin, voit une explication majeure : « Nos compatriotes sont fréquemment jugés suffisants, vantards et peu hospitaliers. Il suggère donc que « notre pays s'interroge sur son comportement à l'égard des touristes étrangers » et « soutienne un effort important et continu ».

La « fin du temps des vaches grasses », que regrette déjà la direction du tourisme, semble avoir poussé cet été les professionnels de la branche à produire l'effort que le Conseil économique et social appelait de ses vœux. « Tant que la France occupait sereinement le premier rang des destinations touris-

tiques, tant qu'hôtels et restaurants étaient comblés, les professionnels ne se posaient pas de questions. D'où le retard accumulé, reconnaît-on à la direction du tourisme. La France a péché par suffisance. Elle doit redorer son image de marque pour gagner la bataille de la mondialisation ».

Vieille seulement de quatre ou cinq ans mais s'inscrivant d'année en année, la mobilisation des professionnels du tourisme, dont on imaginait par trop naïvement que l'accueil et le service étaient depuis toujours le fonds de commerce, est presque à la mesure du temps qu'il s'agit de rattraper. Cet été, les voilà qui multiplient les initiatives pour améliorer la qualité de leurs prestations et de leurs relations avec la clientèle étrangère comme française. Car les vacanciers autochtones n'oublient plus désormais, à l'occasion de leurs congés, qu'ils sont durant toute l'année des consommateurs de plus en plus exigeants.

« Ils attendent davantage des vacances », remarque Bernard Remedi, président du syndicat général de l'industrie hôtelière des Pyrénées-Orientales. Ils ont besoin d'être considérés, de faire l'objet de petites attentions, d'un accueil personnalisé. Pour nombre d'entre eux, partir en

vacances représente désormais un sacrifice financier. Une part croissante des ces touristes français a voyagé à l'étranger, notamment dans les pays d'Asie du Sud-Est, qui offrent en termes d'accueil des prestations excellentes. Par ailleurs, l'évolution des modes de vie rejette sur le comportement des touristes, qui souhaitent être plus sécurisés, plus informés, attendent à la fois plus d'assistance et plus de liberté, se décident à partir sur un coup de tête sans rien avoir organisé. « Au niveau touristique, on n'a pas su analyser ces changements. On a donc évolué moins vite en matière de services que d'autres secteurs de l'économie », regrette Marc Dumoulin, directeur de la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative (Fnotsi).

La troisième édition de la campagne « Bonjour », organisée par la direction du tourisme et destinée à améliorer la qualité de l'accueil des touristes français et étrangers dans l'Hexagone, est parvenue à mobiliser non seulement un plus grand nombre de professionnels du tourisme, mais, au-delà, certains traditionnels « moutons noirs » de l'accueil : les douaniers d'aéroport ont été formés au sourire par un grand groupe hôtelier, les taxis G7 ont instauré un sys-

tème d'inspection surprise de la propreté des véhicules et distribuent une carte permettant la réservation en anglais, par téléphone, de jour comme de nuit.

« On a évolué moins vite en matière de services que d'autres secteurs de l'économie »

A cette campagne « Bonjour » s'ajoute désormais une multitude de démarches sectorielles ou régionales visant à compléter les étoiles, qui ne jaugeaient que le confort matériel, par des labels, chartes de qualité et autres normes. Les gîtes, les stations thermales, les musées, des chaînes de restaurants réfléchissent à l'éventualité d'une norme Afnor. Les offices de tourisme auront la leur dès 1997. Structures à l'origine associatives fonctionnant essentiellement grâce à des bénévoles, les offices et syndicats d'initiative traversent une phase « de nécessaire recherche de professionnalisation », admet Marc Dumoulin. Un document de référence sur l'accueil décline en cent vingt obligations est d'ores et déjà concocté et des visites de contrôle prévues. Offices et syndicats développent par ailleurs leur gamme de services (réservation, change, bil-

letie de spectacle, locations de vélos, organisation de voyages) et apprennent à fonctionner en réseau puisque, selon M. Dumoulin, « on ne peut plus gérer l'accueil touristique uniquement par rapport à sa propre localité ». Des CD-ROM multimédia truffés d'informations sur douze mille communes, de cartes de randonnée ou de plans de villes pouvant être imprimés instantanément, équiperont cet été mille offices ; un site Internet bilingue le complètera par des informations en temps réel sur les différentes manifestations.

A Aix-en-Provence, toute la ville s'est mobilisée autour d'un projet de norme Afnor sur l'accueil, l'office du tourisme réunissant pendant plus d'un an autour d'elle les responsables des hôtels, restaurants, musées et entreprises de transport afin de définir des règles applicables par tous. Afin de « redonner confiance aux consommateurs en leur offrant la garantie d'un bon niveau de qualité », et de veiller à réserver « un accueil particulièrement soigné aux touristes », quelques deux mille cafés-brasseries ont signé une charte de qualité lancée en 1993. Ils servent de relais aux offices de tourisme de leur ville en mettant une documentation à la disposition de leur clientèle.

La Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air (FNHPA), partenaire de la campagne « Bonjour » pour la première fois cette année, prépare une charte nationale de qualité et un label « Camping qualité plus ». Bouteille of-

ferte à l'arrivée des clients ayant réservé, prise en charge des enfants le temps de l'installation, pochette d'information touristique sur la région... « Les congés sont de plus en plus courts. Il faut que dès le premier contact, les clients soient en vacances », rappelle Joëlle Raibaut, de la FNHPA.

Les hôteliers de Menton proposent aux touristes de convertir leur argent « sans perdre au change », ceux de Nîmes offrent pour trois nuits un panier de produits locaux et un chèque de réductions chez soixante-dix prestataires locaux. Plus intéressante encore : l'opération « Zéro défaut » menée par une centaine d'hôteliers des Pyrénées-Orientales, qui se sont fait auditer par un cabinet spécialisé parce que, « quand on est dans son affaire, on est un peu aveugle... ». Un label de qualité départemental sera décerné après contrôle surprise et anonyme. L'idée, adoptée par le Gard, fait son chemin dans l'Aude, l'Hérault et en Lozère.

Durant les mois d'hiver, responsables et personnels des hôtels des Pyrénées-Orientales visitent les sites en compagnie de conservateurs. « Certains réceptionnistes parlaient très mal du patrimoine environnant, estime Bernard Remedi. Grâce aux guides, ils apprennent à faire des commentaires fournis et agréables. Avec un but avoué : garder les clients vingt-quatre heures de plus dans le département.

Pascal Krémer

Poitiers cultive le sens de l'hospitalité

POITIERS de notre envoyé spécial : « Les touristes sont heureux de nous trouver », témoigne l'hôtesse d'accueil, ajoutant avec malice : « Ils le sont encore plus quand ils réalisent que le service est gratuit. » Cet été, pour la troisième année, l'office de tourisme de Poitiers (Vienne) sort de ses murs pour mieux informer et orienter les vacanciers. Quatre kiosques ont été installés pour les aider à dénicher chambres d'hôtel et places de camping, pour indiquer aux conducteurs de camping-cars l'adresse du parking susceptible d'accueillir leur véhicule... En pleine saison touristique, six cents personnes fréquentent quotidiennement les petites maisons de bois signalées d'un grand « i » qu'occupent seize chômeurs de longue durée embauchés en contrat emploi-solidarité par la ville, de juin à octobre.

Cette opération, aux visées sociales et touristiques, est l'aboutissement d'une démarche multiple initiée par la ville de Poitiers afin d'améliorer l'accueil et de « saisir la chance offerte par le Futuroscope ». Le succès du parc d'attractions (quelque trois millions de visiteurs l'an) tout proche a dopé la fréquentation de la capitale du Poitou-Charentes. Chaque année

depuis cinq ans, l'office de tourisme accueille 30 % de touristes supplémentaires, alors qu'avant la construction du Futuroscope « Poitiers, dont l'image était très floue auprès du grand public, se vidait l'été, rappelle le directeur de l'office de tourisme, Jean-Yves Gruller. Comme 70 % des gens viennent pour la première fois, il est tout particulièrement important de soigner l'accueil... ».

CHAUFFEURS INITIÉS Pour cela, la ville, qui se targue de deux mille ans d'histoire, tente de transformer ses habitants en « ambassadeurs ». Depuis le milieu des années 80, des visites guidées sont proposées toute l'année aux Poitevins pour une somme modique. Les professionnels du tourisme, personnels compris cette année, sont conviés à des visites culturelles. Bientôt, les chauffeurs de taxi s'initieront eux aussi aux subtilités de l'art roman. « Les touristes, surtout japonais, prennent souvent un taxi entre Poitiers et l'abbaye de Saint-Savin. La balade est quand même plus intéressante quand le chauffeur ne reste pas muet... », remarque le directeur de l'office de tourisme.

Pour mieux renseigner les vacanciers, dont les motivations de visite à Poitiers sont scrutées par

un tout nouvel « observatoire du tourisme », un serveur Minitel (3615 Poitiers) ainsi qu'un service téléphonique continu en quatre langues sont désormais à disposition. L'office veille aussi à avoir réponse à tout : « Il faut toujours renseigner, même si ce n'est pas de notre ressort. Pour les étrangers notamment, c'est un effort de nous trouver et de demander une information. On doit pouvoir lui fournir l'adresse d'un médecin ou d'un toiletteur pour chiens... ».

Difficile, pourtant, de faire évoluer les habitudes. Il faut expliquer et réexpliquer aux hôteliers, qui ne renvoient jamais le client sur un confrère même lorsque leur établissement est complet, qu'ils ont tout à gagner à donner une bonne adresse. L'office de tourisme et la mairie plaident inlassablement pour l'ouverture plus tardive des magasins et surtout des restaurants pendant la saison ; pour que les guides acceptent de commander des visites nocturnes, pour qu'au moins un des cafés de la place de l'Église Notre-Dame-La-Grande, dont la splendide façade romane, tout juste restaurée, est mise en lumière chaque soir d'été par un spectacle de polychromies, reste ouvert le dimanche.

P. Kr.

Le tour du monde des clichés

POUR MIEUX « connaître et accueillir » la clientèle étrangère, la direction du tourisme édite depuis trois ans un guide annuel pratique destiné, et gracieusement distribué, aux professionnels du tourisme. Trente nationalités ont l'honneur d'être présentées en quelques lignes. Une fois lue, en tête de chaque page, la délicate traduction phonétique des quelques mots indispensables au démarrage d'une longue amitié : « Gaud Nalle-t », « Arrivé-té-tchi », « Danhé cheun » - la rubrique « Us et coutumes » offre l'occasion d'un unique tour du monde des lieux communs.

L'on apprend ainsi avec surprise que les Allemands sont « discrets, rigoureux, ponctuels et respectueux de l'environnement » ; que les Britanniques ont le « sens de l'humour », sont « discrets et traditionalistes », et n'aiment pas les cuisses de grenouilles ; que les Espagnols, « fiers, orgueilleux, susceptibles et généreux », ont indéniablement le sens de la fête ; que les Suisses ont le mérite d'être « calmes, ponctuels, organisés, respectueux de l'environnement et dotés d'un grand sens civique » ; les Irlandais celui d'être « accueillants, amoureux de la nature » ; les Polonais d'être « attachés à la religion ». Les Finlandais, comme les Danois, demeurent « réservés », les Américains « directs, pragmatiques, indépendants, en quête d'innovation », les Argentins « généreux et sensimen-

taux », les Japonais attachés à « l'ordre et l'exactitude ». Qui est « exubérant, convivial, fantasiste, imprévisible, excessif » ? L'italien, bien sûr ! Les Belges, sujet que les rédacteurs du guide ont visiblement pris avec des pincettes, ne font l'objet que d'une description fort lapidaire (« gais, aime la fête ») agrémentée, par précaution, d'un soupçon de flagornerie (« efficaces dans le travail »). La rubrique « Chambre » laisse apparaître les profondes lignes de faille qui divisent le monde : lits jumeaux ou grand lit, couvertures ou couvertures, oreillers ou traversins.

Certaines nationalités posent d'avance problème à l'hôtelier qui ferait preuve de la meilleure bonne volonté face au comportement mystérieux de l'étranger de passage. Les Grecs aiment visiter les cuisines. Les Roumains « sont capables de rêcher Baudelaire, Rimbaud ou Prévert ». Les Américains n'entendent s'assoupir que sur des oreillers rectangulaires. « Les Irlandais apprécient d'être reconnus comme Irlandais et salués en français, mais s'attendent à ce qu'on leur parle en anglais sur le plan pratique ». Dans l'espoir de nous délecter un jour du portrait du Français type, une question à nos lecteurs globe-trotters : existe-t-il un équivalent étranger de ce guide ?

P. Kr.

On ne peut pas passer sa vie sans savoir.



L'Usine Nouvelle, un magazine du groupe C.E.P. Communication.

Les quatre jeunes gens incarcérés gardent le silence

« hard rock » et idéologie néo-nazie. Les jeunes mis en examen persistent dans leur mutisme face aux questions des policiers et des médecins.

Un sans-abri avoue le meurtre d'une jeune Britannique

UN SANS-ABRI âgé de trente-neuf ans, Patrice Pade, originaire de Domfront (Orne) a été mis en examen, lundi 22 juillet, pour meurtre accompagné de viol d'une mineure de moins de quinze ans et écouloir à Saint-Malo. Déjà condamné pour agression sexuelle, il avait été interpellé samedi 20 juillet par un gendarme près de Sourdeval (Manche).

Le corps de Caroline Dickinson, une collégienne britannique âgée de treize ans et demi avait été découvert, jeudi 18 juillet, à 8 heures, par quatre autres fillettes qui partageaient la même chambre à l'auberge de jeunesse de Pléine-Fougères (Ille-et-Vilaine) où un groupe de quarante adolescents encadrés par six professeurs séjournaient depuis le 14 juillet. Les résultats du test ADN censés confirmer les éléments recueillis par les gendarmes et les aveux du meurtrier présumé seront connus cette semaine. (—Corrèze.)

■ **TAPIE** : le Conseil constitutionnel n'a pas pu constater, mardi 23 juillet, la déchéance de son mandat de député de Bernard Tapie, en raison d'un vice dans la procédure et a reporté *sine die* sa décision. Il avait été saisi, jeudi 11, par le garde des sceaux, Jacques Toubon, après le rejet par la Cour de cassation, du pourvoi formé par M. Tapie contre sa liquidation judiciaire personnelle.

José Lenzini

Le Monde IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE DES CARRIÈRES

77.40

IMMOBILIER :

VENTE

YEAH

5 lignes

parutions 2 parutions

LOCATION

LOCATION

5 lignes

2 parutions

4,00 Frrc 603.00 Frrc

[illegible]

LE CARNET DU « MONDE »
NAISSANCES

[illegible]

Credit - American
POSTAL - 7/19/61

WATERMAN - 7/19/61
American

Floor - Wilson

Address - 1000 ...

U.S. ...

1. 1. The first part of the document is a letter from the author to the reader, explaining the purpose of the study and the methods used.
 2. 2. The second part of the document is a list of references, which includes books, articles, and other sources used in the study.
 3. 3. The third part of the document is a list of figures, which includes tables, graphs, and other visual aids used in the study.
 4. 4. The fourth part of the document is a list of tables, which includes tables of data, tables of results, and other tables used in the study.
 5. 5. The fifth part of the document is a list of appendices, which includes appendices of data, appendices of results, and other appendices used in the study.
 6. 6. The sixth part of the document is a list of footnotes, which includes footnotes of data, footnotes of results, and other footnotes used in the study.
 7. 7. The seventh part of the document is a list of endnotes, which includes endnotes of data, endnotes of results, and other endnotes used in the study.
 8. 8. The eighth part of the document is a list of index, which includes index of data, index of results, and other index used in the study.
 9. 9. The ninth part of the document is a list of bibliography, which includes bibliography of data, bibliography of results, and other bibliography used in the study.
 10. 10. The tenth part of the document is a list of references, which includes references of data, references of results, and other references used in the study.

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

Le Magistral

1. Mr. J. Edgar Hoover
 2. Mr. Clegg
 3. Mr. Glavin
 4. Mr. Ladd
 5. Mr. Nichols
 6. Mr. Rosen
 7. Mr. Tracy
 8. Mr. Carson
 9. Mr. Egan
 10. Mr. Gurnea
 11. Mr. Hendon
 12. Mr. Mumford
 13. Mr. Quinn
 14. Mr. Nease
 15. Miss Gandy

[Faint, illegible handwritten notes]

Mr. John D. Smith
c/o Mr. J. H. Brown
100 Main St.
New York City

CARNET DU
Téléphone
02-17-29-94

DISPARITIONS

■ **CHRIS KOMAR**, danseur historique de Merce Cunningham - il entra dans la compagnie en 1973 - vient de mourir des suites du sida, à New York. Il était âgé de quarante-huit ans. Sa silhouette, sculptée par la danse la plus exigeante du monde, ses cheveux bouclés, son geste précis et désinvolte, sa puissance, le rendaient fascinant en scène. Il fut successivement l'assistant de Merce Cunningham, son directeur artistique adjoint, la mémoire du répertoire. C'est lui qui transmettait les œuvres aux autres compagnies, telles le Ballet du Silence, en France, le Ohio Ballet, l'American Ballet Theatre. Depuis 1982, Chris Komar produisait et présentait l'émission de télévision « Rhythm in Space ». Il avait reçu en 1991 le Bessie Award, haute distinction du monde des arts vivants. La Merce Cunningham Dance Company vient juste de quitter Aix-en-Provence : elle était au cœur de la programmation du Festival d'été.

■ **ALIKI VOYOUKLEAK**, actrice, qui est morte mardi 23 juillet dans un hôpital d'Athènes à l'âge de soixante-quatre ans, avait été nommée la « *Brigitte Bardot* » grecque dans les années 60. Elle était depuis les années 80 à la tête d'une troupe de théâtre de boulevard. Elle s'était essayée à jouer Sophocle, au théâtre antique d'Epidaure, au cours de l'été 1995. Sans beaucoup de succès, mais sans non plus que sa popularité soit mise en cause.

NOMINATION

■ **Éducation nationale**
Jacky Richard, ancien directeur de l'administration et des personnels au ministère de l'éducation nationale, a été nommé chef du service de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (Igaen). Il succède à ce poste à Céline Wiener.
[Né le 11 septembre 1931 à Montmorillon (Vienne), Jacky Richard est agrégé de géographie. Ancien élève de l'école normale supérieure de Saint-Clément, ainsi que de l'Institut d'études politiques et de l'école nationale d'administration, Jacky Richard a été conseiller technique au cabinet du ministre de l'éducation nationale en 1984, puis secrétaire général de l'académie de Toulouse en 1986. En 1988, il a été nommé directeur des personnels administratifs, ouvriers et de service au ministère de l'éducation nationale.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 20 juillet est publiée :
● **Coopérants** : une instruction relative à la gestion statutaire des coopérants du service national.
Au *Journal officiel* du dimanche 21 juillet sont publiées :
● **Poste** : un décret fixant le montant maximum de garantie et de déclaration de valeur des envois avec valeur déclarée, modifiant les montants des indemnités pour perte, détérioration ou spoliation des objets recommandés.
● **Successions** : des informations concernant les successions en déshérence.
Au *Journal officiel* daté lundi 22-mardi 23 juillet sont publiées :
● **Sécurité sociale** : une loi organique relative aux lois de financement de la Sécurité sociale. Ce texte fixe les conditions du contrôle par le Parlement du financement de la

Sécurité sociale (*Le Monde* du 29 juin) ; une décision du Conseil constitutionnel déclarant ce texte conforme à la Constitution.
● **Terrorisme** : une loi tendant à renforcer la répression du terrorisme et des atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique ou chargées d'une mission de service public et comportant des dispositions relatives à la police judiciaire ; la décision du Conseil constitutionnel déclarant contraires à la Constitution deux dispositions de cette loi (*Le Monde* du 19 juillet) ; les saisines du Conseil constitutionnel présentées par des sénateurs et des députés, et les observations du gouvernement en réponse à ces saisines.
● **Sport** : un décret modifiant le statut particulier des professeurs de sport. Ce texte prévoit, notamment, que les professeurs peuvent être recrutés jusqu'à leur cinquantième anniversaire ou agents des collectivités locales,

justifiant de cinq ans de services publics.
● **Entreprises** : un décret relatif aux centres de formalités des entreprises.
● **Justice** : un décret relatif à la conciliation et à la médiation judiciaires ; un décret relatif à l'exécution des peines d'emprisonnement et à l'interdiction de séjour.
● **Clovis** : un arrêté relatif à la frappe et à la mise en circulation de pièces commémoratives de 500 francs et de 100 francs. Cette émission commémore le 1500^e anniversaire du baptême de Clovis.
● **Eau** : un arrêté relatif aux factures de distribution de l'eau, et de collecte et de traitement des eaux usées. Ce texte indique notamment la liste des informations que doit comporter une facture.
● **Privatisation** : un avis du ministère de l'économie et des finances relatif à la privatisation de la Compagnie générale maritime.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Ariane
est heureuse d'annoncer la naissance de
Samuel,
le 16 juillet 1996.
Agathe SAAL,
Denis BRAMI,
12, rue d'Anglet,
75016 Paris.
Tél. : 45-27-02-71.

Cyril et Karoline
POSTEL-VINAY
sont très heureux d'annoncer la naissance
de leurs filles,
Flore et Mikal,
à Neuilly-sur-Seine, le 21 juillet 1996.

Marriages

Aime TALLINEAU
et
Stephan SCHIESCH
font part de leur mariage, célébré à Saint
(Vienne), le 13 juillet 1996.
Monumentaire, 23,
D. 10963 Berlin.

Décès

M^{me} Geneviève ASSAYAG,
née CADOT,
survenue à l'âge de soixante-neuf ans, le
22 juillet 1996.
Un recensement civil aura lieu le jeudi
25 juillet, à 9 heures, en la salle de
cérémonie du Centre funéraire
intercommunal, à La Tronche (Isère).
Condolences sur registres.
99 bis, Grande-Rue,
38700 La Tronche.

Le Magistère Relations
internationales et Action à l'étranger et le
DESS Développement et Coopération de
l'université Paris-7,
ont la tristesse de faire part du décès de
Abdourahmane BA,
historien,
chargé d'enseignement
à l'université Paris-7,
et s'associent à la peine de sa famille.

Bernard et Noëlle Deler,
François et Madeleine Berin,
Mireille Bénédict,
Xavier et Colette Bénédict,
Jean-Paul et Françoise Bénédict,
Gérard et Nuzia Le Grand,
leurs enfants et leurs petits-enfants,
Les familles Bonelli, Calais et Pili,
ont l'honneur de faire part du décès de
M^{me} Jules BENEDETTI,
née Vautin PILLI,
survenue le 18 juillet 1996.
20711 Mouscron d'Albi.

M^{me} Alain RICARD,
née Claude BATAILLE,
nous a quittés accidentellement, le
18 juillet 1996.
Sa famille et ses amis garderont à tout
jamais le souvenir de son charme.
30, rue Demecourt,
77590 Bois-le-Roi.

Jean Cohen,
Philippe et Sophie Cohen,
Daniel Cohen, Yvonne Carroli,
et leurs enfants,
Viviane et Henri Varelles,
France et Philippe Schmitt,
Dolly et Claude Estraffo,
Raymonde et Vent Carroli,
Isidore et Alexandra Cohen,
Justine Cohen,
Lucie et Jeanne Cohen,
Tous ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de
Lacy COHEN,
survenue le 23 juillet 1996.

L'enterrement a eu lieu le mercredi
24 juillet, au cimetière-parc de La Celle-
Saint-Cloud.
14, avenue Lyndsey,
78170 La Celle-Saint-Cloud.

M^{me} Alain Gallet,
son épouse,
M^{me} Pierre Gallet,
sa mère,
M. et M^{me} Yves Gallet,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Gallet, Rue, Polliard,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Alain GALLEY,
député à l'Assemblée Principale
dans le cadre de la coopération
internationale,
survenue à Paris, le 22 juillet 1996, dans sa
quarante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 26 juillet, à 15 heures, en
l'église Saint-Michel, 12 bis, rue Saint-
Jean, Paris-17^e, où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière de
Montmartre, dans la sépulture de famille.
« On ne perd pas ceux qu'on aime
quand on les aime en Dieu
qui l'on ne peut perdre. »
Saint-Augustin.

12, rue Héloïse-Moreau,
75018 Paris.

Toulon (83).
Auffargis-Rambouillet (78).
Saint-Mathieu-de-Tréviers (34).

M^{me} Anne-Marie Lamade et
M. Georges Parez
et leurs enfants,
M^{me} Lucette et M. Georges Guery
et leurs enfants,
M. Gaston et M^{me} Françoise Guery,
ses frères et belles-sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
colonel Roger GUERY,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur du Nichan Halkhar,
croix de guerre 1939-1945,
chevalier de l'Ordre
national du Vietnam.

survenue le 20 juillet 1996, à l'âge de
quatre-vingt-sept ans.

Une messe sera célébrée en l'église
Saint-Lubin, à Rambouillet (78), le jeudi
25 juillet, à 11 heures.

Une bénédiction sera célébrée en
l'église de Saint-Mathieu-de-
Tréviers (34), le vendredi 26 juillet, à
15 heures.

L'inhumation aura lieu dans la
sépulture de famille, au cimetière de
Saint-Mathieu-de-Tréviers.

On se réunira à l'église.
Un registre à signatures tiendra lieu de
condolences.

33, allée des Comtes-de-Montfort,
78610 Auffargis.

M^{me} Robert Hugon,
son épouse,
M. et M^{me} Rami Tassier du Cros,
M^{me} Françoise Desmottes,
M. Gilles Hugon,
ses enfants,
M. Julien Desmottes,
son petit-fils,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Robert HUGON,
survenue le 23 juillet 1996, dans sa quarante-
vingt-troisième année, à Paris-16^e.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Benoît d'Elyan, 66 bis,
avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e, le
vendredi 26 juillet, à 9 heures, suivie de
l'inhumation au cimetière dit
« Montparnasse », dans le caveau de
famille.

96, avenue Kléber,
75116 Paris.

Le président du conseil
d'administration,
Le directeur général,
Le président de la commission
médicale d'établissement de l'Assistance
publique - Hôpitaux de Paris,
Le président de la commission de
surveillance,
La direction,
Et le président du comité consultatif
médical de l'hôpital Lariboisière,
ont la très grande tristesse de faire part
du décès survenu accidentellement, le
18 juillet 1996, de
M. le professeur Yves LAMOUR,
professeur de médecine,
praticien hospitalier,
chef du service
d'explorations fonctionnelles
du système nerveux
de l'hôpital Lariboisière.

Le doyen de la faculté de médecine
Lariboisière-Saint-Louis,
Et tous ses collègues,
ont la très grande tristesse de faire part
du décès de
Yves LAMOUR,
professeur des universités,
praticien hospitalier
à l'hôpital Lariboisière,
survenu accidentellement, le 18 juillet
1996.

Il s'associe de tout cœur à la peine
de sa famille.

M^{me} Jean-Marcel,
ses enfants,
M. et M^{me} Georges Marzloff,
M. et M^{me} Armand Marzloff,
M. et M^{me} Bruno Marzloff,
M. et M^{me} Benoît Marzloff,
M. et M^{me} Pierre Gilly,
M. et M^{me} Philippe de Vainville,
M. et M^{me} Thierry Marzloff,
M. et M^{me} Olivier Marzloff,
Et ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
général de corps d'armée (e.r.)
Jean MARZLOFF,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand-croix de l'Ordre
national du Mérite.

survenue à Saint-Denis-de-Pailly, Cher, le
22 juillet 1996, dans sa quarante-vingt-
septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 25 juillet, à 10 h 30, en l'église de
Saint-Denis-de-Pailly.

Un service religieux à son intention
aura lieu ultérieurement à Paris.

M^{me} Lucette Souhami-Clerc,
Colette et Nicolas Lalau,
Myriam Souhami et François Long,
ses filles et ses gendres,
Benjamin Long,
Tous sa famille,
Ses proches et ses amis,
font part du décès de
Jean SOUHAMI,
survenu le 21 juillet 1996, à l'âge de
sixante-deux ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi
25 juillet, à 10 heures, au cimetière de
Cimet.

Résidence Minerva,
22, rue du Jardin d'Enfer,
66000 Perpignan.

La famille
a la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Jean PRADES,
née Marianne SARRUT,
le 12 juillet 1996, dans sa quatre-vingt-
deuxième année.

37, rue Poivreine,
Mazamet.

Jeannette de Vaucoeurs,
sa femme,
Pascal, Michèle, Corinne,
Valérie, Philippe, Claire, Anne-Julienne,
Christophe,
ses enfants et petits-enfants,
Sa famille, ses amis,
ont la douleur de faire part de la
disparition de
Jean-Jacques
de VAUCOULEURS,
survenue le 23 juillet 1996, dans sa
cinquante-septième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi
25 juillet.

On se réunira à 10 heures précises, à
l'entrée principale du cimetière parisien
de Pantin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

150, rue de la Roquette,
75011 Paris.

Odile SOUVILLE,
professeur agrégé de philosophie,
a été rappelée à Dieu, le 16 juillet 1996, à
Paris.

Famille Souville,
Château Montfort,
13220 Châteauneuf-lès-Marianges.

Anniversaires de décès

Le 25 juillet 1995,
le bûcheron
Jean-Pierre
ABECASSIS STECK
nous quitte.

Ses amis se souviennent.

Avis de messe

M^{me} Marie-Jo Danan
et ses enfants,
font part de la célébration de l'office an-
nuel dédié en la mémoire du
docteur Jacques DANAN,
le 28 juillet 1996, à 19 h 30, au centre
Ramban, 19, rue Gervais, Paris-17^e.

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiant d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous com-
muniquer leur numéro de référence.

Remerciements

Béatrice Luc,
Nadine et Jean-Pierre,
Serge et Sylvie,
Alisa, Thibaut, Tim, Ella,
Et toute la famille,
profondément touchés par les témoi-
gnages de soutien et de sympathie qui leur
ont été adressés, remercient très
sincèrement tous ceux qui se sont associés
à eux lors du décès de
Louis LUC,
maître de Chabry-le-Roi,
survenu le 12 juillet 1996.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard
75002 Paris Cedex 05
Renseignements :
42-17-29-94
ou 29-96 ou 38-42
Télécopieur : 42-17-21-36
Tél. de la ligne H.T.
Toutes rubriques 105 F
Abonnés et actionnaires 85 F
Thèmes étudiants 65 F
Les lignes en capitales grasses sont
inscrites sur le base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

On ne peut pas
passer sa vie sans savoir.

ORDI baby
1991-1992
25 LEÇONS
ÉDUCATIVES ET MUSICALES
10 RUBRIQUES
Méthode d'enseignement
pour les enfants de 3 à 6 ans
Par J. NATHAN

JEUX NATHAN

CEP
COMMUNICATION

Jeux Nathan, une société
du groupe C.E.P. Communication.

هكذا الرجل

10 / LE MONDE / JEUDI 25 JUILLET 1996

HORIZONS

PORTRAIT

Louis Gallois, au service de l'Etat

La le goût des chiffres nets, des dossiers techniques, des décisions fermes. Il aura affaire à une comptabilité étrange, une kyrielle de syndicats et un environnement politique flandriens. Gageons pourtant qu'il réussira parce qu'il est un bourgeois de travail, qu'il sait écouter, éclater de rire au bon moment et qu'il déploie une énergie qu'il a à revendre pour parvenir à persuader ses interlocuteurs.

Louis Gallois est de ces grands serviteurs de l'Etat dans la tradition de la République aujourd'hui en voie de disparition. Même s'il eut sans doute préféré garder la présidence de l'Aérospatiale à la veille de la fusion avec Dassault-Aviation et, surtout, prendre la tête d'une vaste restructuration européenne où il entendait bien porter haut les intérêts français en devenant « un pôle fédérateur » du secteur, selon sa propre expression, voilà Louis Gallois aigüillé, dévoué, dans un univers radicalement différent.

A la fin 1995 déjà, lorsque son nom fut prononcé pour la SNCF et avant que Jacques Chirac ne choisisse finalement Loïc Le Pommec'h, il confiait : « Pour un homme issu de la fonction publique, la présidence de la SNCF est, avec celle de l'EDF, la plus prestigieuse mission du pays ».

Servir l'Etat, il connaît. Né le 26 janvier 1944 à Montauban, Louis Gallois est diplômé de HEC : de son passage à cette école, il a gardé en tête l'obsession commerciale du client et du produit adapté aux besoins exprimés. Il est aussi diplômé de l'ENA (promotion Charles-de-Gaulle), où il fut un condisciple du premier ministre actuel, Alain Juppé. Louis Gallois va passer dix années au ministère des finances - dont deux comme attaché financier à Tokyo - avant de devenir en 1981, à l'arrivée de la gauche au pouvoir, directeur de cabinet de Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie. Socialiste tendance Cérés, l'aile gauche du PS que M. Chevènement anime et dont il restera, quoi qu'il puisse arriver, l'un des plus fidèles soutiens, Louis Gallois est un homme de convictions. Il partage les conceptions jacobines de son patron : la France est, au mieux, défendue par son Etat et les ambitions sociales sont au mieux accomplies par le « dévouement républicain ».

Quand « JPC » réussit à élargir son domaine au ministère de l'industrie, en 1982, Louis Gallois suit son ministre. Epoque volontariste : « grands » champions nationaux, « grande » politique industrielle, « grande » filière électronique, etc. En fait, l'équipe doit surtout organiser de douloureuses restructurations dans la sidérurgie, la chimie, les chantiers navals. Fin 1982, une direction générale de l'industrie est créée. Elle est confiée à Louis Gallois qui, après la démission de son ministre parti en guerre contre le franc fort de Jacques Delors, conservera ce poste jusqu'en septembre 1986.

Même le « néo-libéral » Alain Madelin, ministre de l'industrie de Jacques Chirac, le gardera un temps. C'est qu'il s'est illustré par sa gestion de la faillite de Creusot-Loire. Le « plan Gallois » réussit à limiter la casse dans un climat de « pré-émancipation » au Creusot, à La Seyne, à la Chiers. Le directeur général de l'industrie parvient à tenir les deux cordes du social et de la finance : ni licenciement, ni gouffre à combler par le budget de l'Etat. Didier Pineau-Valencienne, le PDG de Creusot-Loire, se souvient encore de la rudesse du fonctionnaire chargé de défendre les derniers publics. Peut-être le gouvernement se le rappelle-t-il aussi aujourd'hui que la tâche à la SNCF est similaire.

Parce que « de gauche » et qu'il ne met pas son drapeau dans la poche, Louis Gallois fut, néanmoins, bientôt « viré ». Retour donc au corps des administrateurs civils du ministère des finances. De longs joggings au parc de Saint-Cloud abîmeront le genou de ce sportif malgré, gentil, mais gâché, tout en nerfs comme on dit d'un homme tendu par la volonté. François Mitterrand réélu, il reprend aussitôt du service auprès de Jean-Pierre Chevènement, au mi-

nistère de la défense cette fois. Il dirige le cabinet civil et militaire du ministre. A ce poste, il sert un homme qui laissera aux militaires le même souvenir que du temps où Michel Debré fut en charge des armées. Il s'agit de réformer, de bousculer une institution conservatrice par essence. La tâche est rude : les officiers avaient suivi, depuis longtemps, l'itinéraire d'un Chevenement, l'un des rares socialistes, avec Charles Hernu, à s'être montré passionné par les problèmes de la défense dès avant 1981.

Louis Gallois va être un de ces directeurs de cabinet qui savent résister au « lobby » militaire, surtout celui des généraux, et à la pression des industriels de l'armement. Il enchaîne avec M. Chevènement réformes sur réformes : c'est notamment le plan dit « Armes 2000 », dont on retrouvera des réminiscences dans les projets de réorganisation des successeurs. M. Gallois, là encore, est soucieux de l'intérêt des contribuables, au travers d'un budget militaire qu'il faut commencer à revoir à la baisse. Une ironie de l'Histoire voudra qu'il propose de réduire certains programmes - leur coût, les « cibles » de commandes, comme les conditions de livraisons - au risque de mécontenter des industriels, alors qu'il sera appelé, un jour, à être l'un des leurs.

Louis Gallois quitte ses fonctions en juillet 1989, soit un an et demi avant que le ministre de la défense - en profond désaccord avec François Mitterrand sur la conduite de la guerre du Golfe - ne donne sa démission en janvier 1991. Le 5 juillet 1989, donc, M. Gallois est récompensé en obtenant la présidence de la Snecma, le constructeur national de moteurs d'avions civils et militaires. Servir l'Etat, non plus au

cœur du dispositif administratif, mais à la périphérie dans l'industrie : l'époque a changé les points stratégiques. C'est là qu'il découvre l'autre côté de la barrière et souffre souvent du « mauvais Etat », actionnaire volontiers kaïton, pingre et instable dans ses décisions et leur application.

A ce poste, l'ex-militant socialiste et ancien directeur de cabinet du

eu accès sans cela, monopolisés qu'ils sont par General Electric et Pratt and Whitney, aux Etats-Unis, ou par Rolls Royce en Grande-Bretagne. Dans le militaire, il est essentiel que la Snecma - pour des raisons stratégiques - conserve les compétences sur des réacteurs de haute technologie, en démontrant à la face du monde que la France est en mesure de les développer

et Ariane) ou militaire (hélicoptères, missiles et satellites). Il succède à Henri Mure, qui a tenu ces mêmes fonctions dix années durant.

Mais les productions du groupe commencent à se vendre mal. C'est que la concurrence internationale, surtout celle des Etats-Unis, s'est faite féroce depuis que Washington a « découvert » que l'industrie aéronautique et spatiale est un outil de puissance ou d'influence politique auprès des autres Etats : en leur vendant - grâce, en partie, à un dollar qui joue le yo-yo - des matériels de pointe pour leur sécurité, on gagne leur complicité dans des régions du globe où les crises sont monnaie courante et où l'armée américaine peut éventuellement servir de chien de garde.

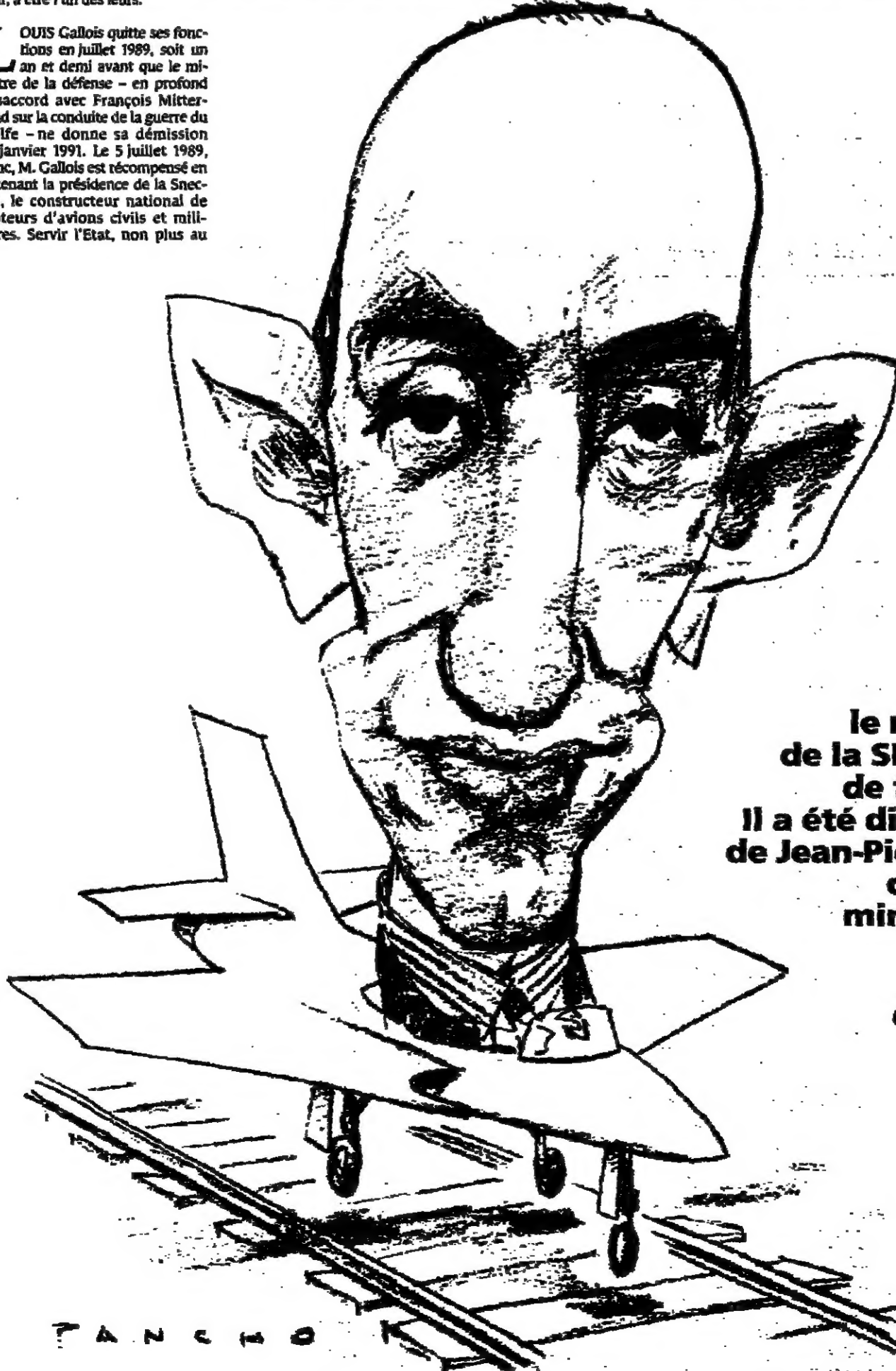
La position de Louis Gallois n'est pas aisée. Au fil des années, même si les PDG précédents le résistent, l'Aérospatiale est devenue « une coquille vide ». Plus exactement, le groupe a pris les apparences d'une holding qui a tissé des alliances nombreuses au point de donner l'impression qu'il a laissé partir ailleurs son savoir-faire. C'est une accusation souvent portée à l'encontre d'Aérospatiale que celle d'avoir mis le pied à l'étrier de bien de ses partenaires-concurrents, au risque de n'être plus en état de fabriquer par lui-même un pro-

gramme civil ou militaire. S'il parvient à apurer la situation et à redresser les comptes en limitant l'endettement, Louis Gallois se convainc vite que, dans le contexte de « guerre économique et monétaire », le salut de l'aéronautique civile et militaire est européen. S'active pour consolider l'axe franco-allemand, concluant de multiples accords avec Daimler-Benz. Le rapprochement avec Dassault ne peut être, à ses yeux, qu'un préalable à un rapide, durable et nécessaire rapprochement des « grands » groupes, allemands, britanniques, italiens et français.

DEPUIS son fauteuil de PDG, M. Gallois est aussi un conseiller très écouté des dirigeants politiques en matière de réorganisation des industries de la défense. Il est considéré en quelque sorte comme un « sage » de la profession. Dans cette fonction, il n'hésitera pas à dire à qui veut l'entendre combien le gouvernement lui paraît trop sensible, par exemple, aux chants des sirènes dans les arsenaux et il regrettera qu'on n'ait pas davantage porté le fer dans les constructions navales. Les échéances législatives de 1998 expliquent sans doute que ce secteur ait été momentanément épargné par le prurit gouvernemental de réformes.

Le milliardaire Serge Dassault a-t-il influé pour le départ de ce grand commis de l'Etat ? La restructuration de l'aéronautique et de la défense a-t-elle été jugée par le gouvernement moins importante que le défi de la SNCF ? Quoi qu'il en soit, voilà Louis Gallois ramené à un espace hexagonal, syndical et politique. De nouveau, il va devoir y mettre toute son intelligence et son esprit d'entreprise pour réussir.

Jacques Isnard
et Eric Le Boucher



**Diplômé de HEC
et de l'ENA,
le nouveau président
de la SNCF est un homme
de fortes convictions.
Il a été directeur du cabinet
de Jean-Pierre Chevènement
dans ses différents
ministères et partage
ses idées
sur la République
et le devoir d'Etat.
Sa carrière
en témoigne**

Fonds de pension

par François Bernart

Le débat sur les fonds de pension est devenu très technique. On a l'impression que les experts se perdent dans des détails qui ne touchent pas le cœur du problème. C'est pourquoi, dans cet article, nous allons nous concentrer sur les aspects politiques et économiques de cette question. Les fonds de pension sont en effet un enjeu majeur de la politique sociale et économique de notre pays. Ils représentent une source importante de financement pour les retraites et ont un impact significatif sur l'économie. Cependant, leur fonctionnement et leur régulation sont souvent critiqués. Il est donc essentiel de comprendre les enjeux et les défis qui se posent à l'avenir.

La méprise et le m...

par Jean-Claude M...

Sous le titre « La méprise et le m... », l'auteur aborde une question complexe. Il semble s'agir d'une réflexion sur la perception et la compréhension de certains phénomènes sociaux ou politiques. L'article explore les idées reçues et les erreurs de jugement qui peuvent conduire à des conclusions erronées. L'auteur propose une analyse critique de ces « méprises » et cherche à clarifier les véritables enjeux. Cette réflexion est particulièrement pertinente dans un contexte où les informations sont abondantes mais souvent déformées ou mal interprétées.

Fonds de pension : l'exemple chilien oublié

par François Benaroya

Le débat sur l'introduction d'éléments de capitalisation dans les régimes de retraite français n'est plus, semble-t-il, un tabou. Mais, à peine ouvert, le débat a été confiné dans un cadre réducteur. Les groupes de pression se sont mobilisés pour défendre « leur » solution : grandes entreprises désireuses de conserver en leur sein la nouvelle épargne, comme une ressource captive ; assureurs qui veulent imposer une sortie en rente. On a, comme toujours, pris pour seuls exemples nos principaux partenaires : Grande-Bretagne, États-Unis, Allemagne.

Un certain consensus s'est finalement formé autour de quelques idées, répandues dans la presse, et dont le projet de loi qui sera déposé à l'automne est représentatif : la capitalisation n'est pas un meilleur système que la répartition ; elle doit donc être introduite de façon facultative ; les fonds de pension ne peuvent être créés qu'au niveau de l'entreprise ou d'un groupe d'entreprises.

Un exemple, toujours omis ou écarté, aurait permis de tempérer ces affirmations : celui du Chili. Ce pays a opté en 1981 pour un régime de capitalisation pure à la place de son régime de répartition. Ce système, limité par tous les pays d'Amérique latine depuis 1993, repose sur deux principes :

- Concurrence. Les employés versent 13 % de leurs salaires (10 % + 3 % de cotisation environ) au fonds de pension privé de leur choix. Ceux-ci sont actuellement au nombre de 16. Chacun peut transférer son épargne d'un fonds à l'autre sans pénalité, et reçoit, tous les quatre mois, un état de la performance de son fonds ainsi que de celle des autres concurrents.

- Sécurité. Il existe des contraintes sur les placements des fonds de pension, surveillés quotidiennement, et des contraintes de rendement : un gestionnaire de fonds « doit » garantir chaque mois à ses « clients » une performance rela-

tive minimum en puisant au besoin dans ses fonds propres et dans une réserve, constituée dès lors que le rendement dépasse un certain plan. Si le gestionnaire est défaillant, la liquidation est prononcée et l'État garantit lui-même le seuil de rentabilité.

Résultat : en quinze ans d'existence, les fonds ont obtenu une rentabilité moyenne de 12,8 % par an hors inflation. Si des gestionnaires ont fait faillite, pas un seul épargnant n'a été lésé. Dans ces conditions, les salariés qui ont eu le choix du système ont massivement opté pour la capitalisation.

Grâce à l'effort simultané de l'État, le taux d'épargne du Chili est devenu, de loin, le plus élevé d'Amérique latine. Les fonds de pension gèrent aujourd'hui une épargne équivalant à 40 % du PIB : celle-ci a permis de développer considérablement la Bourse et le marché du logement, de consolider la croissance, de ne pas dépendre des investissements étrangers, et enfin d'avoir une assise financière permettant d'investir dans tout le sous-sol.

Certes, le système n'est pas parfait. Les frais de gestion, de démarchage notamment, restent importants au point qu'il a fallu récemment limiter la possibilité de transférer son épargne à une fois par an. Mais qui conteste, dans d'autres secteurs, la nécessité d'une force de vente, pour promouvoir une concurrence effective ? En outre, la conjoncture boursière peut ponctuellement affecter le rendement des fonds (il a été pour la première fois négatif en 1995 avec la crise mexicaine) et pénaliser ceux qui prennent alors leur retraite. Un fonds secondaire, permettant de lisser les performances d'une année sur l'autre, devrait bientôt être créé.

Cet exemple conduit à formuler trois observations :

- La capitalisation ne semble pas systématiquement inférieure à la répartition. Elle n'a pas été sensible au Chili à une inflation pourtant

plus élevée qu'en France. Le risque boursier s'est révélé bien moindre pour un portefeuille diversifié, géré par des professionnels et étroitement contrôlé, que pour nos petits porteurs mal informés.

- Le développement de l'épargne nationale ne semble pas remettre en cause les conditions de taux d'intérêt et de croissance dans lesquelles un régime de capitalisation est plus profitable qu'un régime de répartition. Il suffit, comme au Chili, d'autoriser les fonds de pension à investir à l'étranger, et notamment dans les pays émergents, pour être assuré de conserver le rendement requis. Surtout, le vieillissement de la population n'affecte pas également répartition et capitalisation, car le développement de fonds de pension peut avoir une incidence, toutes choses égales par ailleurs, sur la croissance.

Les leçons des pays en développement ne sont pas bonnes uniquement pour les autres pays en développement

Comme l'ont montré également les pays d'Asie, l'épargne peut être à l'origine d'un cercle vertueux : développement d'épargne favorise l'investissement et la croissance, diminue donc le chômage, ce qui accroît cotisations et épargne.

- Le seul inconvénient d'un régime de capitalisation est en fait la rupture potentielle du lien de solidarité. Mais écarta-t-on cet écueil en introduisant la capitalisation qu'à titre facultatif ? Il se peut que ce soit le contraire. La véritable injustice du système actuel français est en fait de ne pas permettre à chacun d'accéder à des instruments d'épargne retraite standardisés, of-

frant à la fois un rendement élevé et une sécurité totale.

Il y a deux barrières à cela : les capacités d'épargne des bas salaires sont déjà absorbées par les prélèvements obligatoires ; la complexité des placements oblige à s'entourer de coûteux conseils. Ces barrières sont largement levées au Chili, grâce à la transparence du système et à l'universalité de la capitalisation.

- À quel niveau, enfin, doit-on gérer la capitalisation ? La gestion privée n'a une chance d'être préférable à un service public que si elle repose sur la transparence et la concurrence. C'est ce qu'ignore le projet de loi en préparation en précisant que les plans de retraite seraient mis en place de manière collective, au niveau de l'entreprise ou de la branche, même si la gestion en serait confiée à des organismes externes.

Le choix individuel du cotisant serait, comme au Chili, probablement plus à même de promouvoir la concurrence entre fonds de pension et de correspondre au nouveau contexte de mobilité de l'emploi.

Il ne s'agit pas ici de proposer hâtivement une solution, mais d'éclaircir le champ de la réflexion en montrant que le principe de l'introduction d'éléments de capitalisation semble acquis. Au-delà, ce débat doit ouvrir sur une prise de conscience : les leçons des pays en développement ne sont pas bonnes uniquement pour les autres pays en développement. Ne voyons pas l'exemple chilien parce qu'il a protégé ce pays de la crise mexicaine pour l'oublier un an plus tard quand il s'agit de nos propres réformes.

François Benaroya est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'Institut des hautes études d'Amérique latine.

Questions sur un revirement

par Xavier Dhonte

Il y a plus de soixante-quinze ans maintenant, c'était après la première guerre mondiale, qui avait tué, mutilé et meurtri dans leur corps et dans leur esprit des millions d'hommes et de femmes, la France contribuait à lancer l'idée d'une juridiction pénale internationale permanente, destinée à traduire en justice les responsables des atrocités commises dans le monde.

Abandonnée par la suite, probablement parce que trop audacieuse pour l'époque, l'idée de cette Cour internationale devait revenir à plusieurs reprises dans les débats de la Société des Nations puis de l'ONU. Mais c'est en 1989 seulement, à l'initiative de Trinité-et-Tobago, que l'ONU décide de mandater la commission du droit international pour qu'elle soit rapidement élaboré un projet de Tribunal pénal international permanent chargé de juger les responsables de violations des plus graves des droits de l'homme, dont le génocide et les crimes contre l'humanité, qui demeurent liés de leurs mouvements à quelques dizaines de mètres des troupes de l'OTAN, au moment où la détresse des survivants du génocide rwandais cherche désespérément une consolation dans les travaux hebdomadaires d'un tribunal ad hoc insuffisamment soutenu, et alors que se précipitent au Burundi les facteurs d'un drame d'une ampleur considérable, il n'est d'autre voie pour la « patrie des droits de l'homme » que celle de la volonté, et sans doute du courage.

Non, personne ne comprendrait les raisons pour lesquelles la France, après avoir été à l'initiative de ce projet et l'avoir soutenu pendant des décennies, contribuerait maintenant à le saborder.

Xavier Dhonte est président de la section française d'Amnesty International.

La méprise et le mépris

par Jean-Claude Mallet

SURPRISE, à la lecture de l'entretien avec Jean-Pierre Davant, président de la Mutualité française, paru dans *Le Monde* du 17 juillet et portant sur la réforme de l'assurance-maladie. Comment pourrait-il en être autrement ?

En effet, participant à la nouvelle majorité au sein du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés qui a porté à la présidence de cet organisme Jean-Marc Spach, secrétaire national de la CFDT, la Mutualité française n'apparaît en accord avec aucune orientation du plan Juppé, ni d'ailleurs avec les thèmes développés par d'autres partenaires, en particulier le CNPF.

Il est vrai que le seul facteur commun à cette majorité composée est d'avoir éliminé l'ancien ministre et aux technocrates qui l'entouraient de se venger de l'extraordinaire réussite de la contestation de décembre 1995, menée à l'instigation des principales forces syndicales dont FO.

La déstabilisation de FO a été menée grâce à l'appui d'une presse à scandale qui a voulu, contre toute objectivité, démontrer que la Sécurité sociale était mal gérée du fait de cette organisation syndicale qui aurait profité d'avantages en nature et financiers illégitimes.

FO a aussi été présentée comme un tenant de l'immobilisme, face aux réformateurs qui allaient, grâce aux dispositions prévues dans les ordonnances - que chacun interprète d'une manière différente - maîtriser les déficits.

Sur les problèmes de gestion, l'attaque se poursuit : M. Davant demande que soient arrêtés les comptes de la CNAMTS au 16 juillet 1996, date de la mise en place du nouveau conseil d'administration, afin de « situer les responsabilités ».

FO n'entend pas s'opposer à cette demande mais rappelle que les comptes de la CNAMTS sont

des comptes publics qui ont toujours été arrêtés par son conseil d'administration à la quasi-unanimité, qu'ils sont approuvés par l'État, soumis au contrôle du Trésor public et de la Cour des comptes, qu'aucune dépense ne peut être effectuée sans qu'il y ait un ordonnancement, établi par le directeur de l'organisme (un haut fonctionnaire depuis la création ; un membre de la Cour des comptes depuis 1989). Par ailleurs, toute dépense fait l'objet d'un accord préalable d'un contrôleur d'État, représentant le ministère du budget au sein de l'établissement.

L'assurance-maladie, sur le plan de sa gestion, n'a aucune leçon à recevoir de la Mutualité française, bien au contraire

Jeter le discrédit sur les agents d'un service public n'apparaît pas comme une solution de progrès, d'autant que ceux qui profitent de ce type d'accusations ne sont pas soumis aux mêmes contrôles, ni aux mêmes contraintes. L'assurance-maladie, sur le plan de sa gestion, n'a aucune leçon à recevoir de la Mutualité, bien au contraire.

En ce qui concerne la querelle des « Anciens et des Modernes », les réalités de la gestion sont souvent contraires aux apparences du discours. FO n'a pas souhaité participer à une majorité de gestion d'un conseil d'administration qui n'a plus aucune légitimité politique dans la mesure où l'État impose toutes ses décisions.

Encadré par les décisions du Parlement, ainsi que par les pouvoirs d'annulation et de substitution du gouvernement, le conseil d'administration de la CNAMTS n'aura

plus qu'à exécuter les décisions des pouvoirs publics qui lui sont imposées. Peut-être gardera-t-il quelques initiatives sur le plan de la gestion, et encore ! Le discours politique accorde beaucoup d'importance aux partenaires sociaux et à la Mutualité, la réalité de la gestion suppose toute capacité d'action autonome.

FO a toujours réclamé la clarification des rôles et la suppression de l'intervention permanente de l'État. Elle a demandé que l'État assure le financement de ses décisions, ce qu'il n'a jamais fait car il a toujours considéré les finances sociales comme un réservoir de trésorerie pour son propre budget.

Est-ce de l'immobilisme d'avoir voulu cette clarification et de s'être battu pour préserver un régime de protection sociale bâti sur la solidarité professionnelle ?

Le mélange des intérêts contradictoires qui ont fondé la nouvelle majorité du conseil d'administration ne pouvait admettre ce discours de clarification. L'arrivée en force de la Mutualité dans les conseils des caisses est l'expression d'une volonté de supprimer toute tentative d'indépendance, car en intégrant des intérêts particuliers, l'État ne pourra qu'augmenter son rôle de garant de l'intérêt général.

Intérêts particuliers de la Mutualité : les mots peuvent paraître excessifs, mais il faut savoir que la politique menée par la Mutualité est plus proche aujourd'hui d'une recherche de profits que d'une véritable gestion au service des adhérents.

Or ces profits dépendent bien entendu du niveau du remboursement effectué par le régime général d'assurance-maladie. Qui s'est d'ailleurs penché sur le rendement social d'une cotisation mutualiste ? Les comptes de la Mutualité sont peu « expressifs », contrairement à ceux de la CNAMTS.

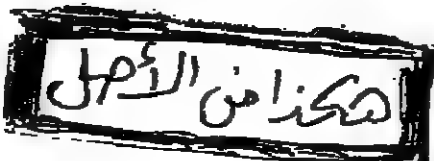
Jean-Claude Mallet est secrétaire confédéral de FO, ancien président de la CNAMTS.

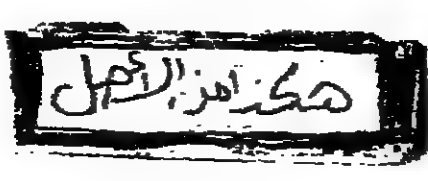
On ne peut pas
passer sa vie sans savoir.

Ol Informatique, Courrier International,
L'Entreprise, L'Expansion, L'Express,
La France Agricole, GaultMillau,
La Gazette des Communes, Lire, LSA,
Maison Française, Le Moniteur du BTP,
L'Ordinateur Individuel, Le Point,
La Vie Française, L'Usine Nouvelle,
Windows Plus... C.E.P. Exposium...
Liris Interactive... 10/18, Belfond,
Bordas, Armand Colin, Dalloz, Dunod,
Gauthier-Villars, Harrap, Robert Laffont,
Larousse, Masson, Nathan, Perrin,
Plon, Pocket, Presses de la Cité,
Retz, Le Robert, Solar...



Des journaux, des salons,
des CD-Pom, des livres...
du groupe C.E.P. Communication.





Le Monde

ÉDITORIAL

Morts dans les prisons turques

ILS avaient moins de quarante ans. Tous trois étaient turcs, militants d'organisations d'extrême gauche et emprisonnés pour une série d'actions violentes dans leur pays. Ils venaient de mourir au fond de leurs cellules des suites de deux mois de grève de la faim. Ils appartenaient à des mouvements marginaux, pratiquant volontiers le terrorisme, mais n'entraient pas, avec ce jeûne, promouvoir leur cause. Ils avaient un objectif plus simple : dénoncer leurs conditions de détention. Ils sont les premières victimes d'un mouvement entrepris par plus de deux cents autres prisonniers politiques turcs, dont plusieurs sont déjà dans le coma. Ils apportent une nouvelle preuve, tragique, d'une situation bien établie, mais qu'aucun des alliés occidentaux d'Ankara ne veut dénoncer ouvertement : membre de l'OTAN et du Conseil de l'Europe, liée à l'Union européenne par un accord de facilités douanières, la Turquie est un pays malade de la torture, malade de ses prisons. On a toujours préféré se voiler les yeux à Washington, Bruxelles, Paris, Londres ou Bonn, tant la Turquie est un allié stratégique d'importance. Mais le terrible événement qui s'annonce dans les prisons turques - la mort

possible de plusieurs dizaines de grévistes de la faim - était prévisible. A l'instar de toutes les autres organisations humanitaires, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) dressait l'an passé un tableau terrifiant des prisons turques. Les mauvais traitements et autres taboues à coups de barre de fer y sont systématiques, la torture courante, les viols monnaie courante, les conditions sanitaires cachemariques, la nourriture immongeable, l'entassement infernal, etc.

Jour après jour, c'est *Midnight Express* - ce film retraçant le calvaire d'un jeune Américain emprisonné en Turquie - pour des milliers de malheureux. Sans avoir été démen-

té, à notre connaissance, la FIDH citait des chiffres qui devraient faire réfléchir le Conseil de l'Europe : 147 détenus ont été portés « disparus » dans les prisons turques en 1995 et, la même année, 63 autres sont morts sommairement exécutés ou victimes de la torture.

En janvier dernier, déjà, un formidable mouvement de manifestation avait été déclenché dans les prisons, pour les mêmes raisons. Il avait été réprimé dans le sang. Un journaliste turc qui enquêtait sur le mouvement a été assassiné par la police, le crâne défoncé à coups de crosse. Quelques semaines auparavant, la Turquie venait de signer l'accord d'union douanière la liant à l'Union européenne.

La Turquie n'est plus une dictature. En décembre, elle a prouvé une fois de plus que les élections se déroulaient sur son territoire de la manière la plus libre. Sa presse est combative, sa vie politique ouverte, sa justice plus moderne. Mais la nuit qui règne dans ses prisons et l'ignominie de la guerre qu'elle mène contre ses Kurdes empêchent qu'elle s'ancre davantage dans le camp européen. En ne le lui faisant pas, ses alliés du Conseil de l'Europe et de l'OTAN ne lui rendent pas service. Ils sont même un peu complices.

L'Amérique, la panne et les dollars

Suite de la première page

L'Amérique techno ensuite. Quelque peu menacés dans les années 80, les États-Unis ont retrouvé aujourd'hui leur domination dans les technologies de pointe. Et leur attrait pour tout ce qui bouge et tout ce qui change. Les jeux sont par tradition non seulement une vitrine, mais un laboratoire pour les industriels high-tech. Les Américains en profitent pour y tester et promouvoir leurs innovations. Les JO d'Atlanta n'échappent pas à la règle. Les grands sponsors - et d'autres - y étaient leur savoir-faire. Dans une opération d'une telle ampleur et d'une telle précision, les risques de panne sont nombreux - ne sommes-nous pas entrés dans la « civilisation de la panne », pour reprendre l'expression d'Ives Lafargue, un expert des nouvelles technologies ?

Même s'ils s'affirment obsédés par la « qualité totale », tous les chefs d'entreprise du monde savent que le « zéro défaut » n'existe pas. Pas plus aux États-Unis qu'ailleurs. A Atlanta, les vieux bus qui devaient assurer la navette entre le village olympique et les lieux de compétition ne sont pas les seuls à s'être essouffés en route. C'est l'ensemble du système de gestion des compétitions qui s'est révélé déficient et incapable, au départ, d'approvisionner correctement agences de presse et journalistes en informations fraîches, instantanées et exactes. Grand ordonnateur des ordinateurs, le géant IBM, responsable de l'informatique, tente aujourd'hui de rétablir les transmissions... et son image. Les performances d'IBM à Alibierville et à Barcelone avaient pourtant été remarquables. « Lors des JO précédents, le système informatique était géré par une seule compagnie, expliquait lundi 22 juillet Bob Brennan, le porte-parole de l'ACOG, le comité organisateur. Ici, nous traitons avec plusieurs industriels des télécommunications, c'est l'une des conséquences de notre système de libre entreprise. »

L'argent justement, l'argent roi enfin. C'est sans doute la principale explication de cette pagaille générale. L'Amérique ne jure que par le marché, la libre entreprise et le secteur privé. Les Américains restent convaincus de la supériorité d'un système décentralisé et libéral, où les agents ne sont animés que par une seule ambition, l'argent. Et ils n'ont pas totalement tort. Leur économie s'en porte plutôt bien. Et ils ont su organiser de grandes manifestations avec succès : Los Angeles en 1984 (une opération profitable, réalisée avec des partenaires privés) et la Coupe du monde de football en 1994. Les jeux d'Atlanta sont les premiers totalement pris en charge par des opérateurs privés. Ils sont gérés entièrement par un comité d'organisation privé, l'ACOG, une sorte de fondation.

PRÉCISION

LA DATAR ET LE TGV EST

Dans notre article intitulé « L'Alsace et la Lorraine s'estiment mal traitées par le gouvernement » (*Le Monde* du 23 juillet), nous faisions état d'un rapport de la Datar remettant en question l'utilité du TGV Est et du canal Rhin-Rhône. Le cabinet de Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration,

si, d'une manière générale, le libre jeu du marché a démontré sa supériorité sur les organisations de type étatique et centralisé, il n'est sans doute pas le plus efficace pour l'organisation ponctuelle de grandes opérations nécessitant en même temps le recours à des instruments de grande précision. Le maire de Barcelone, Pasqual Maragall, expliquait il y a quatre ans que les JO « c'est comme une guerre », une guerre pacifique certes, mais où « vous devez mobiliser une armée de volontaires, des forces de sécurité et des athlètes. Il faut être maître de la situation. C'est une sorte de guerre pacifique très excitante. Il y a des postes de commandement, des services secrets, tout ce qu'il y a dans une guerre ». A Barcelone, le maire présidait le comité d'organisation et assurait, à ce titre, la coordination de l'ensemble des opérations. A Atlanta, c'est Billy Payne qui préside le comité, le maire, Bill Campbell, s'étant de lui-même tenu quelque peu à l'écart.

UN TERRIBLE Avertissement

Les JO comme une guerre, l'image ne manque pas de pertinence. Comme certains biens, certaines grandes opérations collectives ne peuvent être gérées que de manière centralisée... et autoritaire. Pour la guerre, mieux vaut l'armée que le marché. Et même au royaume de la libre entreprise, personne n'a jamais vraiment envisagé de confier les opérations militaires aux forces du marché. Le chaos d'Atlanta trouve là encore une explication : la multiplicité des centres de décision, l'absence de réelle coordination et l'obsession du profit ont conduit, partout, à une désorganisation totale et à des économies parfois coûteuses. Certaines installations olympiques seraient peu sûres.

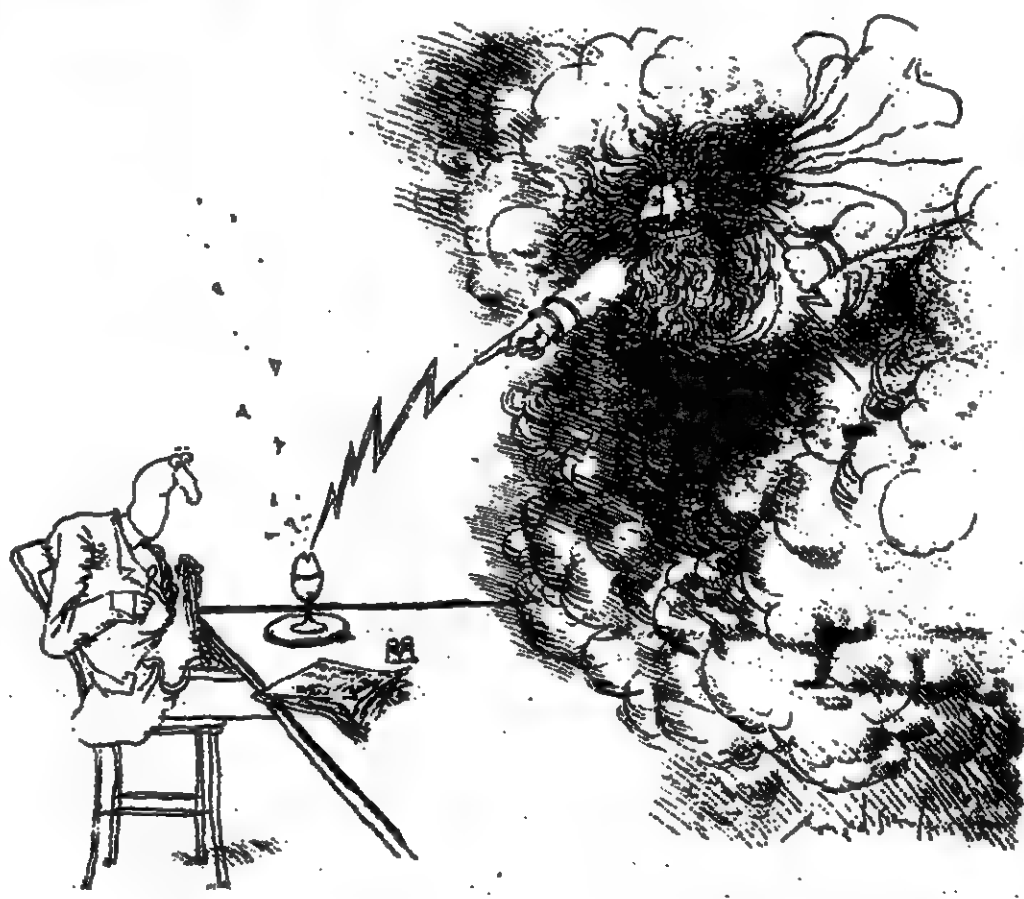
D'ores et déjà, le comité organisateur (l'ACOG) estime qu'il pourrait terminer les jeux avec des pertes importantes - une centaine de millions de dollars (500 millions de francs) sur un budget total de 1,7 milliard. Et l'un des membres influents du CIO tenait lundi ces propos, rapportés par l'AFP : « C'est notre faute, il ne fallait pas confier les JO à des entreprises privées, parce que leur seul objectif est de gagner de l'argent. »

Les maîtres d'Atlanta ne devaient pas manquer d'inspirer la réflexion de Lille et des autres postulants aux prochaines Olympiades. Ils ne découragent pas en tout cas l'Amérique. Déjà, New York se prépare à déposer sa candidature pour 2008. Les difficultés d'Atlanta, stigmatisées par l'ensemble de la presse mondiale, devraient aussi conduire à une nouvelle réflexion au sein du CIO. Depuis le début des années 80, Juan Antonio Samaranch, le président du comité, a ouvert progressivement les stades et bassins aux athlètes professionnels. N'est-il pas temps aussi d'envisager une organisation plus professionnelle des jeux, une organisation permettant de trouver un plus juste équilibre entre profits et gabegie ?

Erik Izraelwicz

nous demande de préciser que ce rapport ne doit pas être attribué à la Datar, mais qu'il lui a été remis, le 10 juillet, par une commission réunie, sous la présidence de Jean-François Poncet, sénateur du Lot-et-Garonne, dans le cadre des travaux préparatoires au schéma national d'aménagement et de développement du territoire. Les rapporteurs en étaient Michel Sauzet, conseiller référendaire à la Cour des comptes, et Michel Mercadier, chargé de mission à la Datar.

Guerre et Paix par Ronald Searle



Les dérives du Minitel

RÉSERVATIONS de billets de train, virements bancaires, consultation d'annonces d'offres d'emploi, achats par correspondance depuis quelques années, la télématique a changé de fonction. Dominée dans ses premières années par les activités ludiques, elle fait désormais la part belle aux services utilitaires.

An milieu des années 80, le Minitel générât 3,5 millions d'heures de connexion par mois. Une activité dont 90 % provenait des jeux et des messageries. Dix ans plus tard, le trafic a plus que doublé et les activités de service représentent les quatre cinquièmes d'une activité qui, globalement, engendre un chiffre d'affaires de quelque 7 milliards de francs.

Diversifié devenu instrument de travail, la télématique s'est assagie. Aucune odeur de soufre ne flotte autour de ses serveurs vedettes. Les meilleurs taux de fréquentation sont à rechercher du côté des services qui offrent la possibilité de réaliser des opérations à distance (billets de train, gestion d'un compte en banque, réservation d'un spectacle) ou d'obtenir des informations parfaitement identifiées comme les renseignements météorologiques ou un numéro de téléphone (chaque mois, on recense quelque soixante millions de connexions à l'annuaire électronique). La « télématique transactionnelle » apparaît tellement au point que des habitués d'Internet utilisent leur micro-ordinateur pour s'aventurer sur le 3615 et y réaliser, en confiance, des opérations impliquant notamment des transferts financiers. Pratique, utile et respectable, la télématique n'est pourtant pas au-dessus de tout soupçon.

Les entrées consécutives au recours exclusif au Minitel imposent

pour les inscriptions universitaires (*Le Monde* du 24 juillet) sont un signal d'alarme qu'il ne faut pas ignorer. « Depuis plusieurs années, souligne Henri de Manbanc, président de l'Association française de télématique (Aftel), qui regroupe les principaux prestataires de services, nous avons protesté contre l'utilisation du Minitel comme un instrument de sélection, alors qu'il s'agit d'un outil destiné à simplifier les procédures. » Mise en cause par les étudiants mais aussi par les enseignants, cette technique, qui présente l'avantage de supprimer les files d'attente et de diluer le mécontentement des « exclus » des inscriptions universitaires, constitue une dangereuse dérive.

MAINTIEN DE L'OUTIL

Bien sûr, admettent l'Aftel et les organisations de consommateurs, les services publics diffusent, grâce à la télématique, un nombre croissant d'informations payantes (le serveur à succès Eurêka, constitué à partir du registre du commerce centralisé, en est l'exemple le plus flagrant). Mais il reste toujours possible de se procurer ces données par un moyen classique. Or, dans le cas des inscriptions universitaires, aucune alternative n'est laissée.

Le succès du Minitel (373 millions d'appels l'an passé, en progression de 5 %) soulève une autre question. Malgré l'ampleur du parc (6,5 millions de terminaux), une partie du public ne dispose pas de la maîtrise de cet outil. Les Caisse d'allocation familiales, qui génèrent 200 000 connexions par mois, rendent de précieux services aux usagers en leur permettant de se renseigner à distance, mais aussi de réaliser certaines opérations. A terme, les assurés sociaux pour-

ront accéder eux-mêmes à leur dossier grâce à un code confidentiel qui leur permettra de signaler, par exemple, un changement d'adresse. Ces commodités - exploitées par une minorité des 9 millions d'allocataires, mais qui facilitent le travail des gestionnaires - ne risquent-elles pas d'engendrer un appauvrissement des moyens consacrés au classique accueil aux guichets ou au téléphone, voire des suppressions de postes ? La Caisse nationale d'allocation familiale, qui se dit consciente du risque, refuse le « tout télématique » et promet que la charge de travail absorbée par l'informatique permettra d'accroître le traitement des dossiers.

Du reste, un précédent - fâcheux mais utile - permet de mettre en lumière les dangers du recours intégral au Minitel. Au printemps, la Ville de Paris, soucieuse d'en finir avec la véritable épreuve d'endurance que constituait l'inscription des enfants aux colonies de vacances municipales (certains campaient devant les locaux de la direction des affaires scolaires pour être sûrs de trouver une place), a décidé de s'en remettre à la télématique. Cette initiative, qui devait apaiser les protestations, a fait surgir de nouvelles inégalités. Alors que certains ont eu la chance d'accéder sans difficulté à la procédure d'inscription, d'autres, qui tentaient au même moment de le faire, n'ont jamais pu y parvenir (*Le Monde* du 7 mai). Sans compter la note, parfois saïe, engendrée par les multiples tentatives destinées à établir un contact fructueux. Une « queue télématique » bien réelle, que la Mairie de Paris a finalement proposé de rembourser aux parents mécontents.

Jean-Michel Normand

DANS LA PRESSE

THE WASHINGTON POST

Les preuves d'un acte terroriste à l'origine de l'explosion du Boeing de la TWA n'ont pas encore été apportées, mais les enquêteurs travaillant de plus en plus sur cette hypothèse, les États-Unis pourraient se trouver confrontés à un grave état d'urgence. S'il se confirme qu'un pays ou un groupe basé dans ce pays est responsable de ce crime, le gouvernement américain devra en tirer les conséquences. Elles pourraient être de nature politique, juridique ou même militaire et comporter elles-mêmes des risques importants. Mais aucun pays soucieux de la sécurité et du bien-être de ses citoyens ne peut les écarter, encore moins une nation qui, comme les États-Unis, entend jouer un rôle mondial.

L'ÉQUIPE

Jérôme Bureau
Les Jeux du Centenaire, que leurs organisateurs nous annoncent récemment encore comme ceux du siècle, ont des allures de joli bordel. La faute essentiellement à une informatique défaillante et à des transports inopérants. Ce qui, soit dit en passant, donne une bien piètre image d'un pays habituellement admiré pour ses performances technologiques. (...) Vues de loin, les choses ont même sacrément tourné au vinaigre puisqu'il semble que, dans de nombreux pays de la planète, l'on parle désormais plus de nos problèmes d'infatigabilité (...) que des performances des champions. C'est à la fois bien excessif et rassurant. Excessif, car l'essentiel est bien que, sur le plan sportif, et notamment celui de la régularité des compétitions, tout se passe jusqu'à présent normalement. (...) Et rassurant, surtout pour l'avenir. Car le CIO ne devrait pas manquer de tenir très sérieusement compte des problèmes rencontrés à Atlanta lors de ses choix futurs. Ainsi les chances de Rome et Stockholm, soit désormais beaucoup plus fortes en ce qui concerne l'organisation des Jeux de 2004.

FRANCE INTER

Jérôme Dorville
Pour Jacques Chirac et Alain Juppé, c'est l'été en pente douce. La descente vers les profondeurs de l'impopulairité se poursuit avec la même constance que l'hiver dernier, lorsque le président et surtout le premier ministre avaient pulvérisé tous les records. Réalisés après l'intervention télévisée du 14 juillet, l'enquête d'opinion BVA-Paris-Match sanctionne ce rendez-vous manqué du chef de l'État avec une France pétrifiée d'anxiété. Une France frappée par une grande dépression collective, et que le pouvoir contemple, désarçonné, impuissant et inquiet. (...) Le 14 juillet, on attendait du président qu'il éclaircisse l'avenir - c'est son rôle -, il s'est contenté d'égréner toutes les bonnes raisons de cultiver le pessimisme et s'est borné à sermonner la France entière, trop routinière, l'administration sclérosée, les banquiers timorés, le gouvernement et la majorité trop enclins à baisser les bras. Un discours un brin débaluché, le vague sentiment qu'en haut lieu on n'a guère de prise sur l'événement : voilà qui ne pouvait que renforcer la défiance.

PODIUM

1. CENTRIÈRE

Le Centre de la gauche a été la grande gagnante de la présidentielle. C'est la première fois qu'un candidat de gauche est élu président de la République.

2. DÉFAITES

Les forces de la droite ont subi une lourde défaite. Elles ont perdu la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

3. COLLECTIVISME

Le mouvement de manifestation des enseignants a été réprimé dans le sang. Un journaliste turc qui enquêtait sur le mouvement a été assassiné par la police.

L'Amérique s'embrase pour ses gymnastes

CONCOURS GYMNASTIQUE

par l'entraîneur américain Bela Karolyi. Les gymnastes américains ont remporté la médaille d'or aux Jeux du Centenaire.

LES INTERVIEWS

Interviews des participants aux Jeux du Centenaire. Les gymnastes américains ont été interviewés par des journalistes de la presse internationale.

LES ÉVALUÉS

Les performances des gymnastes américains ont été évaluées par des juges internationaux. Ils ont été déclarés vainqueurs.

LES DÉCLARATIONS

Les déclarations des participants aux Jeux du Centenaire. Les gymnastes américains ont déclaré leur joie de remporter la médaille d'or.

LES RÉACTIONS

Les réactions des participants aux Jeux du Centenaire. Les gymnastes américains ont été félicités par leurs compatriotes.

Les Jeux d'Atlanta

Le Monde

de nos envoyés spéciaux

«USA!», «USA!»...

Il faisait assez froid à Lillehammer, lors des Jeux olympiques d'hiver 1994, qu'il fait chaud à Atlanta depuis le début de ces Jeux du centenaire. Et les Norvégiens étaient au moins aussi fiers et heureux d'accueillir un événement sportif planétaire que le sont aujourd'hui les habitants du sud des Etats-Unis. Ils n'hésitaient pas à braver des températures extrêmes et se rendaient en masse sur les sites de compétitions. Ils manifestaient leur patriotisme en agitant à tout propos des milliers de fanions rouge-blanc-bleu frappés de la croix scandinave. Mais ce parallèle entre Lillehammer et Atlanta, où des foules agitent les fanions rouge-blanc-bleu frappés de la hampe étoilée, se dissipe dès que les compétitions commencent. L'enthousiasme des Norvégiens pour la chose sportive n'avait pas de frontières. Ils célébraient vainqueurs et vaincus, quels qu'ils soient, avec une égale ferveur, en

sachant saluer la générosité de l'effort et la détresse de Péchec. Sur le plateau glacé surplombant la ville, la défaite d'un skieur de fond norvégien ne faisait pas baisser la température de quelques degrés supplémentaires. Le monde était venu à Lillehammer et Lillehammer l'accueillait à bras ouverts.

Un facteur climatique entraverait-il dans cette générosité à l'endroit des invités ? On serait tenté de le croire en constatant combien ce qui se passe au soleil d'Atlanta, par 30 degrés centigrades de plus, ne rappelle en rien l'alégresse de l'hiver norvégien. Hanté de faire un sondage parmi la foule se pressant dans la tondeuse du parc olympique, à Atlanta. Le nombre de ceux qui connaissent David Douillet, Djamel Bouras, Jean-Luc Lenoir ou Laura Flessel, les médaillés d'or français, doit être trop faible pour qu'un statisticien puisse le mesurer. Comment pourrait-il en être autrement ? L'Amérique ne s'intéresse qu'à elle et ne regarde qu'elle. Les Jeux olympiques ne sont qu'une occasion offerte à un exercice de phonétique nombriliste : « too-oo-hé » ;

too-oo-hé ».

USA ! USA ! Les trois syllabes du sigle national, transformées en mantra fanatique, sont vociférées dès qu'un « olympien » américain est en lice. La litanie a débuté lors de la cérémonie d'inauguration. Après que les délégations eurent défilé, vendredi 19 juillet, dans une indifférence à peine polie, le public s'est déchaîné à l'entrée de la délégation, la dernière. On ne chanta alors que *Stars Spangled Banner*, l'hymne américain, alors que le protocole prévoit normalement que les hymnes grec et olympique soient entonnés. Et depuis lors, tout est à l'avenant. Autour des agrès de gymnastique, des tables de lutte, des lignes d'eau de la piscine, le public se partage entre l'indifférence ou l'hygiène. NBC, la chaîne officielle des J.O., qui a le choix des images qu'elle diffuse, s'en tient pour sa part au deuxième terme de l'alternative : elle ne montre que les champions américains. On savait déjà Atlanta hôte négligent. On le découvre nombriliste.

Alain Giraudo

PODIUM

1 CENTIÈME. Un centième de seconde, c'est la marge infime qui a permis à l'Américain Amy Van Dyken de battre la Chinoise Limin Lin en finale du 100 m papillon.

2 DÉFAITES. Après avoir perdu (1-2) contre les Mexicains, les footballeurs italiens se sont inclinés (2-3) face aux Châiens, et sont éliminés.

3 COLLECTION. Avec l'équipe de France olympique, l'épéiste Jean-Michel Henry a obtenu l'argent en 1984, l'or en 1988 et le bronze en 1996. En 1992, il avait gagné la médaille de bronze de l'épreuve individuelle.

L'Amérique s'embrace pour ses gymnastes

Concours. Guidées par l'entraîneur vétérinaire Bela Karolyi et poussées par un public monolithique, les Américaines ont remporté leur premier titre par équipes

LES HUILEMENTS des trente-deux mille spectateurs harangués sans relâche par Bela Karolyi, le mentor des gymnastes américaines, lui vrillent les tympans depuis plus d'une heure. Encore plus pâle qu'à l'accoutumée, mardi 23 juillet, Svetlana Chorkhina avance comme un automate vers le coin du praticable pour présenter son exercice au sol. Avec ses coéquipières Dina Kochetkova et Roxana Galiviera qui doivent encore lui succéder, elle pourrait réussir. Un sans-faute leur permettrait de reprendre aux Américaines l'infime avantage dont elles disposent pour s'offrir la médaille d'or du concours par équipes.

La musique qui démarre redonne à Chorkhina son sourire convulsif de gymnaste. Mais elle ne convainc qu'à moitié. Leonid Arkhaev, l'entraîneur de l'ex-Union soviétique qui règne aujourd'hui en despotisme sur la gym masculine et féminine russe, tourne comme un lion en cage. Au bord de l'aire de compétition, Bela Karolyi redouble d'audace. Roi de l'intonation, il jette en l'air ses mains épaissies, étreint qui-conque se trouve à portée de bras et bégaye sa satisfaction à tort et à travers pour soutenir les Américaines qui n'en ont vraiment pas besoin. Les caméras de télévision ne perdent pas une miette de ce show à la limite de l'indécence.

Dominique Mocanu, benjamine de l'équipe américaine à quatorze ans et protégée de Karolyi, avertit deux fois sur les fesses au saut de cheval. Dans les rangs américains, on sent le danger mais on ne désarme pas. La clameur redouble pour encourager Kerri Strug, l'autre élève du coach ex-roumain, qui doit assurer le dernier passage. Les Russes viennent de vaciller à la poutre où Oksana Liapina a été victime de trois chutes. Du jamais vu. Elle en a sangloté. Inconsolable, couchée derrière une banderolette publicitaire pour le plus grand plaisir d'un photographe. A côté, aux barres asymétriques, les Roumaines n'ont pas meilleure mine. La cheville encore tendue de leur leader Lavinia Milosovici, la fragile ceinture abdominale de Gina Gogean, opérée de l'appendicite il y a à peine un mois, et d'innombrables maladroites ne leur permettent que de brigner la médaille de bronze.

Bela Karolyi exulte. Roxana Galiviera termine son exercice au sol dans l'indifférence générale, au bord des larmes. La cacophonie et



Bela Karolyi qui porte Kerri Strug blessée, ou le symbole du rôle du mentor de l'équipe américaine dans le succès de ses gymnastes. (Jeff Vrhelick, Reuters.)

la confusion indescriptibles qu'a déclenchées l'ancien coach de Nadia Comaneci ont rendu la musique choisie par les Russes presque inaudible. Karolyi n'en a cure. Avec cette première victoire par équipe des gymnastes américaines, il s'offre le départ en retraite idéal. En se donnant une entorse à la cheville sur la réception de son dernier saut, Kerri Strug, son autre disciple, vient même apporter une touche dramatique. Le public ne s'est pas aperçu qu'elle

Sans le concours de cet encombrant et rusé personnage, la médaille d'or, il est vrai, aurait filé entre les doigts des Américaines. Peu désireuse de susciter la controverse à propos de ses méthodes musclées, la Fédération américaine de gymnastique avait pourtant diplomatiquement cantonné Karolyi à la préparation de Mocanu - qui avait été victime d'une sérieuse fracture de fatigue au tibia droit. La petite merveille de souche roumaine - il l'appelle son « autre Na-

Dans les couloirs qui mènent au gymnase, avant la compétition, il a fiâté infatigablement, comme de bonnes bêtes, chaque membre de l'équipe. La monstache frémissante, il a prodigué ses derniers conseils à Mocanu. Droite comme un bon petit soldat, elle hochait la tête. Comme si elle se rendait mentalement la leçon enseignée par lui. Ni elle ni ses camarades n'auraient eu l'audace de laisser choir cet homme qui méprise la douleur et fait de la fierté une règle de vie. Dominique l'a quasiment comblé. Sauf au saut de cheval : « J'étais trop excitée par l'ambiance, s'est-elle excusée. J'ai manqué de concentration. Ça m'empêchait. » Magnanime, il a pardonné. Avant d'aller voler de nouveau la vedette à l'équipe en conférence de presse.

Les mâchoires serrées au moment de la poignée de main aux gagnantes, la plupart des Russes et des Roumaines s'étaient éclipsées avec leur déception. Cramoisi, sirotant nerveusement une boisson énergétique, Leonid Arkhaev n'a désesté les dents que pour déplorer le manque d'expérience de ses filles : « Les Américaines sont à la place qu'elles méritent, mais l'attitude du public a eu un impact indéniable sur mes gymnastes. » Octavian Belu, l'entraîneur national roumain, a opté pour l'humour : « Je ne veux pas critiquer les juges, car la compétition n'est pas terminée, mais si les gymnastes font des fautes, ils peuvent se tromper aussi. » Puis ils ont contemplant Karolyi, censé par les journalistes, avec des mines de figurants au sortir d'un cours magistral d'art dramatique.

Patricia Jolly

Il y a de la douceur chez Alexandre Kareline

Lutte. Sans être en possession de tous ses moyens, l'ogre « gréco-romain » de Sibérie a conquis pour la troisième fois l'or olympique des super-lourds

C'EST UN PHÉNOMÈNE convoité par Hollywood, la mafia russe, le Kremlin, les magnats du catch et du football américains. C'est un homme de Sibérie qui, faute de partenaires à l'entraînement, soulève des troncs d'arbre et fait ses footings dans la neige, un sac à dos rempli de bûches. « C'est un monstre », dit la femme d'un de ses adversaires. Mais non, Alexandre Kareline est un homme. Mardi, sur la première marche du podium, il regarde le bouquet de tournois qu'on lui offre avec la médaille d'or. Il serre les fleurs dans sa grosse main.

Comme souvent, on ne lui voit pas les yeux mais ses arcades sourcilières qui surplombent deux creux. Il pourrait les écraser, les fleurs, d'une simple pression de la paume. Mais il fait attention, un peu comme Lennie, le pauvre géant des *Souris et des hommes*, qui tuait les animaux dans sa main sans s'en rendre compte, sans méchanceté. Il y a de la douceur chez Alexandre Kareline.

Evidemment, sur un tapis de lutte gréco-romaine, catégorie super-lourds (130 kg et plus), l'homme fait peur. Depuis dix ans, et deux Jeux olympiques, Séoul et Barcelone, il est le seul vainqueur. Kareline est sensible : « C'est vrai, je vois la peur dans les yeux de mes adversaires », dit-il. Ces derniers confirment : « Il est bâti comme une maison. Il est unique. Qui peut le battre ? King Kong peut-être ? » plaisante le médaillé d'argent, l'irano-américain Matt Ghaffari. Celui-ci apparaît dans la salle des congrès ému, « sous une pression incroyable », avoue-t-il. Il est pourtant encouragé, la salle d'Atlanta crie « USA ! USA ! » et lui, l'athlète, semble ridicule face au colosse. Kareline, 1,91 m, 130 kg de muscles sans graisse, le crâne rasé, les mâchoires saillantes, des jambes, un buste et des mains hors d'échelle.

CRÂNE CONTRE CRÂNE

Ghaffari sait que le Sibérien est l'un des rares « gréco-romains » à pouvoir soulever ses adversaires de 130 kg comme des troncs d'arbres de Novossibirsk. Il les fait pivoter, les ridiculise à bout de bras, eux, réputés indécollables du tapis, demi-sommes se retrouvant les pieds en l'air, la tête en bas, suspendus par sa seule volonté à dix centimètres du sol ! Dans la salle, tout le monde attend, redoute ce moment. Les drapeaux américains sont déployés. Les supporters russes appellent Kareline par son petit nom : « Sacha ! Sacha ! »

Les deux hommes entrent en contact, et c'est la surprise. Kareline s'enferme dans un jeu d'opposition qui tourne en rond. Deux têtes baissées, crâne contre crâne, des corps tendus, des muscles bandés mais rien : Kareline et Ghaffari sont comme deux magnifiques forces qui se montrent, se contentent, se détruisent. Tout juste Kareline parvient-il à profiter d'un décalage de son adver-

saire pour l'amener au sol et marquer un point.

« C'était un mouvement vraiment intelligent, jugera après coup l'entraîneur américain Rob Hermann. Kareline est tellement énorme. C'est un tank gigantesque. Et mentalement, il reste toujours dans le match. » Malgré tout, Kareline est pénalisé par l'arbitre pour non-combativité. Il doit se coucher à quatre pattes mais il use de sa puissance pour limiter l'affront et évite le monde à l'envers. Ghaffari, qui a échappé à la volée, ne peut soulever le Sibérien. Kareline manque de combativité ! On n'avait jamais vu ça.

IL EST UNIQUE

« J'ai gagné, mais je n'ai gagné que d'un point », s'excuse-t-il en conférence de presse en retenant les épaules, les mains sous la table. Ghaffari enchaîne, s'adresse aux journalistes : « Je voulais gagner, dit-il. Je voulais vraiment gagner. Je suis chez moi, dans mon pays. J'ai dû disputer ce match au moins cent fois dans ma tête. Je voulais accrocher la médaille autour du cou de mon père. Je voulais battre Kareline ici, mais j'ai perdu, face à un homme meilleur que moi. Il est unique, il est à son niveau, nous, on essaie, on essaie, on voudrait bien faire mieux, mais... »

« Oui, mais je n'ai fait qu'un point », monologue Kareline, qui pourrait expliquer qu'il a été blessé à l'épaule en mars dernier, qu'il a subi une intervention chirurgicale et sort tout juste de rééducation. C'est vrai qu'en 1993 il avait remporté son sixième titre mondial en combattant avec une côte cassée et une autre filée !

« Je vais rentrer en Russie, je vais aller me reposer », poursuit-il. « En même temps, il trop se reposer, vous devenez gentil, passif, c'est pas bon, ça », rétorque-t-il tout haut. « Hé ! j'espère qu'à la maison, tu vas te détendre un peu, plaisante Ghaffari en pensant au futur. Relax, hein ! » Kareline parle doucement. L'homme aime écouter Bach, Chopin, Geršwin, Chostakovitch. Il lit Somerset Maugham, parfois écrit des poèmes. Mais en Russie comme aux Etats-Unis, il est devenu une idole, l'incarnation de la force suprême.

Boris Elstine l'a supplié de le soutenir lors de la dernière campagne présidentielle. Des « hommes d'affaires russes » le poursuivent, l'entourent et s'apprêtent à acheter à la Pologne le droit de déplacer l'organisation des championnats du monde à Krasnoïarsk, en Sibérie. « L'Amérique vous propose des millions de dollars, quand vous décidez-vous ? » demande un journaliste américain. Kareline répond qu'il a une dette vis-à-vis de la Russie. Son visage de paysan est serein presque transparent. Il semble capable de violence, de quoi moins que ce ne soit le co-

Dominique I

Une sortie italienne et un retour américain

C'est la vraie surprise de cette piste aux multiples étoiles que constituent des Jeux olympiques en vitesse de croisière. Elle est survenue dans le tournoi de football: l'équipe d'Italie, qui vient de gagner, pour la troisième fois consécutive, le championnat d'Europe espoirs, a été battue, mardi 23 juillet, par celle du Ghana (3-2). C'était une affaire très italienne, avec des pénaltys, de l'expulsion et de la commedia jouée comme un art. Mais déjà tenue en échec par le Mexique (1-0), la sélection de Cesare Maldini s'est définitivement fermée le chemin des quarts de finale, à la différence de l'équipe du Brésil, si malheureuse face au Japon, et qui s'est maintenue avec une victoire (3-1) sur la Hongrie.



UN JOUR AU DEBUT

En revanche, les tournois de tennis, de tennis de table et de volley-ball de plage ont débuté mardi dans la routine, donc avec des transports approximatifs et des résultats hésitants. De même, après les émotions provoquées la veille par la bourrasque, les régates ont, elles aussi, commencé dans le défilé de Wassaw, à Savannah, sans qu'aucune sélection prenne le dessus. Les huit séries qui ont régalé (hommes et femmes) débutent sur « 470 » mercredi 24 sont menées par les représentants de huit nations différentes. En planche à voile dapes, la représentante de Hongkong, Lai Shan Lee, est en tête devant la Française Maud Herbert, successivement huitième et première des deux premiers parcours.

Dans l'eau de la piscine olympique, les affaires étaient moins partagées: la natation américaine n'avait aucun concurrent en finale du 400 m nage libre. Une déconvenue vite effacée par le relais 4 x 100 m nage libre composé de Jon Olsen, Josh Davis, Bradley Schumacher et Gary Hall Jr... S'il n'a pas amélioré le record du monde, il a néanmoins remporté une victoire qui restera dans les annales puisqu'il s'agissait de la centième

médaille d'or de la natation américaine, un chiffre rond qui facilite la commémoration. Les nageurs cubains marqueront, eux aussi, d'une pierre rouge ce mardi: deux des leurs, Rodolfo Falcon et Nelzzer Dent, ont encadré l'Américain Jeff Rouse sur le podium du 100 m dos, afin de recevoir les deux premières médailles de natation de leur pays. Autres résultats pour amateurs de « Trivial Pursuit »: déjà vainqueur sur 200 m, Danyon Loader, un Néo-Zélandais de 21 ans, a récidivé sur 400 m. Il entre dans l'histoire de la natation. Comme la Sud-Africaine Penelope Heyns qui a ajouté au titre du 100 m brasse celui du 200 m brasse.

A noter enfin que les cavaliers de concours complet australiens ont été les plus habiles et les plus économiques avec leur monture: non seulement ils sont en tête (183,60 pts) après les épreuves de dressage et de fond, mais encore ils sont les seuls à n'avoir eu aucune de leurs quatre montures arrêtées par les vétérinaires. Un avantage qu'ils devraient mettre à profit en saut d'obstacles face à leurs concurrents directs, les Américains, les Néo-Zélandais et les Français.

DESSINÉ POUR LES JEUX

POUR UN ATHLETE cubain, se rendre aux Etats-Unis, c'est aller chez l'ennemi qui, depuis plus de trente-cinq ans, soumet l'île à un embargo économique. Le quotidien *Granma*, organe officiel du comité central du Parti communiste de Cuba, n'a donc pas hésité en réalisant, pour ses lecteurs, le logo destiné à identifier la rubrique consacrée aux Jeux. Avec le nom de la ville et le mot « cible » remplacé par un dessin, il a composé une devise qui signifie « Objectif Atlanta ». C'est la guerre. Fidel Castro, chef de l'Etat cubain, a d'ailleurs rendu au nageur Roberto Falcon, leader de la délégation olympique de son pays, une bannière cubaine, en demandant à ces sportifs, au retour de leurs joutes, de « rendre ce drapeau avec gloire et sans tache ».

« Nous serons fidèles au peuple, à la révolution, au socialisme et à vous », a répondu Falcon, qui, devenu mardi 23 juillet médaillé d'argent du 100 m dos, n'en a pas moins étreint son



vainqueur américain. La guerre n'est pas si terrible, comme le prouve, dans *Granma*, l'apparition d'un autre logo, doux, léger, signalant les articles consacrés à la délégation cubaine, avec une audacieuse interprétation de l'étoile et des bandes du drapeau national.

La maturité triomphante de Jeff Rouse

100 m dos. L'Américain, battu à Barcelone, a gagné à Atlanta. Portrait d'un nageur adulte, hors normes

SUR UN PLOT de départ, rien ne le distingue de ses sept adversaires. Il est peut-être un peu plus grand, avec son mètre quatre-vingt-trois, mais la différence se voit à peine. Plus élégant, aussi, mais ce don de la nature se remarque peu en sandales et bonnet de bain. Quant à sa nage, bien mûrie, il pourrait lui trouver le plus petit air d'adulte. Jeff Rouse n'est pas de ces dossistes perpétuellement attirés par le fond, ces adeptes du départ « coulé » qui n'acceptent de se montrer à la surface que lorsque l'air vient à leur manquer. Son style à lui se range dans le classicisme.

Et sa victoire sur 100 m dos, mardi soir à Atlanta, a la précision et la simplicité d'une épave. Premier au virage de la mi-course, premier à l'arrivée. Élémentaire. Un regard vers le tableau des résultats, un poing serré qui sort de l'eau pour saisir une ombre d'éternité, un sourire. Tellement évident qu'il en vient lui-même à le regretter.

« J'ai pensé à cette finale pendant quatre ans, depuis les Jeux de Barcelone, soupire-t-il à sa descente du podium. J'en ai imaginé tous les instants, toutes les images et jusqu'au plus improbable des scénarios. Mais tout s'est passé tellement vite que j'ai à peine l'impression de l'avoir vécu. C'est presque dommage. »

A l'écouter se raconter sans lassitude, répondant aux questions de la presse sans jamais trahir le moindre signe d'ennui ou d'impatience, sa différence se fait soudain évidente.

« J'ai pensé à cette finale pendant quatre ans, depuis les Jeux de Barcelone, soupire-t-il à sa descente du podium. J'en ai imaginé tous les instants, toutes les images et jusqu'au plus improbable des scénarios. Mais tout s'est passé tellement vite que j'ai à peine l'impression de l'avoir vécu. C'est presque dommage. »

A l'écouter se raconter sans lassitude, répondant aux questions de la presse sans jamais trahir le moindre signe d'ennui ou d'impatience, sa différence se fait soudain évidente.



L'Américain Jeff Rouse (à gauche), vainqueur du 100 m dos, et Nelzzer Dent (à droite), premier médaillé olympique cubain.

Double peine pour Limin Liu, perdante et mésestimée

100 m papillon. Les Chinoises sont lasses des soupçons de dopage qui pèsent sur elles, même si elles ne gagnent plus

CELA POURRAIT s'appeler la double peine des perdantes mal considérées. Ceux dont la défaite ne suscite aucun apitoiement mais condamne à fournir des justifications. La pauvre Limin Liu a subi ce châtiment en deux temps, mardi 23 juillet. Dans l'eau, elle a dû supporter la déception d'un 100 m papillon perdu pour un minuscule centième de seconde de retard sur l'Américaine Amy Van Dyken. Mais la suite lui a peut-être fait regretter d'avoir quitté le bassin de sa désillusion.

A son retour sur terre, Limin Liu était guettée par une conférence de presse transformée en tribunal. A la barre des accusées, elle fut sommée de se défendre alors qu'elle n'était même pas remise d'un coup de sort qui aurait tiré les larmes au plus insensible des juges, si elle n'appartenait pas au pays de tous les soupçons.

Car Limin Liu est ressortissante de la Chine populaire. Et, en vertu d'un axiome en vigueur dans le petit monde de la natation, les nageuses chinoises ont toujours tort. Présentes ou absentes, gagnantes ou perdantes.

En 1994, lorsqu'elles s'adonnèrent douze des seize victoires possibles dans les compétitions féminines des championnats du monde de Rome, cela semblait trop gros pour être honnête. Deux ans plus tard, leur bilan de trois médailles, dont une seule d'or, est trop maigre pour ne pas paraître étrange. Les fans d'Atlanta accusent les hauts de Rome. La pénurie de stoches actuelle dénonce l'inflation passée.

Ainsi Limin Liu dut-elle non seulement expliquer sa propre déconvenue, mais aussi celles de toutes ses camarades. La nageuse au doux visage plaide d'une voix ferme sans espoir de retourner la salle hostile. Quelques arguments - la jeunesse des nouvelles, la violence des anciennes - ne provoquent que scepticisme. D'autres - les alertes à l'insécurité dans leurs appartements du village olympique en pleine nuit, l'absence de menus chinois au restaurant commun des sportifs - finissent ouvertement sourires. « Nous n'avons le choix qu'entre des repas coréens ou japonais. Comment voulez-vous bien manger quand vous n'avez pas de nourriture qui ne vous convient pas ? ».

Insiste vaillamment Limin Liu. « Et vous pensez nous faire avaler ça ? », rétorqua un journaliste américain. Il est vrai que les raisons mises en avant par Limin Liu, quoique ne justifiant pas l'agression dont la jeune Chinoise fit l'objet, laissent comme un arrière-goût de mauvaise foi.

Plusieurs de ses équipières n'ont pas seulement perdu, comme elle, une course. Elles ont laissé choir leurs performances à des profondeurs qui donnent le vertige. Ainsi He Chihong, recordwoman du monde du 100 m dos, s'est classée, mardi, à la 26^e place des qualifications de cette épreuve, à plus de cinq secondes de sa performance de référence. Samedi, Wu Yanyan et Yan Chen ne parvinrent pas non plus à se qualifier pour la finale du 400 m 4 nages, dont elles étaient données favorites. Ces effondrements ont sans doute d'autres causes que des alertes nocturnes ou des déshydratations alimentaires.

Le vrai réveil dououreux de la natation chinoise remonte plus généralement au mois de septembre 1994.

Le chiffre difficile à digérer fut certainement celui des onze sportifs, dont des nageuses fraîchement couronnées à Rome, qui subirent alors un contrôle anti-dopage positif aux Jeux asiatiques d'Hiroshima. Les Occidentaux y virent la confirmation des doutes qu'ils exprimaient ouvertement. L'opinion commune assure que les Chinoises, enfin pris à main dans le sac à produits prohibés, ont depuis renoncé à pratiquer le dopage systématique qui expliquait l'essor subit de leur natation. Leurs nageuses se contentent à Atlanta, faute de bouée chimique.

Quelques faits résistent pourtant à cette interprétation. Jingyi Le s'est, par exemple, imposée dans le 100 m nage libre, et se pose en favorite du 50 m. La Chine, malgré le soupçon permanent du « toutes dupes », aurait-elle la capacité de dénicher quelques talents naturels ? Ou les entraîneurs de la jeune fille auraient-ils trouvé quelques produits qui expliquent son gabarit impressionnant sans laisser de trace aux contrôles ? S'ils connaissent ces formules magiques, d'autres, du « bon » côté

du monde, en font-ils usage ? A mi-parcours de ces Jeux en piscine, l'Australie apparaît comme l'autre grande perdante des compétitions. La grande puissance aquatique n'a encore aucune médaille d'or à son palmarès. Faut-il y voir l'effet d'une déprime après l'affaire de dopage dont a fait l'objet sa nageuse-védette, Samantha Riley, seulement quatrième, mardi, du 200 m brasse ? La question n'a pas été posée en conférence de presse.

La Sud-Africaine Penelope Heyns, qui a complété, mardi soir, un doublé en brasse, n'a pas été plus soumise au feu des questions. Sa morphologie rappelle celle de la sprinteuse chinoise. Sa course de progression est à peu près aussi stupéfiante que celle de l'Indonésienne Michelle Smith. Silence pourtant. Son histoire est belle, le symbole en est éloquent. Et puis, la jeune femme s'entraîne sagement aux Etats-Unis. Lincoln, Nebraska, n'est pas velle à dissimuler des mystères, aux yeux des journalistes américains.

Jérôme Fenoglio

RÉSULTATS

Mardi 23 juillet

BASE-BALL

Australie b. Japon 9-4 ; Nicaragua b. Corée du Sud 8-3 ; Cuba b. Pays-Bas 19-2

BASKET-BALL

Dames

« Groupe A, Brésil b. Russie 82-69 ; Italie b. Canada 75-54 ; Japon b. Chine 75-72

« Groupe B, Brésil b. Italie 4-0 ; 3. Russie et Japon, 3 ; 4. Chine et Canada, 2

« Groupe C, Cuba b. Corée du Sud 70-35 ; Australie b. Zaire 91-45 ; États-Unis b. Ukraine 86-65

« Groupe D, 1. Australie et États-Unis, 4 pts ; 2. Cuba et Ukraine, 3 ; 3. Zaire et Corée du Sud, 2

ESCRIME

« Épreuve par équipes, Dames-Finales : Italie b. Allemagne 45-44 ; France b. Allemagne 45-42

« Épreuve, Dames b. France 45-42

FOOTBALL

Dames

« Groupe A, États-Unis b. Suède 2-1 ; Chine b. Danemark 5-1

« Groupe B, 1. Chine et États-Unis, 6 pts ; 2. Suède et Danemark, 4

« Groupe C, Norvège b. Allemagne 3-2 ; Brésil b. Japon 2-0

« Groupe D, 1. Brésil et Norvège, 4 pts ; 2. Allemagne, 3 ; 4. Japon, 0

MÉTÉOROLOGIE

« Groupe A, Grèce b. Italie 3-2 ; Mexique et Corée du Sud 0-0

« Groupe B, 1. Mexique et Corée du Sud, 4 pts ; 2. Grèce, 3 ; 4. Italie, 0

« Groupe C, Nigeria b. Japon 2-0 ; Brésil b. Hongrie 3-0

« Groupe D, 1. Nigeria, 6 pts ; 2. Brésil et Japon, 3 ; 4. Hongrie, 0

GYMNASTIQUE

Dames

« Concours par équipes, 1. États-Unis, 389,225 pts ; 2. Russie, 386,40 ; 3. Roumanie, 384,940 ; 4. Chine, 385,867 ; 5. Ukraine, 385,841

« Épreuve individuelle, 1. Espagne, 379,061 ; 2. France, 377,775

HAUTÉRIE

« 70 kg, 1. Z. Xiang (Chine), 327,5 kg (record du monde) ; 2. K. McPhee (Nz), 345 ; 3. A. Fein (Hongrie), 340 ; 4. P. Jakszak (Hongrie), 335 ; 5. A. Valentin (Hongrie), 335 ; 6. T. Mikhlin (Ukraine), 335 ; 7. W. Jurek (Pologne), 322,5 ; 8. I. Jancsik (Hongrie), 322,5

« 81 kg, 1. Y. Rouse (USA) b. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 2. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 3. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 4. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 5. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 6. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 7. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 8. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 9. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 10. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 11. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 12. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 13. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 14. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 15. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 16. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 17. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 18. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 19. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 20. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 21. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 22. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 23. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 24. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 25. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 26. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 27. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 28. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 29. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 30. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 31. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 32. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 33. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 34. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 35. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 36. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 37. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 38. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 39. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 40. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 41. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 42. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 43. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 44. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 45. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 46. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 47. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 48. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 49. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 50. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 51. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 52. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 53. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 54. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 55. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 56. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 57. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 58. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 59. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 60. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 61. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 62. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 63. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 64. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 65. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 66. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 67. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 68. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 69. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 70. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 71. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 72. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 73. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 74. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 75. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 76. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 77. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 78. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 79. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 80. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 81. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 82. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 83. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 84. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 85. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 86. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 87. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 88. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 89. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 90. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 91. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 92. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 93. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 94. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 95. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 96. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 97. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 98. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 99. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 100. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 101. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 102. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 103. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 104. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 105. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 106. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 107. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 108. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 109. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 110. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 111. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 112. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 113. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 114. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 115. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 116. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 117. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 118. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 119. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 120. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 121. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 122. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 123. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 124. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 125. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 126. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 127. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 128. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 129. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 130. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 131. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 132. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 133. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 134. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 135. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 136. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 137. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 138. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 139. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 140. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 141. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 142. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 143. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 144. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 145. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 146. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 147. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 148. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 149. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 150. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 151. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 152. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 153. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 154. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 155. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 156. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 157. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 158. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 159. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 160. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 161. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 162. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 163. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 164. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 165. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 166. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 167. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 168. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 169. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 170. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 171. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 172. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 173. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 174. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 175. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 176. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 177. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 178. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 179. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 180. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 181. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 182. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 183. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 184. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 185. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 186. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 187. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 188. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 189. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 190. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 191. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 192. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 193. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 194. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduzco (Mex) 100-90 ; 195. P. Heyns (Afr) b. J. G. Verduz

مركز المصارف

LE MONDE / JEUDI 25 JUILLET 1996 / 15

Vittel

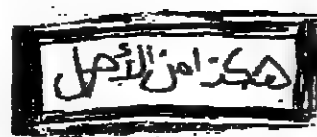
Les handballeurs français le savent,
le mot victoire commence par un V.



POUR LES ATHLÈTES DU QUOTIDIEN.

BOISSON OFFICIELLE DE L'EQUIPE DE FRANCE DE HANDBALL





LES JEUX D'ATLANTA

LE MONDE / JEUDI 25 JUILLET 1996 / 17

NET OLYMPIQUE

SUPERSTITIONS. Le premier médaillé d'or américain à Atlanta, le nageur Tom Dolan, a un truc pour gagner : il se rend aux compétitions chaussé de baskets noirs. Et il écoute toujours la même cassette de rap dans les minutes qui précèdent l'effort. Voilà ce qu'on apprend en visitant un site destiné aux enfants par le magazine américain *Sports Illustrated*. Ou encore la passion de la tennismen Mary Pierce pour le chiffre 13, le fait que le basketneur Michael Jordan porte sous son short, dans les grandes occasions, le short avec lequel il a gagné le championnat universitaire en 1982... Les manies sont nombreuses : consommation de crêpes, tressage des cheveux, rangement des chaussures de sport, etc. D'où l'on conclut que l'athlète olympique semble fait de 87 % de superstition. On figure.

http://pathfinder.com/

http://www.olympic.com/

Nous, l'élite !

Ainsi, nous ne serions qu'une poignée à nous être régalés sur l'horloge olympique ! L'Audimat est parfait-il forme : la nuit, les JO font un score comparable à un concert de musique contemporaine sur Arte autour de minuit. On se croyait perdus, anonymes dans le public du grand stade mondial, et voilà brusquement que l'on se retrouve *happy few*, membre d'une élite aussi rare que distinguée.

Ce n'est plus Atlanta, c'est Avignon « off-off », à la différence que le prix payé par tête de spectateur nocturne est incommensurablement plus élevé. Les cent quatre-vingt personnes de Canal Plus, les gros bataillons du général Holtz, les chevaux-légers d'Eurosport, les Belges de la RTBF, les Suisses de la TSR se mettent en quatre pour quelques milliers d'insomniacs, et encore pas tous, car si un bon vieux film vient pointer son nez sur la chaîne d'à côté, la fraction la plus fragile du public

s'enfuit à tire d'ailes.

Les choses étant ce qu'elles sont, nous sommes désormais dispensés de la contrainte de simplicité et d'accessibilité qui s'impose à la critique de spectacles dits populaires. Foin des Blondin, Lagorce et autres chanteurs de l'effort sportif pour grand public, nos maîtres seront désormais Heidegger, Lacan ou Baudrillard. Ainsi, comment interpréter la performance de Djamel Bouras en judo, catégorie des moins de 78 kg ? Il serait trop facile, et pour tout dire trivial, de ne voir là qu'une fable édifiante sur la capacité d'intégration de la République qui amène un jeune beur de Givors (Rhône) jusqu'au très snob Racing Club de France, puis sur le podium olympique où retentit *La Marseillaise*. Non, il faut chercher ailleurs, dans les pils de l'inconscient collectif, dans le non-dit, au-delà des apparences le sens profond de ce phénomène.

L'inconscient judoka est structuré comme un langage, et ne livre son message que crypté. Pour le débusquer, il faut prendre des chemins de traverse, en l'occurrence l'indicateur Châris des chemins de fer, dans le volume consacré au réseau Sud-Est. On constate en effet que Givors, chef-lieu de canton du Rhône, comptant 21 979 habitants est une

ville à deux gares, Givors-Ville et Givors-Canal. Cette particularité promet un destin exceptionnel à ceux des Givordins que la providence a élu, à l'image de ce qui s'est produit à Versailles, lieu de résidence d'un Roi-soleil dont on ne sait s'il aurait pris le train à Versailles-Ville ou Versailles-Chantiers.

Quelle leçon philosophique peut-on tirer de la présence consécutive sur nos écrans de la montagne sibérienne de muscles qui porte le nom d'Alexandre Karline et de la petite poupée chinoise bondissante nommée Kui Yanyuan ? Que les limites de la science sont infinies, et que le hasard se pille fort bien à la nécessité de la compétition de haut niveau ? Il faudrait vraiment être naïf pour croire que les particularités physiques de ces deux membres de la même espèce sont uniquement dues à la distribution aléatoire des gènes.

La gène, d'ailleurs, se faisait envahissante devant le spectacle de ces fausses petites filles farfées du concours de gymnastique, attendant les notes attribuées par un jury de barbons et de barbones dont l'activité évoque irrésistiblement le provençalisme.

L.M. ROSENZWEIG

PROGRAMMES (heure française)

MERCREDI 24 JUILLET

Aviron. Repêchages. 15.00 : deux de couple poids légers M ; 15.40 : deux de couple poids légers D ; 16.30 : quatre sans barreur poids légers M ; 16.40 : quatre de couple M ; 17.00 : quatre de couple D ; 17.10 : huit M ; 17.30 : huit D.

Base-ball. 21.00 : Italie-Etats-Unis ; 2.00 : Corée du Sud-Cuba.

Base-ball. 21.00 : Italie-Etats-Unis ; 2.00 : Corée du Sud-Cuba.

Base-ball. 21.00 : Italie-Etats-Unis ; 2.00 : Corée du Sud-Cuba.

Base-ball. 21.00 : Italie-Etats-Unis ; 2.00 : Corée du Sud-Cuba.

Base-ball. 21.00 : Italie-Etats-Unis ; 2.00 : Corée du Sud-Cuba.

Base-ball. 21.00 : Italie-Etats-Unis ; 2.00 : Corée du Sud-Cuba.

Base-ball. 21.00 : Italie-Etats-Unis ; 2.00 : Corée du Sud-Cuba.

Daniel Costantini, entraîneur de l'équipe de France de handball

« Nous sommes des enfants prodiges, parfois difficiles »

AUX JEUX olympiques de Barcelone, l'équipe de France stupéfiait le monde du handball en enlevant la médaille de bronze. Quatre ans plus tard, à Atlanta, ses joueurs comptent faire mieux. Champions du monde en titre, ils sont parmi les favoris pour le titre olympique. Les leaders des « barjos » de Barcelone - Frédéric Volle, Denis Larroudou ou Jackson Richardson - forment encore l'architecture de la formation entraînée par Daniel Costantini depuis dix ans. Mais ils ont été rejoints par des jeunes.

Mercrredi 24 juillet, l'équipe française entame son tournoi contre l'Espagne, qu'elle avait battu en match d'ouverture aux Jeux de Barcelone. Elle rencontrera ensuite l'Algérie (le 25 juillet), le Brésil (le 27), l'Egypte (le 29) et l'Allemagne (le 31). Il faut occuper une des deux premières places dans cette poule B formée de six pays pour accéder en demi-finale. La préparation des Français est inconfortable : certains lieux d'entraînement, non climatisés, sont dépourvus de douches. Malgré les tracas, l'équipe reste sereine. Avec l'or en point de titre.

« Comment envisagez-vous ce tournoi olympique ? »

« Les choses semblent simples a priori. Nous sommes champions du monde en titre, nous avons surpris à Barcelone, en 1992. Pour l'instant, nous avons deux matches compliqués : contre l'Espagne - et c'est notre premier match - puis contre l'Allemagne. Ce sont des équipes que nous avons régulièrement battues, mais elles sont d'un niveau très proche du nôtre. Elles nous connaissent bien, elles veulent leur revanche. Il n'y aura pas de surprises tactiques. Nous jouerons sur les nerfs. »

« Qu'attendez-vous de l'équipe de France ? »

« Ce que tout le monde en at-

tend : elle doit parvenir en finale, rêver de l'or. Ses joueurs nous habituent à des démarrages difficiles dans les grandes compétitions, sauf aux Jeux de Barcelone. Ils doivent cette fois tenir les premiers rôles dès le début, dans tous les matches. Les arbitres attendent souvent de voir qui part le premier dans la bataille et prend le match en main, et ils suivent le leader. J'aimerais, aussi, que les Français gagnent une grande compétition par l'offensive. Cela surprendrait nos adversaires qui nous connaissent très bien. Notre philosophie, c'est qu'une bonne défense fait une bonne attaque. »

« Dans quelles dispositions sont les joueurs ? »

« Ils n'ont jamais passé autant de temps ensemble. Nous nous entraînons depuis le 22 avril, jusqu'au 10 juillet, tout s'est très bien passé. La préparation est plus difficile à gérer depuis quinze jours. Les joueurs ne veulent plus trop s'entraîner. Ils se protègent. Ils sont terriblement impatients de rentrer dans le tournoi pour prouver leur niveau et leurs ambitions. »

« Comment vous sentez-vous ? »

« Très, très tendu. Avec cette équipe, je suis toujours tendu. A Barcelone, j'avais peur que nous soyons ridicules. Ici, nous avons tout à perdre et rien à gagner. »

« Vous avez changé depuis quatre ans ? »

« Ce qui a changé, c'est ma relation avec les joueurs. Avant, j'étais omniprésent. Maintenant, cette équipe est passée au stade de la maturité. A Atlanta, il n'y a pas d'heure de coucher et de lever, il y a des heures de départ et d'arrivée. J'ai compris qu'il fallait savoir lâcher du lest. La première fois que je l'ai fait, c'était à Barcelone. Les conditions s'y prêtent. Le village était un chaos, alors nous avions dérogé avec les règles habituelles de dîner ensemble ou

cela aurait été comme ne pas aller à la cérémonie d'ouverture. Au village, je rencontre le monde entier, des athlètes venus de tous les sports et je trouve cela extraordinaire. J'ai croisé des athlètes de l'ex-Yougoslavie, je leur ai souhaité bonne chance, ils ont fait de même. J'ai rencontré Muhammad Ali et c'était très émouvant. Dommage que le tournoi de tennis m'occupe pendant deux jours. J'aurais voulu que je me balade partout où je veux la deuxième semaine. »

« Jean-Jacques Dubois (R), entraîneur de l'équipe nationale de planche à voile : « Maud Herbert a complètement raté son départ dans la première manche, en se faisant server contre la bateau-comité. Ensuite, elle a heurté une concurrente, la Turque je crois, elle a réparé en effectuant sa pénalité et est repartie derrière. Dans des conditions difficiles, elle a prouvé qu'elle avait de la vitesse. Dans la seconde manche, c'était tout à fait son type de temps. Elle avait hâte de commencer après une journée de lundi un peu stressante. Maintenant, elle est dans le bain et devant, entre les quatre premières, c'est très serré. Il ne faudra pas faire d'erreurs. Jean-Max de Chavigny, lui, était très content, car malgré de petites fautes, il s'est rendu compte qu'il avait de la vitesse. Il est revenu sur le ponton très souriant. »

de nous retrouver. Le résultat a dépassé les espérances. Je me suis rendu compte que cette équipe n'avait pas besoin du quotidien classique des sportifs. Nous avons fait de même aux championnats du monde, en Suède et en Islande, en 1993 et 1995, et cela a marché. L'issue suffit pour motiver les joueurs. En revanche, ils ne brillent pas dans les compétitions plus modestes, comme les championnats d'Europe, parce que l'événement ne rassemble pas les équipes. »

« Quelle est votre relation avec l'équipe ? »

« Je ne dis pas que je les aime, je les respecte comme ils sont. Ils m'insupportent toujours quand ils ne sont pas sérieux, mais je ravalais ma salive. Je leur impose mon intransigence quand elle est vraiment indispensable. C'est une forme de code assez efficace pour un mariage de raison. Aujourd'hui, je suis obligé de leur faire confiance. »

« Six membres de l'équipe vont partir jouer à Pérou. C'est une bonne chose ? »

« Pour le handball français, oui. Dans la morosité des clubs, avec les problèmes économiques, c'est une bouffée d'oxygène. Cela va libérer les meilleurs postes pour des jeunes et dégonfler les masses salariales. Pour l'équipe de France, c'est un moyen de regarder jouer les autres et d'apporter des variantes au jeu. »

« Vos joueurs restent les enfants terribles du handball français. »

« Nous sommes comme des enfants prodiges, nous sommes parfois difficiles. Mais il faut aussi se mettre à notre niveau. J'ai l'impression que la Fédération est restée semblable, dans ses modes de fonctionnement, à ce qu'elle était avant l'aventure de Barcelone. »

Malgré les résultats, les dirigeants n'ont pas réussi à se doter de partenaires costauds. Même si l'équipe de France vient de signer un contrat avec Vitel, la treille, petit à petit, s'est vidée. On ne peut pas payer toujours avec les sous de l'Etat. Je prends, par exemple, les primes fédérales qui seront versées aux athlètes médaillés olympiques, en plus de la prime d'Etat. Si les joueurs obtiennent la deuxième place, ils toucheront moins d'argent que lorsqu'ils ont été neuvièmes des championnats du monde en 1990. »

« Que faites-vous après les Jeux olympiques ? »

« Si nous parvenons en demi-finale, je reste jusqu'aux championnats du monde 1997. J'ai toujours dit que je resterais si nous continuons à réussir ensemble. »

Propos recueillis par

Bénédicte Mathieu

J.O. D'ATLANTA 1996

2 France 3 France

Supervision

Jusqu'au 4 Août, vous n'aurez pas trop de vos deux yeux pour profiter des J.O. retransmis 23h/24 sur FRANCE 2, FRANCE 3 et 24h/24 sur France SUPERVISION*.

*sur le câble et par satellite

JEUDI 25 JUILLET

Aviron. Demi-finales. 15.00 : deux sans barreur M et D, deux de couple M et D, quatre sans barreur M, 8 et D.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

Base-ball. 21.00 : Pays-Bas-Nicaragua ; 2.00 : Australie-Italie ; 2.00 : Japon-Etats-Unis.

NOMINATION Le conseil des ministres devait nommer, mercredi 24 juillet, Louis Gallois à la présidence de la SNCF. Le nom du PDG d'Aérospatiale avait déjà été avancé

par le premier ministre pour prendre la tête de l'entreprise ferroviaire après les grèves de décembre. Mais Jacques Chirac avait alors imposé le choix de Loïc Le Floch-Prigent, ancien

PDG d'Elf-Aquitaine. ● LE MAINTIEN EN DÉTENTION provisoire de M. Le Floch-Prigent a contraint le gouvernement à le remplacer à la tête de la SNCF. ● DIPLOMÉ DE HEC et de

l'ENA, Louis Gallois a été directeur du cabinet de Jean-Pierre Chevènement dans ses différents ministères de 1981 à 1986 puis de 1988 à 1989 (lire aussi son portrait page 10). ● LE

PLAN DE REDRESSEMENT de la SNCF a été établi par son prédécesseur et le gouvernement. M. Gallois devra nouer le dialogue avec les syndicats, afin d'en préciser les modalités.

Louis Gallois devra poursuivre la mutation de la SNCF et ménager les syndicats

Le PDG d'Aérospatiale prend la succession de Loïc Le Floch-Prigent, maintenu en détention provisoire. Il lui faudra mettre en œuvre le plan de sauvetage de l'entreprise ferroviaire dont les grandes lignes sont déjà tracées

« UNE AFFAIRE de gouvernement », avait dit Jacques Chirac à propos du remplacement à la tête de la SNCF de Loïc Le Floch-Prigent en détention préventive. Après de longues tergiversations, le gouvernement a choisi finalement de nommer Louis Gallois, le PDG de l'Aérospatiale, qui avait déjà été pressenti pour le poste par Alain Juppé après les grèves de décembre. Le président de la République avait alors imposé Loïc Le Floch-Prigent, ancien PDG d'Elf-Aquitaine, malgré les mises en garde judiciaires. M. Gallois devait être nommé en conseil des ministres, mercredi 24 juin.

Le nouveau président de la SNCF devra rapidement prendre ses marques. Le chemin est tout tracé puisque les grandes lignes de la ré-

forme de la SNCF ont été déterminées par son prédécesseur et par le gouvernement. Il lui faudra s'attacher à en déterminer les modalités précises.

Ce qui passera d'abord par une reprise du dialogue social. Les organisations syndicales ont profité de la faiblesse de la direction pour afficher des prétentions plus importantes. Les cheminots attendent un « signal fort de la direction », a déclaré la CGT. La CFDT souhaite que le nouveau PDG « prenne le temps de bien connaître l'état de la SNCF et son personnel avant de prendre des décisions ». SUD-Chemins, le nouveau syndicat de l'entreprise ferroviaire créé par une branche dissidente de la CFDT, propose aux autres syndicats une « action commune des syndicats pour obte-

nir des négociations » avec la future direction.

RENDEZ-VOUS À LA MENTRÉE

Le plan de sauvetage de l'entreprise doit être discuté et formalisé à la rentrée. Les grandes lignes sont déjà connues. La SNCF conservera la gestion de son réseau. Un établissement public se verra transférer les infrastructures de l'entreprise; la SNCF en conservera néanmoins l'exploitation moyennant péages. La dette sera coupée en deux et une partie (125 milliards sur un total de 206 milliards de francs à la fin 1996) reviendra à ce même établissement public. Autre volet de ce projet de réforme, la régionalisation. Six régions (Alsace, Centre, Pays-de-Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas de Calais, Rhône-

Alpes) sont d'ores et déjà candidates pour prendre en charge l'organisation du transport ferroviaire sur leurs territoires. Le Parlement doit voter une nouvelle loi relative à cette réforme de la SNCF à l'automne.

Louis Gallois va devoir se glisser dans ce nouveau cadre. Objectif: le retour à l'équilibre de la SNCF dans son ensemble en 1998 et de chacune de ses activités (grandes lignes, services régionaux, banlieue, fret) pour l'an 2000.

Côté recettes, M. Le Floch-Prigent a pris les premières mesures de reconquête commerciale (trains sans réservation, billets à domicile, indemnisation en cas de retard, information améliorée). Mais il en faudra certainement bien davantage pour augmenter significativement son chiffre d'affaires. Côté dépenses, il faudra trouver les moyens de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité de l'entreprise pour rééquilibrer ses comptes. Cette partie, qui vise à associer les salariés et les syndicats, au projet industriel interne à l'entreprise est la plus délicate à jouer.

DES SYNDICATS SYMBOLIQUES

L'ensemble des syndicats de la SNCF contestent aujourd'hui la disposition d'un contrat de plan, qui, depuis 1982, liait l'Etat et la SNCF contractuellement. Les grèves de décembre étaient pourtant obligées contre ce contrat de plan. Mais CGT, CFDT, FO et SUD-Chemins réclament « un véritable document contractuel fixant les engagements de l'Etat à l'égard de la SNCF » et

veulent des garanties supérieures au simple échange de lettres prévu auparavant entre MM. Juppé et Le Floch-Prigent. La CGT regrette également que le décret d'application concernant le futur établissement public auquel l'Etat confiera le réseau au 1^{er} janvier 1997 ne soit pas prévu avant cet automne. La CFDT, pour sa part, conteste le scénario de retour aux bénéfices.

Est-ce un regain d'exigences purement formel? Certains le pensent. Le ministre des transports n'exclut d'ailleurs pas d'inscrire dans un « contrat » les différents points du plan de sauvetage de l'entreprise évoqués dans les lettres du premier ministre et de l'ancien président de la SNCF.

Virginie Mallin

Dassault-Aviation pose ses conditions à la fusion avec Aérospatiale

LOUIS GALLOIS parti à la SNCF, la fusion de Dassault-Aviation et de l'Aérospatiale en sera-t-elle facilitée? Le PDG entreprenait des relations pour le moins difficiles avec Serge Dassault qui refusait de discuter avec lui et entendait se réserver les contacts avec l'actionnaire symbolisé à ses yeux par l'Elysée et par le trésor.

Au début du mois de juillet, le gouvernement a réaffirmé l'intention, affichée par le chef de l'Etat en février, de parvenir à fixer les conditions de la fusion des deux constructeurs à la fin de 1997. Cette initiative a aussitôt été interprétée comme une nouvelle preuve de la volonté du gouvernement d'accélérer cette opération qui a pour but de créer « un groupe unique » dont l'Etat détiendrait le contrôle effectif. Un « comité de pilotage » a été créé par Matignon réunissant Charles Edelstern et Bruno Revelin-Falcoz, pour Dassault, et Yves Michot et Claude Terrazoni, pour Aérospatiale.

Dassault-Aviation accepte maintenant la perspective d'un rapprochement avec Aérospatiale, mais sous certaines conditions. Le groupe privé - malgré les fortes pressions exercées sur lui par l'Elysée - soumet l'opération, selon ses responsables, à une recapitalisation préalable de l'Aérospatiale et à une assez radicale restructuration, aboutissant à une diminution sensible de ses effectifs.

DES CULTURES DIFFÉRENTES

Les responsables soulignent néanmoins que les « cultures » du groupe privé, spécialisé dans

les appareils de combat, et celles du groupe nationalisé, plutôt tourné vers les avions civils, ne coïncident pas et présentent moins de synergie que prévu au départ. De grandes directions communes peuvent être instituées, comme les approvisionnements, le service de la qualité ou la gestion des stocks. Mais un précédent, qui s'est traduit par la constitution de la Société de gestion des participations de l'Etat (Sogepa), supposée harmoniser

Le Rafale C.01 suspend son vol

Les vols de l'un des quatre prototypes de l'appareil de combat Rafale ont été suspendus pour des raisons financières. Il s'agit du Rafale C.01, monoplace destiné à l'armée de l'air. Ce prototype devait continuer à voler pour tester les réacteurs et contribuer à préparer le système d'arme de l'avion de série. Cette décision permet, dit-on de source officielle, de limiter les dépenses de développement. Le Rafale C.01 pourrait reprendre ses vols au dernier trimestre de 1996.

Trois autres prototypes restent en service: deux versions monoplace, pour la marine, et une version biplace, pour l'armée de l'air. Selon le ministère de la Défense, les deux premiers exemplaires de série du Rafale seront livrés en 1999. Les autres le seront à partir de 2003, de façon à créer un escadron opérationnel de vingt avions en 2005 dans l'armée de l'air.

les études en amont des deux sociétés, a montré les limites du rapprochement. Les responsables de Dassault-Aviation ont, lors des premières discussions, cru pouvoir contester la thèse - au nom de la différence entre les « métiers » - selon laquelle une fusion entre les bureaux d'études a un intérêt industriel et technique à terme.

C'est la raison pour laquelle, chez Dassault-Aviation, on s'en tient - encore aujourd'hui - à une opération en deux temps. La première étape, qui serait achevée fin 1997, consisterait à rapprocher les deux groupes en instaurant une holding, qui cotifierait deux entités distinctes, séparées et conservant, chacune, leur identité et leur gamme de produits. Les responsables du groupe privé prennent en exemple Peugeot-Citroën, où a travaillé l'actuel directeur général pour l'armement, Jean-Yves Helmer, chargé aujourd'hui du dossier de cette fusion pour le compte du ministère de la Défense. La seconde étape ne verrait pas le jour avant les élections législatives de 1998. Elle viserait, si les pouvoirs publics persistaient dans leur intention, à préparer la fusion sans a priori, ni précipitation.

RESTRUCTURATION

A ce jour, les dirigeants du groupe privé, qui jouent la montre, s'estiment incapables de discuter avec précision le montage juridique d'une opération à laquelle ils restent, sur le fond, hostiles.

En attendant, il faudra que certaines conditions soient réunies. La première est que le groupe Aérospatiale mette de l'ordre dans sa gestion. Ce qui signifie, en particulier, que l'Etat recapitalise l'entreprise nationale - on parle d'un besoin évalué entre 6 et 10 milliards de francs - et procède à sa restructuration.

Anticiper sur la baisse des commandes, Dassault-Aviation a ramené ses effectifs de quelque 16 000 salariés à 9 000 en une décennie. Les responsables du groupe privé estiment qu'une même politique de redressement des comptes implique la suppression de 10 000 à 12 000 emplois, tous secteurs confondus (dont 17 000 dans la seule branche aéronautique), en dépit des succès commerciaux de l'Airbus européen.

Une autre condition concerne l'Etat, en tant que donneur d'ordres, dans le secteur aéronautique. Chez Dassault-Aviation, en effet, on considère que la France ne peut pas, à la fois, exiger de ses industriels de la défense qu'ils réduisent de 30 %, en six ans, comme le prescrit la loi de programmation militaire 1997-2002, leur prix de revient, alors que l'Etat limite ses achats (trois Rafale par an), étale ses délais de livraison (et fait donc attendre ses paiements) et réduit ses « cibles » globales de commandes.

La fusion n'aurait pas pour conséquence un accroissement des commandes de l'Etat, Aérospatiale enregistrant aussi les effets des coupes drastiques de la programmation militaire dans les domaines des missiles et des hélicoptères. De fait, la fusion subirait le handicap - par addition -

de la double rarefaction de leurs achats par les armées. C'est pourquoi le groupe privé en appelle à des contrats pluriannuels (par tranches de trois ans), qui seraient autant de garanties pour la charge de travail dans les ateliers de production. Dassault-Aviation rejette, en ce sens, d'autres groupes industriels de la défense, qui se plaignent de commandes nationales « au compte-gouttes », difficilement compatibles avec une baisse sensible de leurs coûts.

Cinq candidats à la succession

Même si le gouvernement a fait savoir qu'il n'était pas à son tour prêt pour la succession de Louis Gallois, plusieurs noms sont d'ores et déjà avancés pour la présidence du groupe Aérospatiale. Trois anciens de l'entreprise, d'abord: Jean Pierson, l'actuel PDG du consortium Airbus Industrie; Frédéric d'Aleste, PDG de Matra transport international dont on a parlé pour la SNCF; et Jean Pignatelli, secrétaire général de la défense nationale.

Le nom de l'actuel numéro deux du groupe, Yves Michot, est également cité. Il a l'avantage d'être au centre des discussions sur le projet de fusion avec Dassault-Aviation. Un candidat extérieur, enfin, est évoqué: le général Vincent Lamata, un ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, devenu chargé de mission auprès de Bernard Pons, ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme.

sur le long terme. Tant que ces préalables ne seront pas satisfaits, les responsables de Dassault-Aviation donnent l'impression de vouloir continuer à traîner les pieds dans le but évident de temporiser d'ici aux élections de 1998.

DEUX REVENDEURS

Dès les premières conversations après les déclarations gouvernementales du mois de février, M. Dassault avait fait valoir

un mariage forcé et précipité avec Aérospatiale, l'Etat devrait racheter les actions de la famille Dassault dans Dassault-Aviation et, dès lors, prendre le risque politique et financier de devoir nationaliser l'entreprise privée avant de se résoudre, plus tard, à privatiser la nouvelle entité nationale. A l'heure actuelle, ces deux considérations ne sont pas à l'ordre du jour.

Jacques Isnard

Air France va recevoir une troisième aide de l'Etat de 4 milliards de francs

LA COMMISSION EUROPÉENNE devait se prononcer, mercredi 24 juillet dans la matinée, sur la recevabilité de la troisième et dernière tranche de recapitalisation d'Air France par son actionnaire public. La compagnie nationale ne touchera, dans l'immédiat, que 4 des 5 milliards de francs qui lui étaient réservés. Le versement du solde fera l'objet d'une nouvelle analyse du groupe public au printemps 1997.

En juillet 1994, Bruxelles autorisait Air France à bénéficier, à l'occasion de l'adoption d'un plan de restructuration, d'une recapitalisation de 20 milliards de francs en trois fois, chacun des versements étant suspendu à un ensemble de conditions. Les deux premières tranches - 10 milliards en septembre 1994 et 5 milliards en septembre 1995 - n'avaient fait l'objet d'aucune restriction même si les négociations entre Paris et Bruxelles s'étaient parfois révélées houleuses. Mais l'exemple d'Iberia autorisé pour la seconde fois en décembre 1995 à recevoir de l'argent public (107 milliards de

pesetas), alors que la première recapitalisation (120 milliards de pesetas il y a trois ans) était censée être la dernière, et le manque de crédibilité dont a été assortie cette décision ont poussé Neil Kinnock, commissaire européen aux transports, à se montrer plus ferme.

AUDIT SATISFAIT

La multiplication des plaintes déposées à la Commission contre Air France - par KLM, SAS et Lufthansa qui l'accusent d'utiliser l'aide versée pour baisser ses prix - mettait par ailleurs la Commission dans l'obligation de justifier sa position. De la même manière, le transfert imposé d'AOM et de TAT d'Orly-Ouest à Orly-Sud pour laisser à l'ex-Air Inter l'usage exclusif de l'aérogare ouest, plus pratique et moins saturé que son voisin, a fait l'objet de plaintes que Bruxelles a traitées avec la plus grande attention.

Il apparaissait aussi qu'Air France ne respectait pas l'ensemble des conditions imposées par Bruxelles en juillet 1994. L'audit réalisé par le cabinet britan-

nique Haskins, pour mesurer l'écart entre la situation d'Air France à la fin de l'exercice 1995-96 (31 mars) et les objectifs fixés, a été remis à la Commission fin juin. La perte nette au 31 mars 1996 de la compagnie nationale (-2,87 milliards de francs) a été plus importante que prévu, en raison de provisions exceptionnelles élevées (1,995 milliard de francs). Air France est également en retard en matière de réduction d'effectifs: la masse salariale dépasse 36 000 personnes, alors qu'elle devait être de 35 000 d'ici à la fin de l'année. Enfin, la recette unitaire, qui a baissé de 6,7 % de 1993 à 1996, n'est pas en ligne avec les objectifs.

En revanche, le désendettement (de 33,7 milliards en 1993, il devrait passer à 13,8 milliards fin 1996 après versement de la troisième tranche), la réduction des frais financiers (1,6 milliard contre 3,1 milliards), et les coûts d'exploitation de manière générale (-20,7 % entre 1994 et 1996) sont plus favorables que prévu.

Dans l'ensemble, l'audit britan-

nique était confiant dans l'avenir d'Air France. Compte tenu, toutefois, du retard pris sur certains points, Air France recevra 4 milliards de francs dans les jours qui viennent. Le solde de 1 milliard sera provisoirement bloqué en attendant la mise en œuvre complète, au printemps 1997, de son plan de restructuration et de sa fusion avec l'ex-Air Inter.

En ce qui concerne les plaintes déposées contre Air France en matière de dumping, Bruxelles a considéré qu'elles n'étaient globalement pas fondées. Seules les promotions offertes sur certaines destinations scandinaves (Stockholm, Oslo, Copenhague) par Air France cesseraient fin juillet. Par ailleurs, pour rééquilibrer les distorsions de traitement entre Orly-Ouest et Orly-Sud, Bruxelles a obtenu du gouvernement français que deux ou trois compagnies (on parle d'Iberia et de TAP-Air Portugal) déménagent à l'aérogare ouest, sous-utilisée par l'ex-Air Inter.

V. Ma.

LES PLACES BOURSIÈRES

Paris

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

LES VALEURS FINANCIÈRES

■ LA BOURSE DE TOKYO a fini en très forte baisse mercredi 24 juillet. Au terme des échanges, le Nikkei s'inscrivait en recul de 532,66 points, à 20 631,03, soit en chute de 2,53 %.

■ LE DOLLAR était en hausse, mercredi en fin d'après-midi, sur le marché des changes de Tokyo, où il valait 107,92 yens contre 107,78 yens mardi soir à New York.

■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 384,45-384,75 dollars contre 385,25-385,55 dollars mardi en clôture.

■ L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a perdu 44,39 points, mardi, à 5 346,55 points, après avoir déjà perdu 36 points, lundi, et 37 points à la veille du week-end.

■ LA BANQUE D'ITALIE a annoncé mardi soir un recul du taux d'escompte de 0,75 point, passant de 9 % à 8,25 % à compter de mercredi grâce à une baisse de l'inflation.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
Clôture	1 août	1 août	1 août

NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCFORT
DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30

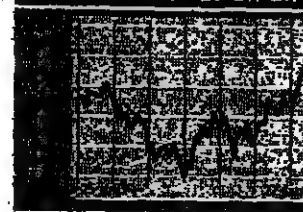
Très vif recul à Paris

LES VALEURS FRANÇAISES ont très nettement accusé le coup, mercredi 24 juillet, à la Bourse de Paris après les baisses de Wall Street, la veille, et de la Bourse de Tokyo, quelques heures plus tôt. En recul de 1,32 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 perdait 1,54 % à 1951,77 points, dix minutes plus tard.

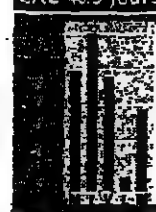
Mardi, la Bourse de Paris avait terminé en forte hausse bénéficiant d'une reprise technique. Mais les opérateurs n'ont pas manqué de relever la fragilité de ce rebond. L'indice CAC 40 avait terminé la séance sur un gain de 1,12 % à 1982,23 points, pratiquement son plus haut niveau du jour. Le volume est resté moyen avec 4,19 milliards de francs traités.

Les opérateurs ont souligné que l'un des facteurs d'inquiétude était la faiblesse du dollar tombé mardi à 5,01 francs. De même, l'absence de geste de la Bundesbank, lors de sa réunion bi-mensuelle jeudi, pourrait enfin peser sur la cote même si l'anticipation d'un tel geste a davan-

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40 5 jours



tage soutenu les marchés de taux que les actions jusqu'à présent. Mercredi est le dernier jour de la liquidation de juillet actuellement perdante de plus de 6 %.

Du côté des valeurs, les AGF (+6,08 % à 136 francs) et Schlegel (+4,05 % à 331,40 francs) ont bien réagi à l'accord signé dans l'immobilier.

Euro Disney, valeur du jour

L'ACTION Euro Disney a terminé en très nette baisse mardi 23 juillet à la Bourse de Paris. Le titre a perdu 9,4 % à 12,10 francs avec 1,1 million de pièces échangées. Ce recul est intervenu en dépit d'un résultat trimestriel conforme aux anticipations des boursiers. Certains d'entre eux n'excluent pas que le rebond du titre dans la matinée ait entraîné des prises de bénéfices en cours d'après-midi. La plupart des analystes estiment qu'Euro Disney est

sorti de l'ornière mais s'attendent à une croissance modérée des résultats en raison de la faiblesse de la consommation en France.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 10h15	Cours au	Var. %	Var. %
Nike	2407	+2,01	+18,39
Ames	724	+0,23	+0,04
Galeries Lafayette	120	+0,20	+0,16
CHM (ex-CCMC) Ly	45,60	+0,08	+0,18
IFC	42,60	+0,05	+0,12
Dow Jones	5346,55	-1,32	-2,71
Club Med	407	+0,24	+0,09
GAN	131,50	+0,08	+0,06
US	145,50	+0,02	+0,01
Dynastie	462	+0,02	+0,01

BAISSES, 10h15	Cours au	Var. %	Var. %
Euro Disney	11,10	-9,40	-45,76
Gr. Zeller (Ly) F	85	-2,35	-2,75
Banque	7,80	-0,21	-2,63
SA	94	-0,11	-0,12
Colson	134	-0,30	-0,22
Lazard	130	-0,42	-0,32
Lyfard	976	-0,30	-0,03
Comptoir Entrep.	1013	-0,20	-0,02
Comptoir Mod.	225	-0,20	-0,09
Dynastie	397,80	-0,24	-0,06

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 10h15	2407	échanges	en Kf
Carrefour	9156	343,024	3,72
Total	8869	240,485,10	2,71
Alcatel	360	239,807,20	0,66
BNP	10948	190,922,20	0,17
L'Oréal	1180	175,897	0,15
LMVH Moët Hénery	1501	170,817	0,15
Elf (Gd des)	32656	160,791,20	0,05
Elf (Gd des)	45215	157,834,10	0,05
BNP	12034	140,939,50	0,04
BNP	2488	140,247	0,01

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 10h15	Cours au	Var. %	Var. %
Farey	325	+0,15	+0,04
AFI	445	+0,15	+0,04
Vitanton et Cie F	491	+0,15	+0,04
HT Ly F	304,50	+0,15	+0,04
IFC	226,20	+0,15	+0,04

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250	Cours au	Var. %	Var. %
Ind. gén. SBF 120	148,53	-0,04	-0,03
Ind. gén. SBF 250	136,39	-0,04	-0,03
Ind. Second Marché	256,70	-0,04	-0,03
Ind. MidCAC	120,09	-0,04	-0,03

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



Forte baisse à Tokyo

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a accusé mercredi sa plus forte baisse de l'année en réaction au nouveau recul de Wall Street la veille. Terminant sous la barre des 21 000 points pour la première fois depuis quatre mois, le Nikkei s'est inscrit en chute de 2,53 %, soit en chute de 532,66 points, à 20 631,03 points.

La veille, en effet, Wall Street a de nouveau terminé en baisse suite à la dégradation du Nasdaq. Le mouvement s'est amplifié, dans l'après-midi, en raison des prévisions effectuées par l'analyste vedette, Elaine Garzarelli, faisant état d'une baisse de la grande Bourse new-yorkaise de 15 à 25 % dans les prochains mois. L'indice Dow Jones a perdu 44,39 points, à 5 346,55 points. Il avait cédé jusqu'à 55 points un quart d'heure avant la clôture.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en hausse, encouragée par la bonne tenue initiale de Wall Street, et rassurée par l'abandon de Tesco dans la bataille française entre Docteur et Auchan.

L'indice Footsie s'est inscrit en clôture en hausse de 27,1 points, à 3 708,4 points. La Bourse de Francfort a cédé 0,30 %, l'indice DAX 2-125,07 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au	Cours au	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	1951,77	-1,54	-1,54
New York DJ	5346,55	-1,32	-2,71
Tokyo Nikkei	20631,03	-2,53	-2,53
Londres FTSE	3708,40	+0,73	+0,73
Francfort DAX	2125,07	-0,30	-0,30
Bruxelles C20	3507,40	-0,15	-0,15
Amsterdam AEX	350,30	+0,19	+0,19
Stockholm OMX	1445,51	-0,05	-0,05
Copenhague OMX	175,00	-0,05	-0,05
Oslo OBX	175,00	-0,05	-0,05
Stavanger OBX	175,00	-0,05	-0,05
Stockholm OMX	1445,51	-0,05	-0,05
Copenhague OMX	175,00	-0,05	-0,05
Oslo OBX	175,00	-0,05	-0,05
Stavanger OBX	175,00	-0,05	-0,05

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Cours au	Cours au	Var. %	Var. %
Alcoa	55,63	+0,04	+0,04
American Express	41,37	+0,04	+0,04
Alled Signal	57,75	+0,04	+0,04
AT & T	30,25	+0,04	+0,04
Westinghouse	9,87	+0,04	+0,04
Boeing Co	64,12	+0,04	+0,04
Caterpillar Inc.	64,75	+0,04	+0,04
Chevron Corp.	38,12	+0,04	+0,04
Coastal Corp.	46,67	+0,04	+0,04
Disney Corp.	55,50	+0,04	+0,04
Du Pont Nemours & Co	74,27	+0,04	+0,04
Eastman Kodak Co	78	+0,04	+0,04
Exxon Corp.	64,75	+0,04	+0,04
Gen. Electric Co	79,62	+0,04	+0,04
Goodyear T & Rubber	42,62	+0,04	+0,04
IBM	90,50	+0,04	+0,04
Intl Paper	57,75	+0,04	+0,04
J.P. Morgan Co	65,87	+0,04	+0,04
Mc Don Douglas	45,50	+0,04	+0,04
Merck & Co Inc.	84	+0,04	+0,04
Minnesota Mining & Mfg	85	+0,04	+0,04
Philip Morris Inc.	95,25	+0,04	+0,04
Procter & Gamble Co	65,12	+0,04	+0,04
Sears Roebuck & Co	40,75	+0,04	+0,04
Texaco	64,37	+0,04	+0,04
Union Carb.	36,87	+0,04	+0,04
Unit Technol.	107,25	+0,04	+0,04
Westinghouse	15,25	+0,04	+0,04
Woolworth	19,87	+0,04	+0,04

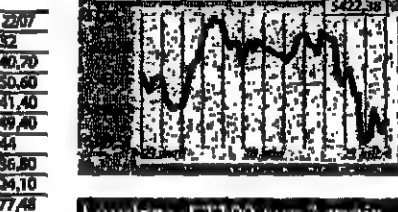
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au	Cours au	Var. %	Var. %
Allied Lyons	4,25	+0,04	+0,04
Carrefour	9,04	+0,04	+0,04
B.A.T. Industries	4,56	+0,04	+0,04
British Aerospace	1,46	+0,04	+0,04
British Airways	5,10	+0,04	+0,04
British Gas	1,95	+0,04	+0,04
British Petroleum	5,80	+0,04	+0,04
British Telecom	3,58	+0,04	+0,04
B.T.E.	2,88	+0,04	+0,04
Clifford Schwepes	4,51	+0,04	+0,04
Comptoir Entrep.	1,78	+0,04	+0,04
Fort	8,70	+0,04	+0,04
Glaxo	9,11	+0,04	+0,04
Grand Metropolitan	4,28	+0,04	+0,04
Guinness	4,70	+0,04	+0,04
Hanson PLC	1,28	+0,04	+0,04
Imperial Chemical	7,80	+0,04	+0,04
Legal	7	+0,04	+0,04
Marlboro	4,82	+0,04	+0,04
National Westminster	6,26	+0,04	+0,04
Peninsular Oriental	4,84	+0,04	+0,04
Reuter	7,28	+0,04	+0,04
Satchi and Satchi	1,15	+0,04	+0,04
Shell Transport	9,34	+0,04	+0,04
Tate and Lyle	4,59	+0,04	+0,04
Unilever Ltd	12,28	+0,04	+0,04
Wm. Watson	14,02	+0,04	+0,04

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

Cours au	Cours au	Var. %	Var. %
Alliant Holding N	2652	+0,04	+0,04
Asf AG	40,15	+0,04	+0,04
Bayer AG	30,25	+0,04	+0,04
Bay Hypo-Werkbank	41,35	+0,04	+0,04
Bayer Wertbank	41,35	+0,04	+0,04
Baw	844	+0,04	+0,04
Commerzbank	337,50	+0,04	+0,04
Continental AG	24,15	+0,04	+0,04
Daimler-Benz AG	77,35	+0,04	+0,04
Deutsche Bank AG	75,70	+0,04	+0,04
Deutsche Bank AG FR	55,20	+0,04	+0,04
Henkel VZ	59,70	+0,04	+0,04
Hoechst AG	48,35	+0,04	+0,04
Karstadt AG	399,50	+0,04	+0,04
Kaiser Holding	31,75	+0,04	+0,04
Linde AG	355	+0,04	+0,04
DT. Lufthansa AG	210,50	+0,04	+0,04
Merck AG	360	+0,04	+0,04
Mannesmann AG	330,50	+0,04	+0,04
Metalgesellschaft	26,02	+0,04	+0,04
Preussag AG	342,50	+0,04	+0,04
Rhen	53,15	+0,04	+0,04
Schering AG	102	+0,04	+0,04
Siemens AG	76,50	+0,04	+0,04
Thyssen	265,50	+0,04	+0,04
Veba AG	27,50	+0,04	+0,04
Vier	27,50	+0,04	+0,04
Willing AG	775	+0,04	+0,04

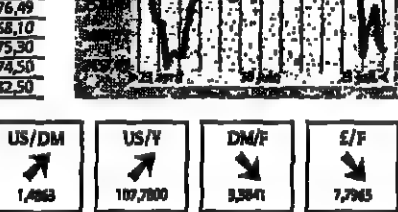
New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
Jour le jour	DAY 10 ans	Jour le jour	10 ans	Jour le jour	10 ans

Nette progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français a ouvert en nette hausse mercredi 24 juillet. L'échéance septembre du contrat gagnait 30 centimes à 123,44 vers 9 h 30.

La veille, ce même contrat avait abandonné 4 centimes à 123,14. Le Matif avait notamment reculé dans le sillage du marché obligataire aux

Etats-Unis où le rendement des emprunts d'Etat à trente ans est repassé au-dessus du seuil fatidique des 7 %. Des corrections techniques après sa récente progression étaient également à l'origine du repli, soulignent les opérateurs. Ces derniers tablent généralement sur une baisse des taux allemands jeudi, mais sont incertains sur un resserrement monétaire aux Etats-Unis.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Jour le jour	Achat	Vente	Achat	Vente
1 mois	3,72	3,72	3,72	3,72
3 mois	3,72	3,72	3,72	3,72
6 mois	3,72	3,72	3,72	3,72
1 an	3,72	3,72	3,72	3,72

MATIF

Échéance 23/07	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Sept. 96	6509	123,44	123,44	123,44	123,44
Dec. 96	1192	121,80	121,80	121,80	121,80
Mars 97	857	121,48	121,48	121,48	121,48
Jun 97	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéance 23/07	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Sept. 96	12541	3874,45	3874,45	3874,45	3874,45
Dec. 96	1278	3874,45	3874,45	3874,45	3874,45
Mars 97	354	3874,45	3874,45	3874,45	3874,45
Jun 97	37	3874,45	3874,45	3874,45	3874,45

LES MONNAIES

US/\$	US/\$	US/\$	DM/\$	DM/\$	DM/\$
1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000

Le franc, toujours ferme

UNE FOIS ENCORE le franc faisait preuve de fermeté, mercredi 24 juillet, au cours des premières transactions interbancaires. Le deutschemark était pratiquement inchangé face à la devise française s'échangeant à 3,3847 francs contre 3,3850 francs la veille. Le dollar cotait pour sa part 5,0345 francs contre 5,0410 francs mardi. La veille, le franc français avait déjà fait preuve d'une remarquable stabilité face au mark malgré l'an-

nonce de mauvais chiffres économiques en France, tandis que le dollar plétiat, sur des marchés attendistes où les opérateurs tablaient sur une baisse jeudi de taux allemands, mais restaient partagés sur un resserrement de la politique monétaire américaine. La monnaie française n'avait pas été affectée par l'annonce d'un recul de 0,2 % de la production industrielle en France en mai.

هكذا من الجهل

PARIS
-1,32%
CAC 40
1956,1

[illegible]

64	-1,35
67	+ 0,34
80	-1,18
86,95	-1,52
130	-1,80
129,50	
64,31	
130	-2,58
125,70	+ 0,86
71	-1,40
173	-1,40
77	-2,28
173	-0,35
547	-0,77
337	-0,59
130,10	-1,39
112	-0,69
483	-1,01
240	-0,95
31,80	-1,57
325,10	-1,26
767	-2,08
69,50	-1,87
227,60	
28,15	+ 0,25
417,50	+ 0,34
165,50	-2,23
72,15	-0,63
200,70	-0,84
314	-1,56
92	—
270	—
65,50	-0,58
33,95	-1,91
705	+ 0,28
336	—
409	—
1778	—
108	—
198	-0,86
106	-2,07
2,70	+ 2,89

LILLE; Ly = Lyon; M = Marseille;
 notes.
 conversion - sans indication catégorie B;
 - droit déductible.
NNE (1):
 variation 31/12
 montant du coupon
 paiement dernier coupon
 conversion
 nominal

1328 8
0334

1328 8
0334

	ACTIONS	
	FRANCHISES	
5,388	4,826.64	
5,394	4,834	
5,394	4,897.62	
	4,938	Arbel
	4,988	Banks C. McLean
	4,988	B.A.P. International
59,11	4,988.3	Blissman Int'l.
59,76	4,988.2	B.T.P. Inc. (C)
59,49	4,987	Business Strategy
11,185	4,987	Cargaret Holdings
26,228	4,952.4	Chapman (N)
	4,926.1	Ch. Int. Export Corp.
	4,909	C.I.A.A.M. (B)
11,884	5,075.1	Cos. Lyon Limit.
	4,845.7	Concorde-Av. Rijk
	5,222.2	Darling
59,660	5,222.2	Deizer Becht
22	5,222.2	Essex Basin Victory
	5,222.2	Farida
	5,222.2	Finch, Peter
	5,222.2	Industria Baphtin C.
	5,222.2	Plast
	5,222.2	Problems
	5,222.2	P.L.P. (P)
	5,222.2	Ponacore (Cite)
	5,222.2	Ponacore Earls
	5,222.2	Ponacore P.
	5,222.2	Prima L.A. (D)

Cours	Derniers	Prison S.A.
précéd.	cours	Pront. Paul-Roland
		Genefim

Cours	Derniers	Prison S.A.
précéd.	cours	Pront. Paul-Roland
		Genefim

		ACTIONS FRANÇAISES	
9,35	4,52	Arbel	*
9,34	6,34	Bains C. Monaco	*
	5,97	B.A.P. Imprimerie	*
	6,91	Bladenium Int.	*
	2,68	B.T.P. (S) Ind.	*
9,31	3,49	Caennaise Winery	*
9,25	5,60	Caragen Holding	*
9,49	2,02	Cherif (N) S.A.	*
11,25	6,47	C.I.T. Euro-CP	*
1,63	9,97	C.I.T. Euro-CP	*
	1,24	C.I.T. Euro-CP (S)	*
	2,99	Cos Lyon Alim.	*
	5,73	Concorde Air Riser	*
13,84	2,22	Darling	*
	3,85	Dider Bonn	*
06,60		Eaux Bassein Vichy	*
22		Eclat	*
		Encl. Paris, Paris	*
		Erdoz	*
		Erdoz Bagnin C.	*
		Floral	*
		F.L.P.P.	*
		France (S)	*
		Fontaine Jardi	*
		Fontaine S.	*
		France Land	*
233	230	Gardot (S) S.A.	*
336	307/30	G.L.M. S.A.	*
210,90	98	G. Gracioso-Phos	*
34,90	98	G. Guillo & Lys	*
120	150	Kincoy	*
187	184/80	Guerbet	*
290		H. H. International, L.	*
290		Hust Dubois	*
294,90	294/90	HCBT Groupe S.	*
336	340	I.C.C.	*
398	385	Imco	*
34,16		Im. Co. Paris	*
261,80	261/80	IPB	*
53	50	Im-Microphot TV	*
930	930	Marcel S.	*
476	476	Mar. Jan.	*
460	460	Marie Richard	*
240	240	Mar. Champs-Élys.	*
319	314	Meunier S.A.	*
273	270	MCI Couvert.	*
270	270	Monnesteau Jodet Lys	*
312	325	Nat. Nat.	*
105	105	Nat. Nat. N.Y.	*
358	358	OGP-PPC	*
207	207	Orest	*
68	68	Paul Pradot S.	*
120	120	P.C.P.	*
208	218	Peik Sp. Ind.	*
529	525	Pochet	*

Cours	Derniers	Prison S.A.
précéd.	cours	Pront. Paul-Roland
		Genefim

Cours	Derniers	Prison S.A.
précéd.	cours	Pront. Paul-Roland
		Genefim

[illegible]

Cours	Derniers	Prison S.A.
précéd.	cours	Pront. Paul-Roland
		Genefim

Cours précéd.	Derniers cours	Franch S.A. _____ Franch Paul-Roland _____ Genefim _____
------------------	-------------------	--

HORS-COTE

Une sélection. Cours relatifs à 100 francs

MERCREDI 24 JUILLET

VALEURS	Cours précédents
Cofinor Cien Ind.	• 290
Générale Occidentale	• 17,65
Wolpert	• 190
Sol Secteurs de Monde	• 140
_____	• 199
_____	• 199
_____	• 199
_____	• 199
_____	• 199

ABRÉVIATIONS :
B = Bordeaux ; LI = Lille ; LY = Lyon ; M = Marseille ; N = Nancy ; N = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - mais
catégorie 1 ; c = cours précédent ;
d = droit ; d = déca ; d = déca ;
d = demandé ; t offre réduite ;
r = réduit ; c = contrat d'assurance.

Cours précéd.	Derniers cours	Franch S.A. _____ Franch Paul-Roland _____ Genefim _____
------------------	-------------------	--

Cours précéd.	Derniers cours	Franch S.A. _____ Franch Paul-Roland _____ Genefim _____
------------------	-------------------	--

Derniers cours :

25
55,85
1340
100
252,20

Marcelle ;

Indication
du coupon
= offert :
demande

Cours précéd.	Derniers cours	Franch S.A. _____ Franch Paul-Roland _____ Genefim _____
------------------	-------------------	--

Cours précéd.	Derniers cours	Franch S.A. _____ Franch Paul-Roland _____ Genefim _____
------------------	-------------------	--

IN DIRECT
NDE
1) 44 43 76 21

[illegible]

...the ...

AUJOURD'HUI

SCIENCES

ESPACE La commission internationale chargée d'enquêter sur l'explosion en vol, le 4 juin, du premier exemplaire du nouveau lanceur lourd européen Ariane-5 a rendu pu-

bliques ses conclusions mardi 23 juillet à Paris. L'INCIDENT survenu lors de ce vol de qualification, qui avait causé la perte de quatre satellites d'observation du Soleil, serait

dû « à des erreurs de spécification et de conception du logiciel du système de référence inertielle » sensé guider la fusée. La commission souligne que cette défaillance informatique

n'avait pu être décelée, faute de « d'analyses ou d'essais adéquats », dans les tests préalables au lancement. POUR REMÉDIER à un tel

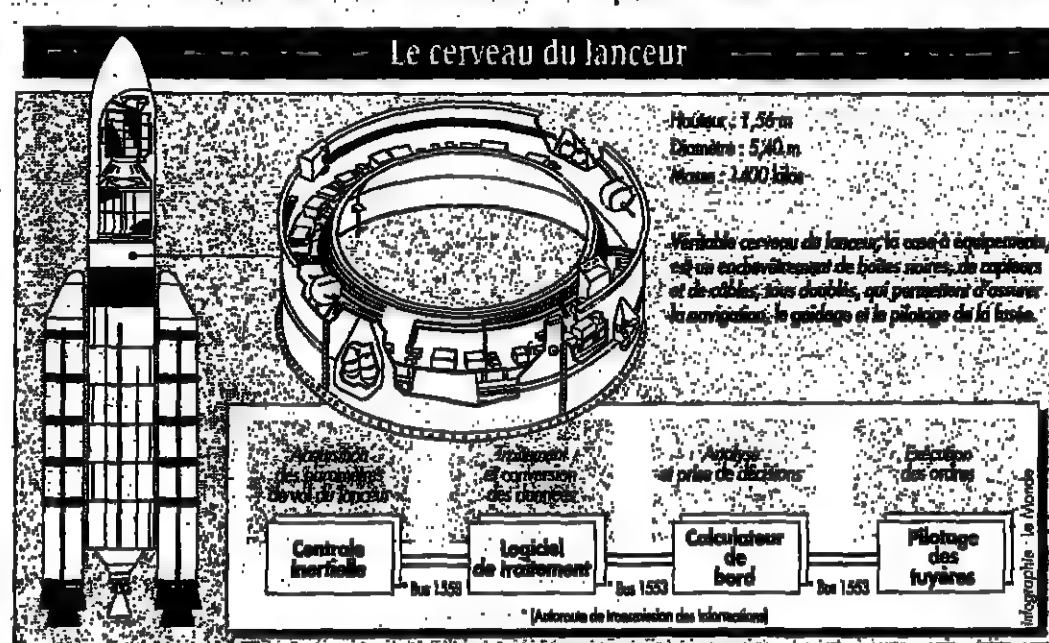
manquement, la commission préconise la mise en place d'un nouveau banc d'essai, mais aussi une meilleure coopération entre les acteurs - agences spatiales et industriels - collaborant au programme Ariane-5.

Un défaut d'adaptation d'un logiciel est à l'origine de l'échec d'Ariane-5

Le rapport de la commission internationale d'enquête souligne le manque de concertation entre les partenaires du projet et recommande des simulations complètes avant tout nouvel essai du lanceur européen

« IL N'Y A PAS un coupable. Nous sommes tous coupables. Et comme chaque fois qu'il y a eu un problème, la famille Ariane doit réagir ensemble. » Mardi 23 juillet, durant la présentation à Paris des résultats de la commission qui a enquêté sur l'explosion en vol du premier exemplaire de qualification du lanceur européen Ariane-5, le directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), Jean-Marie Lutton, a joué les équilibristes (*Le Monde* du 24 juillet). Pas un industriel impliqué dans cette affaire n'a été cité. Pas un coupable n'a été montré du doigt pour ce qu'il faut appeler une bêtise. Mais, dans le style « diplomatiquement correct », des rapports d'experts, les membres de la commission présidée par Jacques-Louis Lions, ancien président du Centre national d'études spatiales (CNES), ne se sont pas privés de critiquer l'action des acteurs de ce programme.

« La perte totale des informations de guidage et d'attitude (...) 30 secondes après le décollage (du lanceur) est à l'origine de l'échec d'Ariane-501, écrivent-ils. Cette perte d'informations est due à des erreurs de spécification et de conception du logiciel du système de référence inertielle. » Et de conclure : « Les revues et les essais approfondis effectués dans le cadre du programme de développement d'Ariane-5 ne comportaient pas les analyses ou essais adéquats » de ce système ou du système complet de contrôle de vol du lanceur « qui



auraient pu mettre en évidence la défaillance potentielle.

Sous ce discours se cache moins une critique du matériel utilisé pour assurer la navigation, le guidage et le pilotage du nouveau lanceur européen qu'une condamnation d'une impardonnable analyse de situation. Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut reprendre le cours des événements dans les

trois secondes qui ont précédé l'explosion :

— 367 secondes après la mise à feu, le SRI n°1, l'un des deux systèmes de référence inertielle qui fonctionnent en permanence l'ordinateur principal (OBC) sur l'attitude de la fusée et ses mouvements dans l'espace, s'est déclaré tout à coup « inopérant ». Incapable de prendre en compte une donnée

liée à la vitesse horizontale du lanceur, ce système de secours, alors en « veille active », ne peut accomplir sa tâche faute d'avoir été préalablement programmé pour traiter ce paramètre dont la valeur dépassait les capacités de son logiciel.

— 0,05 seconde plus tard, son « double », le SRI n°2, qui assure la mission avec l'ordinateur de bord,

tombe à son tour en panne. Pour la même raison ! Le système de secours, le SRI n°1, étant hors d'usage, l'ordinateur ne peut basculer vers lui pour poursuivre le travail. Il garde donc le contact avec le SRI n°2 qui transmet alors des informations concernant la panne dont il est victime et qu'il va interpréter comme les paramètres du vol.

Sur ces bases totalement absurdes, l'ordinateur principal commande aussitôt, et de bonne foi, aux tuyères du lanceur de corriger la trajectoire. Ces ordres cabrent Ariane-5 qui se brise sous l'effet de la résistance de l'air. Fin du scénario.

Reste à comprendre comment on en est arrivé là. Comment les ingénieurs qui ont fait le succès d'Ariane et de son prestigieux modèle, Ariane-4, ont-ils pu valider un logiciel incapable de prendre en compte une donnée - la vitesse horizontale du lanceur - fondamentale du vol ?

INDIGESTION D'INFORMATIONS

Les responsables du programme Ariane-5 ont-ils péché par excès de confiance, de prudence ou par souci d'économie ? Car, c'est là l'ironie de l'histoire, la partie amont de la chaîne de commande du lanceur organisé autour des SRI est celle-là même, à quelques modifications près, qui a fait le succès d'Ariane-4. Mais, les concepteurs du nouveau lanceur européen ont oublié, à un moment de leur démarche, qu'en termes de puissance, Ariane-5 « courait » en formule 1 quand Ariane-4 jouait dans une catégorie plus modeste. Résultat : les SRI ont succombé à une indigestion d'informations du fait d'une séquence informatique, plus connue sous le nom de « réalignement de plate-forme inertielle », qui n'aurait pas dû intervenir dans le courant de la mission.

Ce qui est surprenant, « c'est qu'à quelque niveau que ce soit personne n'ait soulevé le problème », regrette Daniel Mugnier, directeur des lanceurs au CNES. Un constat sur lequel la commission d'enquête a insisté dans les quatorze recommandations qu'elle a faites et qui, si elles ne remettent « pas en cause l'architecture du système », soulignent certains manquements. Ainsi, l'ESA, le CNES et les sociétés impliquées dans le programme Ariane-5 - l'architecte industriel (Aerospatiale), le contractant principal de la case à équipement (Matra Marconi Space) et leurs sous-traitants - sont vivement invités à mettre en place le banc d'essai qui

leur aurait permis de simuler de manière réaliste le domaine de vol du lanceur. De même, il leur est conseillé de s'entourer « d'experts extérieurs » spécialistes du logiciel. Un tout premier pas devrait être fait, selon M. Lutton, en dotant l'architecte industriel du projet d'une capacité d'architecte logiciel.

Enfin, la commission recommande fortement de mettre un peu plus de transparence - c'est-à-

Des gyroscopes modernes

Aujourd'hui, sous-marins nucléaires, missiles stratégiques, lanceurs de satellites ou avions disposent dans leurs flancs d'une plate-forme inertielle. Ces systèmes, qui tirent leur nom des roues à inertie, sortes de gyroscopes qui permettent de mesurer les mouvements du mobile auxquelles ils étaient associés, ont été remplacés sur le lanceur Ariane par des dispositifs - les gyroscopes - fruits de la lumière et de la fibre optique. En association avec quatre accéléromètres, qui mesurent les différentes accélérations auxquelles est soumise la fusée, et trois de ces gyroscopes qui fournissent des informations sur l'attitude et les mouvements du lanceur dans l'espace, on peut assurer la navigation de l'engin. Une fois tracées, les informations sont comparées avec celles de la trajectoire de référence préétablie dans le système. Si l'ordinateur de bord détecte des différences, il ordonne la mise en action des vannes hydrauliques, qui commandent l'orientation des tuyères des moteurs.

dire établir de meilleures relations que par le passé - dans l'organisation des acteurs industriels de ce programme de près de 40 milliards de francs. Une faiblesse que Jürgen Ruetters, ministre de la recherche et de la technologie du gouvernement allemand, deuxième bailleur de fonds d'Ariane-5, a lui aussi dénoncée en insistant sur « les déficiences claires dans la responsabilité et dans la définition des tâches de la direction d'Ariane-5 ». Le directeur de l'ESA a assuré que des mesures seraient prises dans les jours qui viennent et qu'à la mi-septembre la commission d'enquête jugerait des actions engagées pour... « corriger le tir ».

J.-R. A.

COMMENTAIRE TOUS COUPABLES

Erreur de conception. Insuffisance de vérifications. Absence de bancs d'essai. Manque de transparence dans l'organisation du programme. Même si la commission d'enquête sur l'explosion du lanceur Ariane-5 n'avait vocation ni « à jouer les tribunaux d'exception », ni « à désigner des coupables », ses neuf membres se sont appliqués à pointer les dysfonctionnements d'une machine dont les pi-

lots n'ont pas toujours su dialoguer entre eux.

Les réflexions de certains dépeignent leurs responsabilités sous prétexte qu'ils avaient appliqué à la lettre le cahier des charges en témoignage. Pris au pied de la lettre, cet argument est sans faille dans la mesure où le cerveau du lanceur est pratiquement le même que celui couronné de succès d'Ariane-4. La commission d'enquête l'a d'ailleurs reconnu et estime que l'architecture du système « n'est pas en cause ».

Cette attitude de défense ne sau-

rait se perpétuer sans que chacun en pâtisse. Que personne parmi les ingénieurs et les décideurs n'ait remarqué que le problème du guidage et du pilotage d'Ariane-5 était mal analysé et que les essais nécessaires - et peut-être demandés ? - n'avaient pu être menés à bien est inquiétant. Tous sont « coupables », comme l'a indiqué le directeur général de l'ESA, Jean-Marie Lutton.

Le linge sale sera lavé en famille car il est maintenant de l'intérêt de tous de serrer les rangs pour qu'Ariane-5 prenne la suite envia-

d'Ariane-4. Cette crise sera d'autant plus difficile à gérer que la concurrence s'organise et que le lanceur européen ne pourra pas être tiré avant mars ou avril. En cette période d'austérité budgétaire, l'échec du mois de juin va coûter environ 4 % - soit 1,6 milliard de francs - du coût total du projet. Une somme « que l'ESA devrait financer sur d'autres programmes » affirme, imphybolye le ministre allemand de la recherche et de la technologie, Jürgen Ruetters.

Jean-François Augereau

Des chercheurs au chevet du Vésuve

L'objectif est d'établir une tomographie sismique en trois dimensions du volcan

NAPLES

de notre envoyé spécial
Le camp de base était installé à Terzigno, à quelques kilomètres de Naples. Vulcanologues, géophysiciens, responsables de la protection civile, soldats, étudiants ou simples volontaires venus de divers pays d'Europe : chaque jour, une véritable fourmilière de plus de 200 personnes s'installait devant une armée d'ordinateurs et d'appareils d'enregistrement. Dans le domaine des études sismiques, la campagne scientifique, menée du 18 juin au 2 juillet, représente un exemple de coopération internationale d'un niveau rarement atteint.

La France n'en était pas absente, puisqu'y participèrent, sous le patronage des ministères de l'Éducation et de celui des affaires étrangères, et sous la responsabilité scientifique de Jean Virieux (Institut de géodynamique du CNRS, Sophia-Antipolis), des chercheurs de l'Observatoire de physique du globe de Strasbourg, de l'Ifremer et de l'Orstom.

Le but de cette campagne était d'établir une tomographie sismique en trois dimensions du Vésuve. C'est-à-dire une sorte d'échographie de la structure interne du volcan, à plus de 10 kilomètres de profondeur, obtenue grâce à l'analyse de la propagation des ondes sismiques qui la traversent. Une étude précieuse pour savoir quels matériaux se trouvent, et à quel niveau, dans le

Vésuve, et tenter ensuite de déterminer la nature d'une éventuelle éruption à venir.

Pour réaliser cette étude, les scientifiques ont procédé à des explosions. Quarante, de 250 à 800 kilos de TNT, effectuées à des distances comprises entre un et vingt kilomètres du cratère. Leurs ondes de choc, dirigées vers l'intérieur du volcan, ont été enregistrées par quelque 150 sismographes installés autour du Vésuve. Muni de canons à air comprimé, le navire océanographique français *Téthys* a lui aussi été mis à contribution pour effectuer plusieurs centaines de petits tirs en mer, dans le golfe de Naples, qui ont été analysés par une vingtaine de stations sismiques.

PROPAGATION DES ONDES

Car, si l'histoire des éruptions du Vésuve, volcan parmi les plus célèbres du monde, n'est plus à écrire, on ne sait toujours pas quel type d'éruption pourrait s'y produire à l'avenir. Ni sa dynamique interne, ni sa structure profonde ne sont connues. Ce qui revient à dire qu'il pourrait y avoir une coulée de lave, comme ce fut le cas dans la période la plus récente du volcan.

Ou encore une activité explosive, avec l'expulsion de nuages de gaz, de vapeurs incandescentes et de lapilli et fragments incandescents : de loin le type le plus dangereux d'activité volcanique, car

rapide et difficile à éviter. Le plus célèbre exemple en fut la terrible éruption de 79 après J.-C. qui détruisit en deux jours les villes romaines de Pompéi, Herculanium et Stabies.

Depuis 1944, le Vésuve est en repos, et son conduit obstrué. Il n'est resté pas moins, par son imprévisibilité, un des volcans les plus dangereux du monde, sur les pentes duquel vivent 700 000 personnes. D'où la surveillance constante dont il est l'objet (l'Observatoire Vesuviano est le plus ancien des observatoires vulcanologiques), et l'élaboration d'un plan d'évacuation d'urgence de la région.

Ce plan, rendu public en septembre 1995, fait une grande part à la sensibilisation des populations locales. Il prévoit également de diviser la zone en cinq tranches de vulnérabilité. Ce qui devrait, sur le papier du moins, et avec tous les risques que cela peut comporter, permettre d'évacuer en temps rapide les communes les plus concernées. L'originalité étant le jumelage des villes à risque avec d'autres villes italiennes de la Péninsule qui assureraient l'hébergement des personnes évacuées.

C'est devant ce risque constant que s'est mis en place, dès 1993, le projet de tomographie 3D du Vésuve. Placé sous la direction du professeur Paolo Gasparini et sous la responsabilité scientifique du professeur Aldo Zollo (département de géophysique de l'université de Naples), celui-ci avait don-

né lieu, en mai 1994, à une première série d'expériences. Effectuée en deux dimensions à l'aide de trois tirs, cette étude de faisabilité a permis de mieux comprendre comment se propagent les ondes sismiques.

Pour les experts, les résultats de 1994 ont donc été satisfaisants. Selon le professeur Zollo, ceux de l'expérience de 1996 ne seront sans doute pas connus avant un ou deux ans. Ils devraient alors donner lieu à une coopération européenne, l'analyse des données devant être faite simultanément dans plusieurs laboratoires. Une première lecture de ces informations permettra d'établir une « image simplifiée » du volcan ; une seconde, plus fouillée, aboutira à une « image fine » de sa structure.

Marie-Claude Decamps

■ ENVIRONNEMENT : la République russe de l'Altai, située sur une zone d'essais de missiles balistiques et sur la trajectoire des fusées tirées depuis le centre spatial de Baïkonour, aurait été polluée depuis les années 60 par la chute de débris et de carburants spatiaux, rapporte le journal russe *Trud*. Ces pollutions seraient à l'origine de l'apparition de nombreuses maladies - fièvres, anémies, troubles respiratoires - signalées par des médecins russes et américains.

LE MONDE diplomatique

Juillet 1996

- PROCHE-ORIENT : Les étranges ingrédients de la politique américaine, par Alain Gresh. - Le gouvernement israélien contre la paix, par Amnon Kapeliov.
- ESPAGNE : Résumée de l'Opus Dei, par Jésus Yafante.
- EUROPE : L'Artésienne du social, par Hubert Bouchet. - Faire de l'Union un levier pour l'égalité des sexes, par Eliane Vogel-Polski.
- HONGKONG : Retour sans joie à la « mère-patrie », par Bernard Cassen. - Se farger d'urgence une identité culturelle, par Gérard Heury.
- AFRIQUE : Difficile reconstruction au Rwanda, par Colette Braeckman.
- DÉFENSE : Très chère armée professionnelle, par Jean-Louis Thelin.
- VILLES : Explosion urbaine, le sens de la démesure, par François Maréchal-Ebhard.
- COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE : Le monde dans tous ses États, par François-Gabriel Roussel.
- THÉÂTRE : Un art sacré dans l'histoire, par Jean-Christophe Bailly. - Contre l'ancien libéral, par Jean-Pierre Sarrasin. - Faire explorer la société française, par Gilles Costantini. - Italie, « scène civile » pour une résistance, par Giampaolo Calchi Novati. - Royaume-Uni, la colère, toujours la colère, par Michael Billington.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

مكتبة الرحال

VISITE DE CAPITALES D'EUROPE CENTRALE

Vague à l'âme à Bratislava

Les tourments de la drogue, l'américanisation de la culture, la dégradation des mœurs paraissent dérisoires aux dirigeants en regard des performances économiques

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial

Dès la frontière austro-slovaque - si on vient de l'Ouest c'est le passage obligé, Bratislava étant à 45 kilomètres de l'aéroport de Vienne -, la couleur est donnée, avec une affiche géante alignant cinq postérieurs féminins caramélisés grâce à telle crème solaire. D'autres panneaux font la réclame des plages croates ou d'une boisson d'Atlanta. En quelques mètres, la Slovaquie a candidement décliné son nouvel idéal : sexe, sable et soda, le tout sous la houlette d'un gouvernement de ci-devant communistes mené par un ancien sportif converti au capitalisme, sous le nom de général Lebed. Tant de banalités dès l'arrivée donnent envie de rebrousser chemin.

Bellement installé, pour consolation, sur les bords d'un Danube vert Nili, dans un hôtel dont on vous a soufflé qu'il appartient à la concubine du premier ministre, vous n'êtes pas sollicité d'emblée, comme à Moscou ou Bucarest, par des hôtels d'étage. Cependant vous trouvez dans votre table de nuit, à la place de la Bible, une boîte ornée de papillons roses déclarant en anglais : « Condoms techniques parfumés pour d'agréables sensations : arôme fraise ».

Impossible de vérifier en ville si on peut y croiser, professionnelles ou non, d'éventuelles co-utilisatrices de la délicate attention hôtelière, car, cet été, le centre de Bratislava est affamé à un producteur américain pour la réalisation d'un film censé se dérouler à Vienne. Les trottoirs sont interdits, des rues barrées, il faut imaginer toutes sortes de détours pour se rendre à un point proche ayant eu le « privilège » d'être choisi comme un des décors de l'histoire. La jeunesse locale, uniformément vêtue, malgré la chaleur, de jeans serrés et de chaussures montantes, est là, béate, affalée sur les barrières contenant le public. Personne ne proteste contre ce chambardement. En pleine Michaliska, arrière commerçante majeure, les vitrines d'un magasin de fringues made in USA ont été soustraites à la loi du style grunge : les articles émergent d'un fouillis de papier hygiénique déroulé (mais vierge quand même) entre de vieux appareils sanitaires non décaissés. La jeune Gauche

démocratique, mouvement d'opposition, n'a pas craint non plus, sous couvert de message politique, la scatologie, apposant partout des affiches où un homme nu assis sur un pot de chambre dit : « Tout le monde défèque sur tout, nous non ! ».

En cette cité musicienne où bustes et plaques rappellent Mozart, Liszt ou Dvorak, les seuls sons que l'on capte aujourd'hui proviennent de variétés anglosaxonnes. Dans un vinaren, cave à vins traditionnelle, où la jeunesse se retrouve encore malgré la concurrence des fast-food, est-il possible d'entendre un air local contemporain ? La serveuse, beauté-type du cru, scarquille ses yeux très bleus sur fond de peau très blanche et de cheveux très noirs et, avec le ton de l'évidence répond : « Mais on est branché sur l'un-Radio ! - N'existe-t-il pas, mademoiselle, des chanteurs slovaques modernes ? » Après avoir farfouillé parmi un monceau de cassettes, elle passe un artiste national chantant en... anglais. En insistant encore, on obtient enfin des paroles slovaques sur rythme... yankee.

UNE APPARENCE DE CHAOS

Les vents de l'occidentalisation n'ont pas eu que des effets furtifs : drogues, prostitution et délinquance juvéniles n'étaient pas inconnus dans l'espace communiste mais, à Bratislava, c'est après la fin de la soviétisation que ces fléaux ont fait irruption massivement. Dans cette capitale d'un demi-million d'habitants, selon des estimations médicales, douze mille mineurs absorbent à présent des stupéfiants d'Asie mineure et des Etats-Unis, ou tout bêtement des neuroleptiques bratslavien.

« Un gramme d'héroïne coûte plus de 1 000 couronnes et le salaire courant tourne autour de 5 000 couronnes. Tout est bon aux drogues, qui sont souvent des jeunes sans emploi, pour se procurer de l'argent, les vols d'auto mais également les assassinats », raconte Sylvain Krcmery. Connu en banlieue sous le diminutif de « Syvo », ce septuagénaire, médecin des affligés, vit et consulte dans une cité ouvrière. Vénériologue et radiologue jusqu'à Prague et à Paris, il fut arrêté pour « propagande catholique » et passa quatorze ans dans des geôles communistes de sa patrie. Il a raconté en plusieurs



Un millier d'hectares de vignoble

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial

Jadis, « avant le communisme », les Vénlois appelaient Presbourg - la future Bratislava - leur « guinguette favorite ». Le tramway qui reliait les deux villes a été remplacé par une autoroute et les guinguettes sont volontiers des bars en sous-sol. Mais les crûs slovaques, plutôt bien soignés par l'agriculture socialiste, trouvent ensuite aux anciens propriétaires, continuent de séduire.

La vigne, plantée par les Romains sur le limes danubien de leur empire, est présente encore de nos jours jusque dans la commune de Bratislava. Les quelques cépages parisiens de Montmartre font pâle figure à côté du vignoble bratslavien qui court sur un millier d'hectares dans la partie de la capitale escaladant les Petites Carpathes. Le frankovka-rouge, modérément capiteux, est présent sur maintes tables, mais les blancs mi-secs sont les plus consommés, surtout ceux des coteaux de Modra.

Ainsi le populaire silvan, délicatement corsé, fréquemment étendu de deux tiers d'eau pétillante,

est avalé par les hommes dans les buvettes des marchés. Autre blanc, célèbre mondialement celui-ci, le tokay. Mais n'est-il pas hongrois ? Il est aussi slovaque, notamment grâce aux régions magyares que les découpages politiques ont attribué à Bratislava.

Liquoreux, avec une pointe d'amertume, le tokay est offert dès le début du repas. Ses étiquettes sont généralement en français : « Produit de Slovaquie élevé dans nos caves ». La touche de chez nous se retrouve également dans le fernet des Carpathes. Inspiré par notre Fernet-Branca mais de goût différent, ce cordial d'Europe centrale à base d'herbes médicinales indigènes reste en vogue parmi les adultes.

Quant aux amateurs de boissons non alcoolisées, la Slovaquie pressa pour eux des jus de raisins acides et onctueux, apaisés comme le vin à arroser la tarte au pavot, spécialité qu'il est conseillé de ne manger que chez des amis de confiance.

J.-P. P.-H.

livres comment il était parvenu à résister aux lavages de cerveau. Cette expérience est-elle applicable dans une nation en proie, aujourd'hui, à des maux que personne ici n'imaginait pouvant provenir du « monde libre » ? Sans aide aucune, même pas de l'Eglise, Syvo mène un combat solitaire avec le seul soutien de l'opinion publique, de familles désemparées, de repentis hébergés à son cabinet lorsqu'ils ne savent plus où aller. L'espoir du vieux

docteur, et des 10 % de catholiques bratslavien pratiquant encore leur religion, réside dans « une restauration des valeurs chrétiennes ». Quelques signes, dont des centaines de baptêmes d'adultes et des dizaines de vocations religieuses, foudroient l'espoir de cette minorité qui, en réalité, est encore à la recherche d'une voie inédite permettant, en matière d'occidentalisation, de dépasser le bon grain de l'ivraie.

« Pour le moment, nous sommes

perdus, nous ne savons comment agir face à l'américanisation, aux sectes étrangères, à la drogue, au culte de l'argent. Tout cela nous détruit et on se sent impuissant. Avec le communisme, on se réunissait secrètement, on résistait, on savait ce qu'on voulait. A présent, on est en plein brouillard... », confie une enseignante à la sortie de la messe.

Dans le quartier chic, l'ancien porte-parole gouvernemental Thomas Hasala sourit de ce tableau : « Allons, allons, tout ne va

Camet de route

● Voyage. Des vols permettent de relier Paris à Bratislava, mais des agences proposent des vols sur Vienne, situé à 45 kilomètres. Parmi elles on peut citer Air Sud dont le catalogue présente un week-end découverte de 3 jours incluant un vol Paris-Vienne-Paris, le transfert à l'hôtel et deux nuits avec petit déjeuner pour 3 710 francs en chambre double (tél. : 40-41-66-66). Il existe aussi des compagnies de bus qui assurent le trajet à Paris, Eurolines propose un aller-retour à 740 francs pour les moins de 26 ans (tél. : 49-72-51-51). Enfin le train relie la capitale de la Slovaquie, mais on peut choisir un Paris-Vienne (à partir de 800 francs), puis rallier Bratislava en bus. Pour les automobilistes, Pauli Voyages (tél. : 42-86-97-04) a sélectionné des hôtels pour des circuits à la carte dont les prix vont à Bratislava de 305 à 410 francs.

● Consommer. Les lieux de rencontre favoris des Bratislaviens sont les caves à vin, où on peut également goûter à la cuisine populaire à base de fécules et de porc. Signalons le Pod-Bastou (3 Bastova, tél. : [19-42] 73-31-765) et surtout le Prasin-Basta (11 Zamocnicka, tél. : [19-42] 53-34-957) dont les salles s'ouvrent sur les anciennes donjons de la ville.

● Lire. L'ouvrage de François d'Orval *Quand le Danube était noir* (Table ronde) reste malgré son ancienneté (1968) le texte en français le plus documenté sur l'histoire toulonnée de la Slovaquie au cœur de ce siècle. Le *Roman du Danube* (Plon) et *Presses Pocket* de Bernard Pierre et *Danube* (L'Arpentier) de Claudio Magris sont d'excellents introductions pour tous les pays dambians.

● Voir. A Bratislava chacun monte à l'énorme forteresse qui domine la cité et d'où l'on jouit d'une vue remarquable sur le Danube. Ne pas négliger pour autant le Palais princier situé dans la ville basse. Construit en 1781, il abrite aujourd'hui le chef de l'Etat slovaque. On peut visiter cet édifice où, en 1805, Napoléon signa la paix de Presbourg, le plus glorieux de ses traités.

● Renseignements. Consulat de Slovaquie, 125, rue du Ramelagh, 75016 Paris, tél. : 44-14-56-00.

Jean-Pierre Péroncel-Hugot

Prochaine étape : BELGRADE

CHARENTE - LIMOUSINE
87200 SAINT-JUNIEU
(navette aéroport LIMOGES)
GOLF 27 trous
DECouvrez LE SECRET DU SWING EN 5 JOURS
1/2 pension 350 F p.p.
Tél. : 33 02 99 99 - Fax : 32 82

Directours
DES PROMOTIONS DE QUALITE
PROPOSE DES DEPARTS DÉTACHÉS
GRECE GOLFE DE DELPHES 4180 F
vol + hôtel club 4* Luxe pers. com. 8 j
1 enfant gratuit 2 enfants 50 % réduc.
TUNISIE MONASTIR 2960 F
vol + hôtel 3* clim. plage superbe
1/2 pension
MADAGASCAR 4180 F
circuit Pousadine et Furethel
vol + voiture + 8 j hôtel 3* clim.
TUNISIE MONASTIR 2960 F
vol + hôtel 3* clim. plage superbe
1/2 pension
MARRAKECH 2970 F
hôtel Serramila 3*
vol + hôtel 1/2 pension
CARNABES nos clubs « all inclusive »
Tous inclus, vol, séjour, tous repas,
toutes boissons, tous sports d'été, etc.
ANTIGUA 9 j = 7705 F
STE LUCIE 9 j = 6190 F
séjour enfants gratuit
et 25 autres promotions avec départ en août

VAC 2000
VOLS DÉPARTS A/R
Londres 840 F - Berlin 1000 F
Rome 770 F - Paris 2190 F
Vienne 1000 F - Moscou 2970 F
New York 1670 F - Bangkok 2810 F
Buenos Aires 1750 F - Tokyo 4120 F
SEJOURS & LOCATIONS
MARRAKECH 3270 F - Marrakech
MARRAKECH 3270 F - Marrakech

HÔTEL BRESCIA***
Toutes joutes et août 90
de 380 F à 480 F
chambre avec BWC/DWC - TV
Téléphone direct - Bar - Jardin
16, rue d'Alsace - Paris 8
Tél. : 43 22 14 31 - Fax : 43 87 02 17

Hôtel BEAUREGARD**
Logis de France
05350 Saint-Véran-les-Bains
3040 m. - Site classé de XVIIIe
Elevé - Placettes et terrasses
Ski et randonnées
1/2 pens. et pers. à partir de 1 000 F pers.
Tél. : 32 45 82 42 - Fax : 32 45 82 30

36 15 AIR ASIE
Juillet et Août
Bali 4 800 F
Cannes 4 800 F
Pékin 4 800 F
Lc. 075 80070 - 0237 Paris

GOLF ET DÉCOUVERTE DE LA PROVENCE
HÔTEL DE FRÉGATE****
Route de Bandol, Saint-Cyr-sur-Mer
3 360 F
7 jours / 6 nuits en juillet et août
Prix par personne en chambre double, vue mer
Sont compris les petits-déjeuners à l'américaine,
l'accès aux 3 piscines et au Club Fitness.
Magnifique golf (18+9) sur le site,
possibilité stages, 3 tennis, centre équestre,
VTT, restaurant et Club House
RESERVATIONS :
Tél (16) 94 29 39 39 - Fax : (16) 94 29 39 40

SEJOUR PLAGE AU LIDO DE VENISE
3 nuits à l'hôtel VILLA MABAPA 4****
AVION + HOTEL + TRANSFERTS 2 360 F*
* dates de départ : 1, 8, 15 et 22 août 96
Prix comprennent : Paris/Venise/Paris + transferts A/R
Embarcadere du Lido + logement en chambre double et petit déjeuner
De nombreuses animations proposées par l'hôtel (nous consulter)
Taxes aéroport en sur (79 F/j)
Tél : 44.51.39.27
MINITEL 3615 (L29 F m/a)
Cit Evasion

3617 DEMARQ - 3617 DEMARQ
TUNISIE 7500 vol + 10 nuit 3* clim. plage superbe - 6150 F
GRECE 8700 vol + 10 nuit 3* clim. plage superbe - 4150 F
ALGERIE 8700 vol + 10 nuit 3* clim. plage superbe - 3600 F
+ taxes

Nuages et éclaircies

EN FRONT ORANGE
Le Front Orange est une association de défense de l'environnement. Elle a pour but de protéger les paysages et les sites naturels de la région d'Orange. Elle organise des randonnées et des conférences.

Le Front Orange a pour but de protéger les paysages et les sites naturels de la région d'Orange. Elle organise des randonnées et des conférences.

Le Front Orange a pour but de protéger les paysages et les sites naturels de la région d'Orange. Elle organise des randonnées et des conférences.

Le Front Orange a pour but de protéger les paysages et les sites naturels de la région d'Orange. Elle organise des randonnées et des conférences.

Le Front Orange a pour but de protéger les paysages et les sites naturels de la région d'Orange. Elle organise des randonnées et des conférences.

Le Front Orange a pour but de protéger les paysages et les sites naturels de la région d'Orange. Elle organise des randonnées et des conférences.

Le Front Orange a pour but de protéger les paysages et les sites naturels de la région d'Orange. Elle organise des randonnées et des conférences.

مكتبة

AGENDA

LE MONDE / JEUDI 25 JUILLET 1996 / 23

Nuages et éclaircies

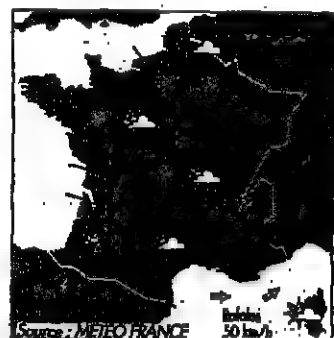
UN FRONT ORAGEUX finit de traverser la France. Les hautes pressions situées sur l'Atlantique vont se renforcer sur le pays et les vents s'orientent au nord dans les basses couches, amenant de l'air plus frais sur une grande moitié nord. Une zone dépressionnaire sur l'Espagne va remonter un peu vers les Pyrénées, provoquant une dégradation orageuse dans le Sud-Ouest.

Jendi matin, quelques orages isolés pourront finir d'éclaircir dans

les Alpes et le Jura. Dans le Nord-Picardie, en Champagne et dans les Ardennes, le ciel sera très nuageux avec quelques pluies faibles près des frontières. Dans le reste de la moitié nord, les nuages seront assez nombreux mais il y aura tout de même quelques éclaircies. En Aquitaine et dans la région Midi-Pyrénées le ciel se voilera, le temps deviendra lourd et quelques ondées se produiront. Sur le littoral méditerranéen, le soleil brillera mais sera parfois voilé par des nuages élevés. Dans le reste de la moitié sud, le ciel sera peu nuageux.

L'après-midi, les nombreux nuages présents dans le Nord-Picardie, en Champagne, dans les Ardennes, en Lorraine et en Alsace se décaleront vers l'est. Dans les Alpes et le Jura, le risque d'ondées s'atténuera. En Aquitaine et en Midi-Pyrénées, le temps lourd donnera des ondées et il y aura un risque d'orage dans les Pyrénées. Ailleurs, nuages et éclaircies alternent.

Côté températures, il fera 12 à 15 le matin dans la moitié nord, 15 à 19 dans la moitié sud et 20 à 22 sur le littoral méditerranéen. L'après-midi, le thermomètre indiquera 21 à 26 degrés dans la moitié nord et 24 à 29 degrés dans la moitié sud. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 25 juillet vers 12h00



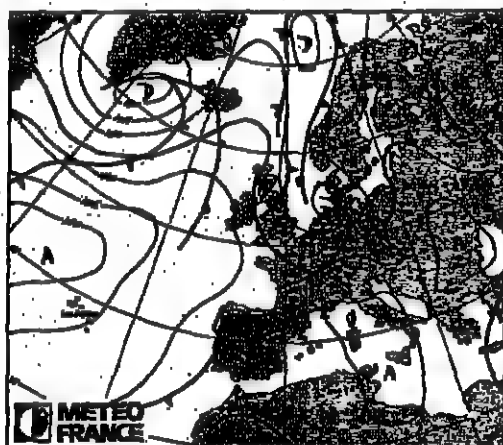
Tendances pour le 24 juillet (Météo-France)



Prévisions pour le 25 juillet vers 12h00



TEMPÉRATURES du 25 juillet	GRENOBLE 31/79	TOURS 29/22	CHICAGO 26/16	LISBONNE 30/19	PRETORIA 18/7
LYON 29/13	LYON 29/13	ALGER 38/28	COPENHAGUE 22/13	LOS ANGELES 22/17	RABAT 24/19
MARSEILLE 30/22	MARSEILLE 30/22	AMSTERDAM 26/13	DAKAR 31/26	LOS ANGELES 22/17	RIO DE JANEIRO 22/24
NANTES 29/13	NANTES 29/13	ATHÈNES 30/22	DUBAÏ 45/29	MADRID 27/19	ROME 29/14
NICE 26/20	NICE 26/20	BANGKOK 32/27	DUBAÏ 45/29	MADRID 27/19	SAN FRANCISCO 19/13
PARIS 25/16	PARIS 25/16	BARCELONE 27/20	GENÈVE 28/15	MILAN 28/16	SANTO DOMINGO 28/24
PERPIGNAN 30/21	PERPIGNAN 30/21	BERGAMO 26/11	HANOÏ 28/25	MONTEVIDEO 27/16	SEVILLE 32/21
POINTE-AUX-ÉTOILES 22/24	POINTE-AUX-ÉTOILES 22/24	BEIRUTH 30/22	MANAGUA 27/16	STOCKHOLM 26/16	ST-PETERSBURG 20/13
RENNES 25/16	RENNES 25/16	BOMBAY 28/21	MOSCOW 17/13	STOCKHOLM 26/16	ST-PETERSBURG 20/13
STRASBOURG 29/17	STRASBOURG 29/17	BRASILIA 27/19	MUNICH 28/16	TOKYO 24/22	TOKYO 24/22
Toulon 31/21	Toulon 31/21	BRUXELLES 26/13	NEW DELHI 31/26	TORONTO 17/19	TORONTO 17/19
		BUCAREST 26/13	NEW YORK 22/18	VARSOVIE 20/10	VARSOVIE 20/10
		BUDAPEST 26/13	PALMA DE MAJORQUE 30/17	VIENNE 28/19	VIENNE 28/19
		BURNO ABUJA 12/26	PRAGUE 25/15		
		CARACAS 31/22			



Situation le 24 juillet, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 26 juillet, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde Le sort de l'empire

DEUX interpellations, l'une sur l'Indochine par M. Jacques Baume, l'autre sur l'Afrique du Nord par M. Quilici, ont été déposées à l'Assemblée constituante. Souhaitons qu'elles soient discutées avec le sérieux que le sujet comporte. Il ne s'agit de rien de moins en effet que du sort de notre empire d'outre-mer. Les constituants pourront tirer profit de ce débat pour la mise en œuvre de l'Union française encore en gestation.

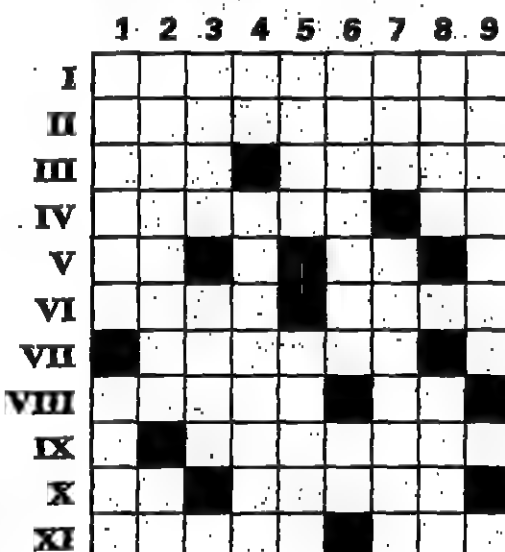
C'est surtout dans ce domaine en effet - et domaine doit être pris dans son sens propre - qu'il importe de se garder de toute idéologie, nous ne disons pas de tout idéal. Il faut savoir ce que l'on veut : la IV^e République peut rendre à ses possessions leur indépendance totale, les laissant libres de s'associer ou non à l'ancienne métropole. Elle peut considérer que les civilisations millénaires des peuples asiatiques, des peuples musulmans ou même des tribus de l'Afrique centrale peuvent, comme l'on dit « s'épanouir » à leur aise. Il lui faut alors retirer ses troupes et ses administrateurs, rapatrier ses colons et se désintéresser du reste. Elle recevrait alors, soyez-en sûrs, les compliments flatteurs mais non désintéressés d'une partie de l'univers, qui en même temps lui dirait au nez. Elle désavouerait ainsi l'ensemble de l'œuvre colonisatrice française, se résignerait à n'être plus qu'une toute petite nation dans l'Europe et le monde nouveaux. Mais le vide qu'elle aurait établi ne tarderait pas à être rempli par d'autres.

On bien il lui faut sauvegarder, en améliorant son statut, l'empire qu'elle a créé, et protéger les Français qui l'habitent, l'œuvre qu'ils ont réalisée, en même temps que les autochtones. En d'autres termes, l'Union française sera une véritable union ou bien elle apportera un germe de séparation et de décadence.

Rémy Roure (25 juillet 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6872



cer tout un code. - VI. Dieu. Pas admise. - VII. La cataire en est une. - VIII. Comme le feu quand on éteint. Un métal radioactif. - IX. Archevêque anglais qui combattit une hérésie. - X. Participe. Bassin pour les plongeurs. - XI. Allongé. Facteur de soulèvement.

VERTICALEMENT

1. Un bleu qui n'est évidemment pas d'Auvergne. Ne vaut pas une brique. - 2. Ne monte pas à la tête quand elle est rouge. Note. - 3. Un homme qui suit s'éveille. Montagne de Grèce. - 4. Ce n'est qu'un jeu. Pomper l'air. - 5. Rivière. Endroit où l'on se découvre en entrant. - 6. Major. Est un peu juteux. Conjonction. - 7. Cachés. Péturer comme un cerf. - 8. Personnage biblique. Aime les placements sûrs quand il est de famille. - 9. N'est séparée que par le Rhône d'une ville du même nom.

SOLUTION DU N° 6871

HORIZONTALEMENT

1. Pinettes. - II. Orellier. - III. Ira. Atr. - IV. Daniel. - V. Stologie. - VI. Lacéra. - VII. Poser. Su. - VIII. Onc. Glu. - IX. Snobisme. - X. Têtu. Fier. - XI. Esse. Têtu.

VERTICALEMENT

1. Poids. Poste. - 2. Irrationnels. - 3. Néant. Scots. - 4. Cl. Iole. Bue. - 5. El. Elargi. - 6. Tlaloc. Loft. - 7. Tê. Cè. Unie. - 8. Erreurs. Set. - 9. Eau. Ré.

Guy Brouty

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ITALIE. Une grève de vingt-quatre heures du personnel au sol paralysera les aéroports de Fiumicino (Rome), Malpensa et Linate (Milan) toute la journée du vendredi 26 juillet. D'autre part la grève des bars et des restaurants de l'aéroport Fiumicino qui dure depuis deux semaines se poursuivra, la société des aéroports de Rome a mis en place des points de distribution d'eau minérale en raison de la forte chaleur qui règne dans la capitale. - (AFP)

■ CANADA. Aux termes d'un accord de principe conclu entre le Canada et Hongkong, les futurs titulaires de passeports de la région administrative spéciale de Hongkong n'auront pas besoin de visa pour entrer sur le territoire canadien après le 1^{er} juillet 1997, date à laquelle la colonie britannique repassera sous contrôle chinois. L'accord définitif devra être signé à la fin du mois d'août ou au début de septembre. - (AFP)

■ THAILANDE. Le tarif spécial Jubilé de Thai Airways à 3 990 francs l'aller et retour en classe économique est prolongé. Il sera à nouveau proposé du 19 août au 30 septembre.

■ FINLANDE. La compagnie aérienne finlandaise Finnair va acquérir quatre Boeing 757 en location-vente. Les appareils qui seront mis en circulation d'ici au printemps 1998 peuvent accueillir 219 passagers et disposent d'une autonomie de vol pour les destinations de vacances préférées des Finlandais telles que la Méditerranée, les îles Canaries, le Moyen-Orient, l'Inde et éventuellement l'Amérique. - (AFP)

■ GUIDE. Les Éditions du Médoc viennent de publier une version « guide » du livre de Patrice de Moncan, *Les Passages couverts de Paris*. Ce guide format de poche de 304 pages, vendu 120 F, s'intéresse à l'histoire et à l'actualité des passages et fournit la liste des commerçants qui y sont installés. - (AFP)

■ EUROPE. Le trafic passagers des compagnies membres de l'Association des compagnies aériennes européennes (AEA) a progressé de 6,2 % en mai. Les progressions les plus importantes ont été enregistrées pour le trafic vers l'Asie du Sud (12,2 %), l'Asie du Nord et le Moyen-Orient (11,2 %). - (AFP)

PARIS EN VISITE

Vendredi 26 juillet

■ LE QUARTIER CHINOIS et ses lieux de culte (55 F), 10 h 30 et 14 h 30, sortie du métro Porte-de-Chaillot par l'escalator (Pierre-Yves Jaslet).

■ LE MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ (55 F + prix d'entrée), 11 heures, 158, boulevard Haussmann (Paris et son histoire).

■ LE QUARTIER DES HALLES et l'église Saint-Eustache (50 F), 11 heures, devant la façade principale de l'église, côté rue du Jour (Claude Marti).

■ LE QUARTIER LATIN (37 F), 11 heures, devant l'entrée de l'église Saint-Julien-le-Pauvre, rue Saint-Julien-le-Pauvre (Monuments historiques).

■ LE QUARTIER PLAISANCE (60 F), 11 heures, sortie du métro Plaisance côté escalier roulant (Vincent de Langlade).

■ MUSÉE DU LOUVRE : la peinture française du XIX^e siècle, de David à Delacroix (53 F + prix d'entrée), 11 h 30 (Musées nationaux).

■ DE SAINT-ROCH AUX HÔTELS DE LA RUE SAINT-HONORÉ (50 F), 14 h 30, sortie du métro Tuileries (Paris pittoresque et insolite).

■ HÔTELS DU MARAIS (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Haullier).

■ L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ LE VIEUX VILLAGE DE CHARENTON (55 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-de-Bagnolet côté bou-

levard Mortier (Europ expo).

■ BAGATELLE (37 F + prix d'entrée), 15 heures, à l'entrée du parc, côté pelouse d'entraînement (Monuments historiques).

■ L'ÉGLISE SAINT-BERNARD-DE-LA-CHAPELLE et le quartier de la Goutte-d'Or (37 F), 15 heures, sortie du métro Châteauneuf côté escalator (Monuments historiques).

■ MARAIS : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

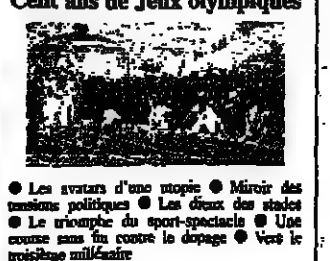
■ LE VILLAGE DES BATTIGNOLLES (50 F), 15 heures, sortie du métro Brochant (Paris passé, présent).

■ LES PLUS BEAUX PASSAGES COUVERTS dans Paris (50 F), 15 h 30, 31 bis, rue du Faubourg-Montmartre, entrée du passage Verdeau (Claude Marti).

JEUX

Loto 96	
RÉSULTATS OFFICIELS	
5	100 000 000 F
4	10 000 000 F
3	1 000 000 F
2	100 000 F
1	10 000 F
0	1 000 F
5	100 000 F
4	10 000 F
3	1 000 F
2	100 000 F
1	10 000 F
0	1 000 F

Cent ans de Jeux olympiques



● Les statuts d'une olympie ● Miroir des nations politiques ● Les Jeux des étoiles ● Le triomphe du sport-spectacle ● Une course sans fin contre le dopage ● Vers le troisième millénaire

A lire dans

le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO DE JUILLET/AOÛT 1996 - 12 F

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Indiquer à l'abonnement accompagné de votre règlement : Le Monde Service Abonnements

24, avenue du G^e Lendec - 69446 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-90.

La durée de l'abonnement	France	Union européenne	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

● LE MONDE (ISSN 0046-896X) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 12, rue de la Harpe, 75004 Paris, France. For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

For advertising rates and conditions, contact the publisher. For subscription rates and conditions, contact the subscription department. For circulation data, contact the circulation department. For distribution data, contact the distribution department. For printing data, contact the printing department. For mailing data, contact the mailing department. For postage data, contact the postage department. For sales data, contact the sales department.

ART La Fondation Mona-Bismarck à Paris présente plus de cent vingt dessins méconnus de Matisse, que l'artiste a réalisés à la fin de sa vie, quand il logeait à l'Hôtel Régina, sur

les hauteurs de Nice. **● PARTANT D'ÉTUDES** de visages des petits-enfants du peintre, et en puisant dans les collections des héritiers, Pierre Schneider a conçu une exposition

maîtrise de la saison. On y voit des visages réduits à leur plus simple expression, dont il ne demeure souvent que la face, pour mieux traduire un caractère, une individualité.

● LE MUSÉE Matisse de Nice, de son côté, a réuni des œuvres de Bonnard et de Matisse pour établir leur dialogue pictural, à titre posthume et mieux les comparer. L'idée est

bonne, mais le résultat trop court, par manque de tableaux. La question du nu et celle des rapports entre dessin et couleur s'en trouvent occultées.

Le portrait selon Matisse : des faces réduites à une physionomie

Une exposition remarquable fait découvrir plus d'une centaine de dessins méconnus, que l'artiste a réalisés à la fin de sa vie, en même temps que ses fameuses gouaches découpées. Ces visages posent avec acuité les questions de la ressemblance et de l'analyse psychologique

VISAGES DÉCOUVERTS 1945-1954, Fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New-York, 75116 Paris. Tél. : 47-23-38-88. Jusqu'au 7 septembre.

En 1980, Matisse avait quatre-vingt-un ans. Pour le Nouvel An, qui était aussi son anniversaire, il invita trois de ses petits-enfants à lui rendre visite à l'Hôtel Régina, à Nice. Là, il les reçut dans son lit et, pour s'occuper, dessina leurs portraits au plafond de sa chambre, avec un fusain fixé au bout d'une perche. À partir de cet épisode anecdotique - le vieux maître traçant les visages de ses descendants -, à partir des séries d'études qu'il fit d'après les visages de Jacky, Claude et Gérard et en puisant pour l'essentiel dans les collections des héritiers de Matisse, Pierre Schneider a conçu l'une des expositions majeures de l'été.

Il y a là, accrochés simplement dans quatre pièces trop ornées d'un hôtel particulier, plus de cent vingt dessins exécutés durant l'ultime décennie de la vie de Matisse. La plupart sont montrés pour la première fois, et tous traitent d'un seul et même motif, le visage humain. Ce ne sont pas tous des portraits, puisque figurent des études pour la chapelle de Vence, mais le portrait n'en domine pas moins de très haut - le portrait, ses exigences, ses difficultés. Une évidence s'établit : contrairement à ce que l'on a pu croire, le dernier Matisse n'est pas uniquement le praticien des gouaches découpées, l'artiste qui invente de découper avec des ciseaux dans des papiers de couleur et de renouveler ainsi l'art de la

COLLECTION PIERRE SCHNEIDER, SUCCESION H. MATISSE



« Masque mélancolique », 1947

frise et du panneau décoratif. Tout en accomplissant cette métamorphose finale, tout en découvrant un procédé tel que le trait devient coupeure et que le chromatisme gouverne la composition, Matisse des-

seine.

Dans son fauteuil, dans son lit, au fusain, à l'encre, à la plume, au pinceau, il dessine sans se lasser.

Quoi ? Plus guère de nus, plus guère de ces modèles aux volumes abondants qu'il aimait auparavant à changer en odalisques complaisantes. Quoi ? Des visages. Le cou, les épaules, le vêtement sont à peine mentionnés. Le plus souvent, ils ont disparu et il ne demeure que la face, les trois quarts ou le profil, l'exercice du portrait réduit à l'ana-

lyse et la représentation d'une physionomie, donc d'un caractère, donc d'une individualité.

Celle-ci se défend. Elle résiste. Elle ne se livre pas. Elle se dévoile. L'expression se modifie. Le motif humain ne se fige ni dans une pose ni dans un sentiment ; il bouge, ses pensées changent d'instant en instant. Face à lui, le dessinateur n'a qu'un moyen de charbon de bois. L'un des modèles, Jackie Matisse, a décrit ses séances, poursuites et captures à toute allure : « Le matin, mise en train au fusain avec une étude (comme des vocalises, dira-t-elle). L'après-midi, des dessins au trait rapide, concentration absolue. L'expression enorgueillie, il devient médium. Lydia change le papier sans souffler mot, prestement, pour n'interrompre ni pensée ni rythme. La progression est implacable. »

Les séries les plus passionnantes sont celles qui réunissent aujourd'hui encore plusieurs feuilles de la même suite, telles les six versions de Jacky à la plume et à l'encre de 1947. Elles ont été précédées par un grand fusain vu de face qui met en place les formes essentielles comme une structure fine. Viennent les encres. Pour chacune, le point de vue et l'attitude du modèle se modifient : de trois-quarts droit et renforcé, de face et à demi souriant, de profil et agacé, à nouveau de face et inquiet. Tout tient à presque rien, à la courbe de la lèvre inférieure qui gonfle ou s'étire, à la position du menton et aux yeux. Pour ceux-ci, l'économie des moyens est à son comble : deux ovales minces et dissymétriques et, en guise de pupille, un grignolage. Cela suffit pour que celui qui ob-

serve perçoive, cinquante ans plus tard, ce qu'était alors la jeune fille qui, tantôt impatiente et tantôt stupéfaite, posait pour son grand-père.

On pourrait reprendre le même analyse à propos d'Lydia, de Katia, d'Eva, de Nadia, d'Ida, de Patricia, de Paul, de Gérard, de Claude et des anonymes qui se sont assis une fois ou cent fois devant Matisse. La stratégie de conquête ne varie pas, organisée en trois moments distincts : d'abord l'exploration qui permet le relevé méthodique et complet des particularités et accidents caractéristiques ; puis les variations qui s'enchaînent feuille

après feuille et développent dans le temps ce qui demeure sous-entendu et démontrent une psychologie du modèle ; enfin, mais non pas systématiquement, l'exercice ultime de réduction du visage à une sténographie épurée à l'extrême, présence réduite à un signe et un masque tracé au pinceau en quelques courbes.

Après feuille et développent dans le temps ce qui demeure sous-entendu et démontrent une psychologie du modèle ; enfin, mais non pas systématiquement, l'exercice ultime de réduction du visage à une sténographie épurée à l'extrême, présence réduite à un signe et un masque tracé au pinceau en quelques courbes.

Après feuille et développent dans le temps ce qui demeure sous-entendu et démontrent une psychologie du modèle ; enfin, mais non pas systématiquement, l'exercice ultime de réduction du visage à une sténographie épurée à l'extrême, présence réduite à un signe et un masque tracé au pinceau en quelques courbes.

Voilà pour la manière dont, selon Matisse, il convient de procéder afin de déduire de l'essence d'une tête le plus grand nombre possible de conclusions. Voilà ce qui fait de lui, dans cette période, le contemporain de Picasso et de Giacometti. Tous trois, alors que le mouvement général des idées esthétiques est à l'abstraction, s'obstinent à faire poser et faire des croquis. Il n'est pas anodin que, désormais, ces croquis immergent de plus en plus et que les portraits de Matisse soient exposés cet été et ceux de Picasso à l'automne.

Autre point commun, en dépit des différences immenses de style : ils n'idéalisent pas, ils singularisent. De Picasso et de Giacometti, il est inutile de le dire. De Matisse, cette passion de la vérité individuelle est moins attendue. Dans les années 20, il s'est laissé aller souvent au plaisir du stéréotype et de la beauté anonyme de modèles parfaits. Il a peint des figures de convention et des créatures de rêve. Les portraits dessinés annoncent, à partir des années de la guerre, une réforme radicale. Il reste, sans doute, quelques loques à l'ovale divin, au nez droit, aux yeux de madone, mais l'humain l'emporte.

L'humain, c'est Eva aux pommettes et à la mâchoire inférieure saillantes qui la font ressembler à ces masques esquimaux que Matisse copie avec délectation, allant jusqu'au portrait-chargé et à la caricature grotesque. L'humain, c'est Katia qui ne se ressemble pas d'une feuille à l'autre, selon l'angle de vision choisi, en raison d'une dissymétrie dont aucune série n'épuise la complexité et les ressources. C'est aussi la tête de Matisse lui-même, dont autoportraits successifs composent une collection troublante de changements de vue. En 1941, le maître, le professeur aux lunettes rondes et à la bouche sévère se regarde dans la glace non sans quelque satisfaction. En 1945, il ne se prend pas au sérieux, joue avec son effigie, et il lui arrive même de sourire de sa déguise et de son grand âge.

À lui, la conclusion, tirée d'un texte paru l'année même de sa mort, en 1954 : « L'étude du portrait pourrait oublier aujourd'hui. C'est pourtant une source d'intérêt insaisissable pour celui qui en a le don ou simplement la curiosité. On pourrait dire que le portrait photographique est suffisant. Pour l'anthropomorphisme, oui, mais pour l'artiste à la recherche du caractère profond d'un visage, il en va autrement : la consignation des traits du modèle décèle des sentiments inconnus bien souvent du sursourire même qui les a mis à jour. »

Ph. D.

Philippe Dagen

Le dialogue avec Bonnard, entre rivalité et amitié

MATISSE-BONNARD, UNE AMITIÉ, Musée Matisse, 164, avenue des Arènes, 06000 Nice. Tél. : 93-81-06-04. Jusqu'au 27 octobre.

NICE
de notre envoyé spécial
Ce fut l'un des exercices de style préférés de la critique d'art française pendant plusieurs décennies : le parallèle de Matisse et de Bonnard. Des 1905 et le scandale des fauves au Salon d'automne, il se trouva un commentateur pour comparer le délicieux et érotique *Sommeil* de Bonnard - « la lumière blottie précieusement le bas du corps, vient mourir sur les reins » - et les toiles que Matisse avait rapportées de Collioure - elles « ont l'aspect d'exposés de théorèmes ». Ce commentateur était André Gide. Il inaugura une tradition abondante, à laquelle, parmi bien d'autres, Apollinaire sacrifia plusieurs fois, donnant la préférence tantôt à l'un, tantôt à l'autre, au gré des Salons et de son humeur.

Réunit des œuvres des deux champions et en fait une exposition qui se veut dialogue on duel est donc une bonne idée. Il convient alors de rappeler quelle amitié lia les peintres quand ils voisinèrent sur la Côte pendant l'entre-deux-guerres et l'Occupation. Matisse à Nice et Bonnard au Cannet, qu'ils s'écrivaient souvent et échangeaient des toiles, chacun épiant et enviant l'autre. Il n'est pas moins nécessaire de montrer quels sujets ils eurent en commun, baie des Anges et baie de Cannes vues par la fenêtre, jardins, palmiers et nus féminins. Matisse les allégeait sur un sofa, Bonnard dans une baignoire ; ou bien, ils les assaient dans des fauteuils, le peignoir entrebaillé, l'air mélancolique ou absent. Jusque dans l'amour des natures mortes compliquées et colorées, ces deux bérriers de Cézanne communiquaient, manière polie de dire qu'ils rivalisaient durant quarante ans.

Tout, donc, justifie qu'ils se retrouvent à titre posthume et reprennent leur conversation picturale. Le tableau est que, pour que cela soit, il faudrait une exposition

plus fournie et plus logiquement disposée que celle qu'accueillent trois salles du Musée Matisse. Assurément, elle compte quelques œuvres excellentes - il serait drague qu'il en soit autrement étant donné la qualité des protagonistes.

LE THAGH MICHKOVAN

L'exposition révèle même des Bonnard méconnus, deux panneaux décoratifs pseudo-mythologiques et des gouaches irrésistibles d'éclat et de suavité. Les derniers paysages du Cannet, pourdroirement touches colorées, et les effets de ciels sur la mer poussent l'art de Bonnard à son plus haut point, qui n'est pas virtuosité mais aventure poursuivie jusqu'au point où le motif s'émiette et s'évanouit et où l'équilibre chromatique détermine l'œuvre, au mépris de l'observation d'après nature - expérience matisseenne.

Ces plaisirs ne suffisent pas à faire oublier ce que l'exposition a de syncope et ce qu'elle passe sous silence, à commencer par la question du nu. Elle ne traite pas mieux des

rapports entre dessin et couleur, aussi problématiques chez les deux artistes. Matisse tend à les régler en discutant le dessin, en le rendant plus tranchant, ce qui l'incite à simplifier les formes et à renforcer les contours. Bonnard, à l'inverse, cherche un nouveau dessin, un tracé tremblant et incertain dont les vibrations annoncent la palpitation de la lumière et des tons, un dessin non contraignant et vaporeux qui se borne à indiquer l'emplacement des objets dans l'espace et ne construit pas une perspective.

Il est étonnant de juxtaposer les feuilles des carnets de Bonnard, aux notations elliptiques, et les croquis de Matisse, si résolus. Il n'est pas inutile non plus de consacrer aux autoportraits une section qui ne se résume pas à deux œuvres qu'il est à peine légitime de comparer, trop différentes de technique et d'inspiration. Une nouvelle exposition serait nécessaire, dont celle-ci n'aurait été que l'introduction décevante.

A Avignon, une « Cerisaie » revisitée par deux explorateurs de Tchekhov

Les Bulgares Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev abordent avec succès l'ultime pièce du dramaturge russe

LA CERISAIE, d'après Tchekhov. Texte français d'André Marcovitz et Françoise Morvan. Mise en scène : Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev. Avec Magali Lérès, Isabelle Cagnat, Anne Le Guernec, Frédéric Leidgens, Jean Alibert, Arnaud Carbonnier, Mathias Agral, Cécile Bouillot, Fabrice Bénard, Natalia Douthcheva, Jacques Herlin, Sava Lolov et Mikhaïl Douthchev. Théâtre municipal, jusqu'au 26 juillet, à 21 h 30. Tél. : 90-14-14-14.

C'est sur un quai de gare que commence cette *Cerisaie*, quand tout est fini pour Lioubov Andreevna. Sa maison d'enfance a été achetée par Lopakhine, le fils de moujik devenu riche. Lioubov Andreevna et ses siens ont pris la couleur de l'errance : vêtus de noir, silencieux, assis les uns contre les autres, scellés dans l'attente du train qui tarde, ils ressemblent à

tous ceux que les guerres du siècle ont chassés de leur terre.

Seul dans ce tableau figé, Lopakhine s'agite. Il est venu à la gare avec du champagne. Il est gai, et mal à l'aise. Il voudrait fêter le départ, et se faire pardonner d'être le nouveau maître de la cerisaie. Lioubov Andreevna lui oppose un refus glacé. Pour elle, il est l'homme du désastre - la perte de sa maison que seul un miracle pourrait effacer. Ce miracle va advenir, par l'entremise de Charlotte, la gouvernante. Elle opère un tour de magie, qui permet à Lioubov Andreevna de retourner une dernière fois dans la cerisaie, et - qui sait ? - d'y vivre autrement.

Ce début de *La Cerisaie* a été imaginé par Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev, metteurs en scène bulgares qui dirigent pour la première fois des comédiens français. Dans la pièce, Lioubov Andreevna commence par retrouver sa maison, et finit par la quitter,

après qu'elle a été achetée par Lopakhine. Le changement de perspective est un choix qui s'impose après une longue fréquentation d'Anton Tchekhov.

Depuis sept ans, Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev auscultent son œuvre. Avec *La Cerisaie*, ils abordent son ultime pièce,

considérée comme son testament. Mais ils ne versent pas dans la nostalgie. C'est la vie qu'appelle Tchekhov à travers ses personnages. Que Lioubov Andreevna et ses siens reviennent à la cerisaie ne signifie pas qu'ils vont changer le cours de leur histoire. Ils vont la réviser, comme s'ils s'arrêtaient

au bord d'une route pour songer au chemin parcouru.

Il n'y pas de cerisiers, ni de chambre d'enfant, dans le décor d'Ivan Dobtchev. Le plateau est un pont incliné sur fond d'un horizon sans fin : une sorte de tapis volant sur lequel veillent les anges totémiques des ancêtres. Les personnages sont entre ciel et terre, dans un no man's land où la lune semble immense, et les cœurs frappés de stupeur. Lopakhine (Jean Alibert), d'ordinaire sûr de lui, tremble un peu dans son costume de nouveau riche.

Lioubov Andreevna (Magali Lérès) affiche la fermeté d'un amour qu'elle sait sans issue. Varia (Anne Le Guernec) pleure de n'être pas aimée par Lopakhine, l'étudiant Trofimov (Arnaud Carbonnier) clame sa fierté, Gueï (Frédéric Leidgens) s'efface derrière son rôle de frère aîné, et Fik (Jacques Herlin), le vieux serviteur, promène ses paupières closes sur la

Deux pour un théâtre
Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev ont fondé la troupe du Simato en 1989, après avoir, l'un et l'autre, signé des mises en scène dans différents théâtres de Bulgarie. Leur troupe, subventionnée, dispose d'une salle dans les combles du Théâtre national de Sofia, où les deux metteurs en scène poursuivent un travail d'exploration des formes : pour eux, la scène est régie par des lois poétiques, presque mystiques. Margarita Mladenova est venue pour la première fois en France en 1991, à l'invitation du Festival d'automne, pour monter *Post-Scriptum*, spectacle inspiré de *La Mouette* de Tchekhov. En avril 1996, le Simato a présenté *Ouïe Vanka* et *Les Trois Sœurs*, dans le cadre du festival Passages, à Nancy. Le travail sur *La Cerisaie* est né d'une longue collaboration entre des comédiens français et les metteurs en scène bulgares, qui travaillent pour la première fois dans une autre langue que la leur.

Lioubov Andreevna (Magali Lérès) affiche la fermeté d'un amour qu'elle sait sans issue. Varia (Anne Le Guernec) pleure de n'être pas aimée par Lopakhine, l'étudiant Trofimov (Arnaud Carbonnier) clame sa fierté, Gueï (Frédéric Leidgens) s'efface derrière son rôle de frère aîné, et Fik (Jacques Herlin), le vieux serviteur, promène ses paupières closes sur la

maisonnée. C'est Charlotte (Cécile Bouillot) la plus active : avec ses acrobaties et son visage maquillé pour le cirque, elle tente d'entraîner son monde. En vain. Car chacun découvre, au fil du temps retrouvé de *La Cerisaie*, que la vie masque une existence secrète.

Cette mise au jour de la destinée rend troublante la mise en scène de Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev. Leur spectacle s'inscrit dans les replis de la conscience. C'est un moment où le théâtre en appelle à chacun dans la salle. Il faut se laisser aller pour l'apprécier. Alors souffle le vent léger d'une morale qui suggère qu'aucune certitude ne peut mourir, si le désir de vie demeure. C'est ce que dégagent les personnages quand l'ultime tableau les ramène sur le quai de la gare, d'où ils partiront cette fois sinon sereins, du moins conscients.

Brigitte Salino

Le premier long sort enfin

The Falls

Le premier long sort enfin

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

The Falls

Le premier long-métrage de Peter Greenaway sort enfin sur les écrans français

The Falls. Un concentré avant-gardiste d'excentricité typiquement britannique

Précédant de deux ans la sortie de *Meurtre dans un jardin anglais*, *The Falls* expérimente la vision minimaliste du cinéma qu'entretient Peter Greenaway. Une longue et étrange histoire autour du sort de quatre-vingt-douze personnes victimes d'un événement inconnu et néanmoins

catastrophique dont les noms commencent par les quatre lettres *f, a, l, l*. Le film est projeté en France quinze ans après son tournage.

Film anglais de Peter Greenaway. 1980. (3 h 05.)

« Orchard Falls, jeune homme de sexe masculin parlant capistane, souffre de dents en permanence, d'énervement et de carence en moelle... » Ainsi commence la première des quatre-vingt-douze biographies imaginaires énumérées par *The Falls* : quatre minutes en huit plans fixes (un fond noir, une bâtisse en bord de mer prise sous différents angles, un gros plan d'oiseau mort, le scintillement de la mer sous un ciel noir).

Réalisé en 1980, le premier long-métrage de Peter Greenaway expose son principe en ouverture, par le déroulement sur l'écran du texte prononcé en voix off : les quatre-vingt-douze personnes dont il sera question ont pour point commun d'avoir un nom commençant par les quatre lettres *f, a, l, l* et figurent parmi les dix-neuf millions de victimes recensées dans l'annuaire édité par la commission du Violent Événement Inconnu. Suivent quatre-vingt-douze petits films d'une longueur de cinq secondes à cinq mi-

minutes qui relient Orchard Falls à Anthony Fallwaste, en une chaîne dont les maillons sont constitués de fonds noirs numérotés. A travers elle, dite par la voix off parodiant celle des documentaires de la BBC, une histoire prend forme.

UN UNIVERS MUTANT

Fourmillant de détails accablant l'impression de réalité (noms propres, noms de lieux, siècles divers, cartes et plans, interviews, témoignages, archives), l'histoire n'en demeure pas moins relativement floue. L'essentiel du propos consiste, de fait, à mesurer les effets pour le moins saugrenus (de l'immortalité à l'atrophie de certaines parties du corps, en passant par la naissance d'une pléthore de langues inconnues) d'une catastrophe naturelle indéterminée sur une population qui paraît entretenir un lien particulier avec la gent allée.

Cet univers mutant permet à Greenaway d'aligner quelques thèmes et procédés de prédilection. Ici, les oiseaux, le vol humain, l'eau. Là, l'autoréférence, la structure contrainte. Le cinéaste évoque, au demeurant,

l'influence du minimaliste John Cage dans la conception du film, tandis que la musique qu'on y entend, signée de son compositeur atordé Michael Nyman, est organisée en quatre-vingt-douze variations successives d'un même morceau, lui-même basé sur un passage d'une symphonie concertante de Mozart. Au final, un film volatil ironiquement composé de chutes (*falls*), dont le défile foisonnant et froid pourrait se réclamer d'un Hitchcock revu et corrigé par Wittgenstein.

Digne de celles qui sont imaginées par les grands faussaires de la réalité (de De Quincey à Borges, en passant par l'auteur des *Vies imaginaires*, Marcel Schwob), cette organisation caractérise déjà les courts métrages antérieurs du réalisateur. Sept d'entre eux, réalisés entre 1973 et 1978, sont également visibles sous la forme de deux programmes distincts : *Intervals* et *Dear Phone/Vertical Features*. *Remake et Windows/It Is for House/Water Wrackles/A Walk through H.* L'ensemble procure non seulement l'occasion de découvrir des films inédits du réalisateur, mais illustre, de surcroît, ce que l'on

pourrait appeler sa « première période », inaugurée avec l'essor du cinéma expérimental anglais (Peter Gidal, Steve Dwoskin...) et annonçant le développement d'une œuvre révélée au grand public par le deuxième long-métrage du réalisateur, *Meurtre dans un jardin anglais* (1982).

A la fois plus austères (pour le dire gentiment) et moins picturaux que ceux qui ont forgé ultérieurement la réputation de Peter Greenaway, ces premiers films se rattachent à une tradition d'excentricité si typiquement britannique qu'on peut s'interroger sur leur réception en France. Greenaway aurait-il à l'avance tranché la question dans la biographie numérique trente-huit de *The Falls*, consacrée à Astrahame Fallbute ? On y apprend que « la France a été relativement préservée du Violent Événement Inconnu ». Cette immunité serait liée à l'important quota de victimes fourni par le pays du temps des pionniers de l'aviation ou bien alors, autre explication, « c'est la langue française qui serait en cause ».

Jacques Mandelbaum

« Independence Day » pulvérise les records d'affluence aux États-Unis

NEW YORK

« J'ai toujours rêvé de botter le cul de E.T. », lance narquois le pilote incarné par Willy Smith dans *Independence Day*, avant de partir à l'attaque de soucoupes volantes larges comme la moitié d'une capitale. L'exploit ne paraît plus hors de portée. Dernière invasion d'extra terrestres en quête d'une guerre froide à réchauffer, le film de Roland Emmerich et Dean Devlin (réalisateur *éprouvé* de *StarGate*) a déjà tenu le cœur aux cinéastes. Sorti le 4 juillet (Fête nationale), *Independence Day* (surnommé *ID4*) aura, en moins de vingt jours, franchi la barre des 200 millions de dollars de recettes (*Jurassic Park* en avait mis vingt-trois pour atteindre cette somme).

ID4 revient pourtant de loin. Chaque été nous valent « du bon, du nul et du Schwarzenegger » (David Aisen dans *Newswatch*), partaient cette année favoris, outre *Eraser* (Arnold), le *Twister* de Jan de Bont et *Mission impossible*, de Brian de Palma, avec Tom Cruise. Avec ses 65 millions de dollars de budget, *ID4* faisait figure de parent pauvre de plus, avec des effets spéciaux allant ordinairement et bricolage. Il se posait en « hommage » aux séries B de science-fiction des années 1950 (du type *La Guerre des mondes*).

La destruction de la planète n'étant pas porteuse d'accords juteux avec Mettel ou McDonald's, la Fox, distributeur d'*ID4*, jura la carte de l'astuce. Diffusé fin janvier 1996, pendant le Superbowl, un premier clip publicitaire pulvé-

risait, d'un coup de rayon vert, l'Empire State Building et, surtout, la Maison-Blanche. Railleur, le public était rallié, les autres studios prenaient la fuite. La Fox renforçait son avantage : dans les grandes villes, les autobus affichaient sur leurs flancs : « 3 juillet. Demain, finies les heures de pointe ». Dès sa sortie, *ID4* battait le record du premier jour, du premier week-end, de la première semaine. Il fera bientôt partie des dix meilleures recettes de tous les temps.

« Battra-t-il E.T. ? Sera-t-il le champion toutes catégories ? En dollars et prix des places connues, l'honneur revient à *Autant en emporte le vent* ».

Henri Béhar

Le Festival MIMI réussit son installation à Arles

Ses organisateurs défendent les couleurs des musiques méconnues

ONZIÈME FESTIVAL MIMI, au Théâtre antique d'Arles. Avec Tacite, Peter Blegvad Trio (le 24) ; Les Sculpteurs de Vinye, The Amoebic Ensemble (le 25) ; Sarband, Louis Sciarra Sextet (le 26). Tél. : 90-18-41-20. 50 F par soirée, ou abonnement 100 F.

ARLES

Le onzième festival du Mouvement international des musiques innovatrices (MIMI) s'est déplacé, à une vingtaine de kilomètres de son lieu d'ancrage préféré, l'étang des Aulnes, près de Saint-Martin-d'Arles (Bouches-du-Rhône). On est à Arles, au Théâtre antique. Au cœur d'une ville donc, quand, à l'étang des Aulnes, le milimiste pouvait trouver dans l'isolement une raison supplémentaire de poursuivre son engagement en faveur de musiques méconnues parce que peu ou mal diffusées en dehors de quelques réseaux.

Ferdinand Richard (fondateur du festival) avait envie depuis quelque temps que le MIMI bouge. Bassiste, chanteur (avec le regretté Etron Fou Leloublan, duetiste aventureux avec le saxophoniste Bruno Mellier, membre du trio épatait Ferdinand et les

philosophes), grande gueule nocturne au sein d'une multitude de structures de création — il était, débordant à Arles, aux rencontres du Forum des réseaux culturels européens —, Ferdinand Richard sentait que le MIMI prenait des habitudes. Ce qui ne pouvait coïncider avec ces musiques du monde entier accueillies ici où viennent se télescoper des remises en question, des idées novatrices sur des genres codés — jazz, rock, musique contemporaine, folklore, expérimentation sonore... Bien sûr, il y aura quelques nostalgiques d'un étang et d'une pelouse ombragée où musiciens et public se retrouvaient, mais le Théâtre antique d'Arles semble bien, dès ce premier soir, être devenu un défi réussi.

INFLUENCE DE ZAPPA

La scène, en demi-lune, reste proche des spectateurs ; le lieu, en plein air, fermé par des gradins avec des chaises en plastique permet l'attention. Et le public milimiste est l'un de ceux où l'écoute se fait souvent palpable. La ville du maître Michel Vauzelle (PS) sort des *Rencontres internationales de la photographie*, puis du festival *Rencontres du Sud* ; le 27 juillet, Phonurgia Nova organise une nuit

pour le centenaire de la radio, un festival de cinéma péplum suivra. Le MIMI d'intention hors de toute idée de promotion industrielle, sans caresser le tourisme dans le sens du poil, fidèle à des exigences artistiques, Arles a tout à y gagner.

C'est le trio hollandais Braaxtaal qui ouvre la Nuit du massage mental. Il y aura d'autres nuits jusqu'à vendredi 26 ; celle du Cadeau des Balkans, une Nuit pop, une autre des Riches Héritiers et même celle du conseil général. A la tête de Braaxtaal, un grand escogriffé, Jaap Blonk, poète, chanteur, fou furieux, bête de scène, voix intransmissible évoluant dans tous les registres. Avec lui, le batteur Theo Bodewes, manie tambours et couvercles de casserole, objets divers, petites percussions. Reste un clavier, tenu par Rob Daenen. Il en sort des trouvailles simples quand tout les claviers électroniques se contentent d'une standardisation monotone.

Braaxtaal donne vie à des personnages dégingolés comme un professeur de mathématiques qui se transforme en savant fou ou un Italien amoureux aux prises avec une brute qui refuse obstinément de lui ouvrir la fenêtre. C'est un univers de dessin animé où se mêlent le jazz, des sonorités bizarres des bords de rock. Blonk fait ce qu'il veut avec sa voix, impressionnant, drôle toujours.

Doctor Nerve, ensuite. Ce sextette américain est venu à Saint-Etienne, il y a cinq ans. Le groupe a été formé en 1983 ; on peut trouver leurs disques, les milimistes les connaissent. S'il faut leur admettre une influence, le nom de Frank Zappa s'impose. Mêmes constructions savantes, même travail sur des métriques imparfaites, des brusques arrêts, des rebondissements vers le rock, le jazz et la musique contemporaine. C'est pour-

tant réalisé sans copie. La musique de Zappa est une base qui sert à aller voir plus loin. Des problèmes de sonorisation vont raidir le groupe, qui joue un peu en force. Mais la confrontation d'un trio rock assez méchant emmené par le guitariste et compositeur Nick Didkovsky, du vibraphone électronique — cause des perturbations de sonorisation — et d'un trio trompette, clarinette basse et saxophone alto fonctionne idéalement. Il y a là une patte, une identité forte.

Venus du monde entier, eux aussi — une forte colonie italienne, des Allemands, des Belges, des Japonais, des Américains... —, les milimistes sont ravis. Le lieu leur convient, les quelque cinquante personnes de l'équipe s'y sont aussi adaptées. Les nuits à venir seront forcément différentes, parce que le MIMI n'aime pas la facilité. L'été festivalier sort ici de la banalité.

Sylvain Stécher

PALAIS ROYAL
DU 25 AU 30 JUILLET
BALLETS DE MONTE CARLO
TARIFS 80 ET 100 F



PARIS, QUARTIER D'ÉTÉ
44 83 64 40 / 3615 FNAC

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

GUANTANAMERA

Film cubain de Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tablo. Avec Carlos Cruz, Mirtha Ibarra, Raul Eguren, Jorge Perugorria, Pedro Fernandez. (1 h 41.)

Après l'immense succès de *Fraise et Chocolat*, retour du duo de réalisateurs composé du vétéran Gutierrez Alea (décédé le 16 avril 1996) et de son acolyte Tablo, dans un registre assez différent. C'est une aventure picaresque, bariolée de vaudeville caribéen et épicée d'humour noir, qu'ils ont concoctée cette fois. Aux accents de la célèbre chanson qui donne son titre au film, revient dans le grand port du sud, Guantanamo, une Guantanamera, ancienne vedette exilée aux États-Unis. Elle arrive juste à temps pour retrouver son amour transi de jeunesse, jeunesse enfiée un demi-siècle plus tôt, s'étonner des changements du pays, et mourir. Le film sera l'histoire de la traversée de l'île de son cerceuil, en un convoi auquel s'agrégeront une voiture sinueuse, un camion piloté par un don Juan, de nombreux comparses de rencontre. En une succession de saynètes, le film épingle les absurdités de la bureaucratie, construit une fable, et multiplie les plaisanteries plus ou moins légères. Cette fable en forme de *road movie* avait tous les ingrédients d'une comédie dynamique. Mais le scénario emprunte systématiquement les voies les mieux balisées, et la réalisation est si paresseuse que le corbillard burlesque et mélancolique se retrouve bientôt en panne de cinéma.

J.-M. E.

LE MONTREUR DE BOXE

Film français de Dominique Ladoge. Avec Richard Bohringer, Karl Maltman, Riccardo Cucciolli, Cécile Bois. (1 h 40.)

Deux parties composent ce film, aussi tranchées que son propos, qui joue de la vieille opposition entre nature et culture. Une longue exposition introduit le sujet, au cours de laquelle un montreur de boxe au verbe haut (Richard Bohringer, livré à lui-même) se met en quête d'une nouvelle recrue dans les campagnes françaises. Il la trouve dans la forêt sous les traits d'un jeune colosse nommé Passe-Partout, parmi un groupe de bûcherons dont les mœurs font l'objet d'une légère confusion historique : alors que l'action est censée se situer en France au début du siècle, le réalisateur brosse, à coups de grognements et de trognons cabossés, le portrait d'une proto-humanité digne du Néandertal. Sans doute s'agit-il de bien accuser le contraste avec la seconde partie, qui pourrait s'intituler « retour à la civilisation ». Soit un univers truqué et corrompu, où les filles se vendent et les boxeurs s'achètent, mais derrière les tréteaux duquel un pur amour peut encore se faire jour entre l'Hercule de foire et une délicate adepte du cinématographe (le rapprochement, intéressant, demeure hélas inexploité). Et même durer à condition qu'on retourne dans la forêt. Ce qui sera fait au terme d'un film qui renoue comme si de rien n'était avec la noirceur conventionnelle et l'art de la formule empaquée (« Pour quitter la forêt, il faut avoir l'âme propre ») qui ont fait les beaux jours de la qualité française.

J. M.

DANGEREUSE ALLIANCE

Film américain de Andrew Fleming. Avec Robin Tunney, Fairuza Balk, Neve Campbell, Rachelle Tru. (1 h 40.)

Une jeune collégienne découvre, au contact de trois de ses camarades de classe, qu'elle est dotée de pouvoirs surnaturels. Les quatre adolescentes s'unissent pour mettre en pratique leurs talents de sorcières et réaliser leurs différents desirs. Mais parce que cette émancipation par la magie les entraîne trop loin, l'une d'entre elles doit combattre ses trois amies bien décidées à continuer d'utiliser leurs sortilèges. *Dangereuse alliance* débute comme une gentille comédie fantastique mettant en scène les éternels *teenagers* du cinéma hollywoodien d'aujourd'hui, puis débouche tout doucement sur l'épouvante en convoquant divers effets de terreur traditionnels. Ce mélange des genres constitue la singularité d'un film plutôt anodin qui utilise diverses figures imposées sans grande originalité. S'il fallait pourtant retenir quelque chose de cette *Dangereuse Alliance* c'est la qualité de l'interprétation et le talent des quatre actrices.

J.-R. R.

LE GRAND TOURNOI

Film américain de Jean-Claude Van Damme. Avec Jean-Claude Van Damme, Roger Moore, James Remar, Janet Gunn. (1 h 35.)

Jean-Claude Van Damme veut-il faire oublier la violence déplaisante de ses précédentes aventures filmées (*Mort subite*, de Peter Hyams) ? Toujours est-il que ce *Grand Tournoi*, réalisé par l'acteur lui-même, relève davantage du film picaresque pour enfants que du thriller brutal. Passé une assez laborieuse exposition où scénaristes et réalisateur s'essaient à une vieille série B d'aventures coloniales dont la candeur fera sourire ceux qui supportent le cabotage par réseaux de Roger Moore, le récit s'épure pour n'être plus qu'une suite d'affrontements musclés. Le héros doit en effet participer à une grande compétition de combats à main nue, mettant en jeu les meilleurs spécialistes mondiaux. Il remportera sans surprise ce tournoi. Rarement en tout cas, les arts martiaux n'avaient été si proches d'un pur langage des signes, chaque combattant se singularisant par les attributs de son pays : le Chinois pratique le kung-fu, les Japonais le karaté ou le sumo, le Français la savate, l'Écossais est en kilt et l'Espagnol exerce un art dérivé du flamenco.

J.-R. R.

VENGEANCE FROIDE

Film américain de Phil Joanou. Avec Alec Baldwin, Teri Hatcher, Eric Roberts, Kelly Lynch. (2 h 05.)

Vengeance froide est une sorte de néo-film noir, tendance contemporaine, qui ressuscite quelques figures typiques de la mythologie policière : le héros déchu, le gangster à la personnalité complexe, la femme fatale. Parce qu'il a assisté au crash d'un petit bimoteur transportant un trafiquant de drogue, un ancien policier devient la cible de truands, qui tuent sa femme. Il cherche à se venger et démasquera un coupable « inattendu ». Situé dans le décor de La Nouvelle-Orléans, le film de Phil Joanou tente de s'imprégner d'une atmosphère poisseuse et désabusée en adoptant un récit au rythme assez lent, ponctué de scènes de violence filmées au ralenti. En raison de ces coquetteries diverses, *Vengeance froide* ne réussit jamais à trouver la bonne vitesse, déjouant l'ennui du spectateur grâce à quelques séquences brutales, artificiellement plaquées sur l'ensemble.

J.-R. R.

LES ENTRÉES À PARIS

David Cronenberg à toute vitesse : précédé d'une réputation sulfureuse, accompagné de critiques partagées, *Crash* a réussi un démarrage impressionnant au cœur du désert cinématographique de l'été, en totalisant plus de 70 000 entrées dans 35 salles. Les meilleurs résultats étant enregistrés dans celles qui ont programmé le film en version originale. Il semble que les cinéphiles aient eu à cœur de se situer dans la polémique suscitée par le film de Cronenberg, ce qui permet au réalisateur de retrouver la plupart des admirateurs qu'il avait perdus en route, au hasard de ses derniers films.

Les autres nouveautés de la semaine, toutes américaines, ont du mal à soutenir le rythme. Ainsi la pochade *Agent Zero* culmine-t-elle à quelque 39 000 entrées dans 42 salles, tandis que *Lame de fond*, le nouveau film de Ridley Scott, n'attire qu'un peu plus de 22 000 spectateurs dans 26 salles. Quant à Pamela Anderson, la siliconée vedette de la série télévisée « Alerte à Malibu », elle doit se satisfaire d'intéresser 7 300 spectateurs, dans les 16 salles où est projeté *Barb Wire*.

P. M.

* Chiffres : Le Film français.

FESTIVALS D'ÉTÉ
Deux premiers grands prix internationaux, Thérèse DUSSAUT et Constantin BOGDANAS, se produiront en duo, le 25 juillet, au **FESTIVAL EN CÉVENNES**
Le 27 juillet, c'est avec Igor KIRITCHENKO et Christophe GIOVINETTI, que Thérèse DUSSAUT, se fera entendre au même FESTIVAL.
Renseignements : 75 39 86 26
FESTIVAL EN CÉVENNES - 07460 Saint-Paul-Le-Jeune

EXCLUSIVITÉS

cem Hadjadj, Meriem Babes.
MIXHAK KOBAKHIDZE, CINQ
COURTS MÉTRAGES INÉDITS
de Mixhak Kobakhidze,
noir et blanc, géorgien (1 h 13).
Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19
09) ;

LES NOUVELLES AVENTURES
DE WALLACE ET GROMIT (des-
sin animé britannique, 1 h 13) de
Peter Lord, David Sproston. Sam
Fell et Nick Park.

LA SECONDE FOIS (italien,
1 h 20), de Mimmo Calopresti,
avec Nanni Moretti, Valeria Bruni
Tedeschi.

LE TOMBEAU DES LUCIOLES
dessin animé japonais (1 h 25), de
Isao Takahata.

ACE VENTURA EN AFRIQUE

ton : 40-30-10; 14. Juliette Beaugre, néo, doley, 12^e (47-75-79).

LE MONTREUR DE BOIXE
Film français de Dominique Ladouge avec Richard Bohringer, Karl Malkinien, Riccardo Cucciolà, Peter McInery, Cécile Boix, Andréa Pernel (1 h 40).

ton : 40-30-10; 14. Juliette Beaugre, néo, doley, 12^e (47-75-79).

GAUMONT Opéra Impérial, doley, 1^{er} (47-70-33-88; réservation : 40-30-20-10); Publics Champs-Élysées, doley, 8^e (47-70-76-23; réservation : 40-30-10); Gaumont, doley, 12^e (47-70-76-23; réservation : 40-30-10); Gaumont Alésia, doley, 14^e (47-70-76-23; réservation : 40-30-10); Gaumont Montparnasse, doley, 14^e (47-70-76-23; réservation : 40-30-10); Patné Wapier, doley, 18^e (réservation : 40-30-20-10).

THE FALLS
Film britannique de Peter Greenaway (3 h 55).

UO : Épée de Ros, 5^e (47-37-57-47).

TOUCHÉ PAS À MON PÉRISCOPE
Film américain de David S. Ward, avec Kelsey Grammer, Lauren Holly, Rob Schneider, Harry Dean Stanton, Bruce Campbell, John Goodman (1 h 35).

UO : USC Cité-d'été les Halles, doley, 1^{er}; Gaumont Marignan, doley, 3^e (réservation : 40-30-20-10); George-V, USC, 3^e; VF : USC Opéra, doley, 9^e; USC Lyon Bastille, doley, 12^e; Gaumont Gobelins Faurette, doley, 14^e (47-70-76-23; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, doley, 14^e (47-70-76-23; réservation : 40-30-20-10); Miramar, doley, 14^e (47-70-10-00; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Convention, doley, 15^e (47-28-42-27; réservation : 40-30-20-10); Patné Wapier, doley, 18^e (réservation : 40-30-20-10).

VENGEANCE FROIDE
Film américain de Phil Joanou, avec Kelly Lynch, Mary Stuart Masterson, Tim Hetherington, Eric Roberts (2 h 05).

ton : 40-30-10; 14. Juliette Beaugre, néo, doley, 12^e (47-75-79).

UO : USC Odéon, doley, 8^e; USC Montparnasse, doley, 8^e; Gaumont Ambassador, doley, 8^e (47-55-19-8); réservation : 40-30-20-10); George-V, THX, doley, 8^e; Patné Wapier, doley, 18^e (47-28-42-27; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Convention, doley, 15^e (47-70-33-88; réservation : 40-30-20-10); Les Nations, doley, 12^e (47-43-04-67; réservation : 40-30-20-10); USC Lyon Bastille, doley, 12^e (47-70-76-23; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Convention, doley, 15^e (47-70-55-88; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, doley, 14^e (réservation : 40-30-20-10); Mirasil, doley, 14^e (47-70-10-00; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Convention, doley, 15^e (47-28-42-27; réservation : 40-30-20-10).

12* (43-43-04-67): réservation : 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Rodin, doly, 14 (47-47-55-08); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Alésia, doly, 14 (43-27-84-50); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, doly, 14 (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, doly, 19; Majestic Pary, doly, 14 (47-47-55-08); réservation : 40-30-20-10; Pathe Wepler, doly, 18 (réservation : 40-30-20-10). VF: UGC Montparnasse, 67; Gaumont Opéra Français, doly, 19 (47-47-33-88); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Savoy, doly, 14 UGC Gobelins, doly, 19; Le Gambetta, 2, doly, 20 (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10).

DEAD MAN

de Jim Jarmusch,
New York, 1989, Gary Farmer, Lucie
Henriksen, Robert Mitchell, Gabriel Byrne, John Hurt
Américain, noir et blanc (2 h 14).

DES NOUVEAUX DU BON DIEU
de Didier Le Pêcheur,
avec Marie Trintignant, Maria de Medeiros, Christian Charmetant, Jean YVES.

France 1 (h 40).
14/15. Le Bon Dieu, 37 (42-77-44-55).
Images d'ailleurs, 55 (45-87-107-88).
14/Juillet. Haute Vallée, doib, 6 (66-33-70-38) ; Sept Paroisses, 143 (43-20-30-32) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lambert, doib, 159 (45-30-31-68).
Disney ET MAX
de Kevin Lima,
dessin animé Américain (h 20).
VF : Rex, 27 (39-17-10-00) ; UGC
Thompage, doib, 87 ; Les Nation, 12
43-83-04-57 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Paroisses, doib, 143 (43-20-30-32) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mistral, 19
39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathe Wepler, doib, 189 (réserva-

de Michael Radford, avec Massimo Troisi, Philippe Noiret. Italien (1 h 40).
VO : Gaumont Les Halles, dolby. 1^{re} (40-39-39-40); réservation : 40-30-20-10-10.
Gaumont Opéra Impérial, 2^e (47-70-33-38); réservation : 40-30-20-10-10; 14-Juillet Odéon, 3^e (45-75-75-75).
La Pagode, dolby, 7^e (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08; réservation : 40-30-20-10-10); La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (45-07-70-70); Gaumont Opéra, dolby, 13^e (40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79); UGC Molière, dolby, 17^e.

NAMERA
SA Y CHOCOLATE
ARTHA IBARRA - CARLOS CRUZ
GUTIÉRREZ ALEA
LOS TABÍO

ROSA Y CHOCOLATE
 de María Gutiérrez Alca,
 Juan Carlos Tobías
 con Jorge Peraguirra, Vladimir Cruz,
 Mirta Ibarra, Francisco Gastón, Joel
 Angelino.
 Obdón (h 51).
 VO : 14-juliet Beaubourg, P (42-77-14-
 53) ; Lucerne, P (45-44-57-34).
GARBH
 de Mohan Makhmalbaf,
 with Shaghayegh Djodet, Hossein Mo-
 haramari, Rughieh Moherami, Abbas
 Sargol.
 Iranien (h 15).
 VO : 14-juliet Beaubourg, P (42-77-14-
 53) ; 14-juliet Odéon, P (43-25-59-
 03) ; 14-juliet Paroisse, P (43-25-58-
 00).
GOOD MEET GOOD WOMEN
 de Hou Hsiao-hsien,
 Annie Ann Shizuka Inoh, Lim Giom,
 Jack Kao, Vicki Wei, King Jieh-wen,
 Tien Chen-nan.

de Michael Mann, avec Al Pacino, Robert De Niro, Val Kilmer, Tom Voight, Diane Venora, Tom Sizemore.
Américain (D 250).
VO : Grand Pavois, dolly, 19' (45-54-46-55; réservation : 40-30-20-10).
NEAUVENY CRYSTALES
de Peter Jackson, avec Mélanie Lynskey, Kyla Winstler, Peter Dinklage, Kent, Clive Merrison, Simon O'Connor.
Neo-zélandais (T 140).
VO : UGC Ciné-cité Les Halles, dolly, 17' : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G de Beauregard, 47' (42-27-87-37; réservation : 40-30-20-10); La Bastille, 11' (43-07-10-10); Gaudmont Grand Ecran hall, dolly, 19' (38-17-00-00; réservation : 40-30-20-10); Bienvenue Mornaparc, dolly, 19' (39-17-10-00); Réservation, 40' (30-20-10).

Britannique (1 h 00).
VO : Épée de Bois, 5° (43-37-57-47).
INÉDITS DE PETER GREENAWAY, PRÉ-
MIER PROGRAMME
de Peter Greenaway.
Britannique, couleurs et noir et blanc.
VO : Épée de Bois, 5° (43-37-57-47).
JANE EYRE
de Franco Zeffirelli,
avec William Hurt, Charlotte Gains-
bourg, Joan Plowright, Geraldine Chap-
lin, Anna Paquin.

res: réservation; 40-30-20-10; Majors: *major*, *bossy*, *dolby*, 1P (44-24-46-24; res: réservation; 40-30-20-10).

IDIOTICULE
Patrice Leconte, avec Fanny Ardant, Charles Berling, Bernard Giraudeau, Judith Godrèche, Ann Rochefort.
Cinéma 11 h 42.
Gaufmont Film Export, Europe, 1^{re}; UGC (43-53-19-08; res: réservation; 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquale, 1^{re}; 43-67-35-03; Gaumont Opéra, 40-30-20-10; Gaumont Opéra Français, dolby, 40-30-20-10; res: réservation; 40-30-20-10; Gaumont Gobelins Fawcette, dolby, 1^{re} (47-07-58-26; res: réservation; 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 1^{re} (réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 40-30-20-10; res: réservation; 40-30-20-10; Gaumont Convention, dolby, 40-30-20-10; res: réservation; 40-30-20-10; 1P (44-24-46-24; res: réservation; 40-30-20-10).

MOKE
 with Wayne Wang,
 with William Hurt, Harvey Keitel, Stock
 Channing, Harold Pinter, Jr.,
 Ashley Judd, Sam Worthington,
 (R) (1993) (15)

MO Images d'ailleurs, 5* (45-87-18-
 18); Saint-andré des Arts, 1* (43-28-
 18); Danfert, dolby, 1* (43-21-41-
 18); Saint-Lambert, dolby, 15* (45-32-
 68).

MURDERER
 with Michael Cimino,
 with Woody Harrison, Jon Seda, Anne
 Bancroft, Alexandra Tydings, Matt
 Williams, Tallie Soto,
 (R) (1993) (15)

MURDERER Images d'ailleurs, 5* (45-87-18-08),
 JR LA ROUTE DE MADISON
 (R) (1993) (15)

MURDERER Clint Eastwood, Meryl Streep,
 Corley, Victor Slezak, Jim Haynie,
 and Kathryn Schmick

-83; réservation : 40-30-26-10)
 -Lambert, doly, 19^e (45-32-91-
 10)
 -TEMPS DE L'AMOUR
 -Mohsen Malhotra
 -Shiva Geres, Abdelmajid Pelay,
 Kent Tunt, Mendres Samorin
 -Jardin (1 h 15)
 -Jardin (14-15)
 -Jardin (42-77-14-53).
 -LE ADDICTION
 -Abel Ferrara
 -Lili Forzi, Christopher Walken,
 Annabella Sciorra, Edie Falco, Michel
 Lilli, Paul Calderon
 -Américain, noir et blanc (1 h 27)
 -Action Eoles, 3^e (42-25-72-04).
 -LE DOOM GENERATION (**)

TOURNAI DES LUCIOLES

10-11-juillet : 14-juillet : 63-72-58
14-juillet : 63-72-58
Saint-Lambert : 15-45-32-91-58.
SANSPOTTING (*)
Danny Boye,
Evan McGregg; Ewen Bremner,
Nancy Lee Miller, Kenrick McKidd,
Robert Carylla, Kelly McDonald.
Réservation : 1 h 35.

UGC Chantrelle des Haies, dolby, 9
UGC Tournai, dolby, 9; UGC Darn,
dolby, 9; UGC Triomphe, dolby,
9; Gaumont Opéra Français, dolby, 9
70-32-83; réservation : 40-30-20
14-juillet Bassille, dolby, 11 (43-

* Parfé Waipio, doily, 18" (réservation : 40-30-20-10).
 LES VIEUX ET UNE SEULE MORT
 Raoul Ruiz
 * Marcello Mastroianni, Marisa Pavan, Alicia Domestica
 (espagnol) 2 (1 h 03).
 * China, 67" (42-78-47-48) ; Epée de Bois, 43-37" (42-47) ; Derrifort, doily, 14" (21-41-01).
 ANIMALS DES ANIMAUX
 Nicolas Philibert
 François Gs
 Juliette Parnesse, 6" (43-26-55-00).
 DIVAN À NEW YORK
 Chantal Akerman
 * Juliette Binoche, William Hurt, Sophie Brette, Barbara Garrick, Richard Gere, Richard Jenkins.
 * Onco-bello (1 h 45).
 * Grand Pavoi, doily, 15" (45-54-55) ; réservation : 40-30-20-10).
 HÉROS TRÉS DISCRET

Nicolas, Nadia Barentin, Bernard Bloch.
 (p. 1145).
 C. Troms Orient Express, dolly, 1°;
 Truls Luzzemborg, 6° (46-33-57-77);
 station: 40-30-20-10°; George-V,
 Le Havre, 1° (46-33-57-10-00);
 observation: 40-30-20-10°; 16-juliet
 grenneille, dolly, 1° (45-75-73-75).
 DE NIJUT EN ENFER (??)
 Robert Rodriguez,
 K. Harvey Kettel, George Clooney,
 Nicolas Taramino, Juliette Lewis.
 (p. 1146).
 1°: UGC (46-33-57-10-00);
 George-V, dolly, 3° (35-77-10-00);
 observation: 40-30-20-10°.
 JUAL SUCHEM
 Bryan Singer,
 C. Stephen Baldwin, Gabriel Byrne,
 Pamela Zimmet, Benicio Del Toro, Ke-
 nny Pollard, Kevin Spacey.
 (p. 1147).
 Studio Ghibli, 1° (47-73-73-73).

ALLACE ET GROMIT
 Mick Park,
 Edward Golezowski,
 Newell,
 et Lord,
 un animé britannique (7 h 15).
 • Danfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand
 oak, dolby, 15e (45-54-46-88) ; réserva-
 tion : 40-30-20-10.

✓

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et La Raison.
 L'électricité, source d'énergie
 des musiciens (3).
20.30 Antipodes.
 Les marques du destin.
21.32 Communauté des radios pu-
bliques de langue française. Double
 jeu. Une émission de Radio Canada.
22.40 Nuits magnétiques.
 Avignon 96, un roman pour
 l'été (2).

Gautrin (Philosophie du geste), 0.50
Coda. Passage de Froben (à 1.00 Les
Nidus de la Bibliothèque (Radif.), Le
Moulin Rouge), 1.58, Joseph Roth ou
le tombeau des Hasbroug, 4.20,
Philippe Delavau (Buchard), 4.50, La
part de l'ombre, 6.14, Michel Polak.

France-Musique

20.00 Concert.
Donné le 25 janvier au
Conservatoire national
supérieur de musique de
Paris. Concert pour l'anniversaire
n° 3, de Jadin, Cyril Havé,
pianoforte; Tableau de la
situation
de la France-Antoinette reine
de France depuis son
emprisonnement jusqu'à
son dernier moment de sa vie, de
Dussel, Armand Marzouat,
récitant, Arthur
Schoonderwerf, pianoforte;
Pastorale extraite de la
Méthode
de la messe de Adam

22.00 Concert.
Festival d'été Euroradio.
Donné en direct de la Cité de
la musique, à Paris, par

Finlän Européenne, dir. Colin Davis ; Roméo et Juliette, de Berlioz.

0.05 Musique phylac. Frontières ouvertes: Russie. Symphonie n°3 Jesus Messian, Save us, de Ussouliakov, par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Valéry Gergiev (extraits du concert donné le 20 janvier 1995, au Concertgebouw d'Amsterdam). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Chopin et Cézaire, de Cézaire par le Concerto Köln, dir. René Jacobs; James Williams (Chopin), Iris Vermeulen (Cézaire).

0.08 Les Nuits de Radio-Classique.

Radio

France-Culture

19.33 Perspectives
scientifiques.
Le plasma (4).

20.00 Le Rythme et la Saison.
L'électricité, source d'énergie
des musiciens (4).

20.30 Lieux de mémoire.
Le front de mer.

21.32 Fiction.
Königsmär, de Gilles
Boulan.

22.40 Nuits magnétiques.
L'été indien, un roman pour
rire (3).

0.05 Du jour au lendemain. Frédoine,
Jacques-Temple (La Route de San Romano).
0.30 Conte. Passage de Focillon
à Nuits de France-
Culture (Redif). Dialogues à
Vincennes : 21.42, Edouard Glissant
à Nuits de France-Culture
Corneille (Les Ombres de Corneille).
0.42, l'autre scène ou les vivants et les
Dieux.

France-Musique

19.30 France-Musique Féé.
20.00 Concerto promenade.
 Allocé en direct du Royal Albert Hall, à Londres, par l'Orchestre symphonique de Birmingham, dir. Yehou Kravtchouk. Christian Tournier, violoncelle; Jean-Louis de Goddard; Concerto pour piano et orchestre de J. de Mendelssohn; Symphonie n° 11, de Chostakowitch.

23.00 Concerto promenade.
 Allocé en direct du Royal Albert Hall, à Londres, par l'Orchestre symphonique de Birmingham, dir. Epit-Søren, Drenth Daphe, soprano; Fred Hensch, piano; Concerto pour piano et orchestre de R. Schumann; Rhapsodie et Hary, Gerswinn, Weill, Bizet et de Ponchielli.

0.05 Taux de sonnette. Célébré de la messe de Noël, par l'Orchestre d'Etat de Birm., dir. Gerswinn; Mirlan; par le Groupe vocal de la Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées
 de Radio-Classique.
 Concerto de la 28. de Menner, par le Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Krjke; Concerto pour piano n° 1, de Hummel, par the English Chamber Orchestra, dir. Christian Tournier; La Crétion, extrait de Haydn.

Holl, basse, dir. Nikolaus Harnoncourt ; La Bataille de Victoria, de Beethoven, par l'Ensemble Octophoros, dir. Dombrecht ; œuvres de Hummel, Mendelssohn.

22.35 Les Sœurs... (Suite). Œuvres de Sallier, Hummel, Mozart. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

par Pierre Georges

belles dents, ce grand appétit, pour faire joujou avec ces ames qui s'ignoraitent bientôt obsolètes.

Ah ! c'était le bon temps, un si crê temps d'autrefois, pour les gauchos de la pampa et du Causse. Amée, où tui sa défaité ? Voilà qu'arriv' d'huil sur ce terrain déserté les chars s'ennuient et le loup rôde. Un bon vieux loup de jadis, en état de marche et d'appétence, pas un loup de réforme. Voilà que les bergers renouent avec le vrai ennemi ancestral. Et voici que les écologistes poussent déjà une longue et solitaire plainte : « *Gardarem loup Lorcac !* »

Jean-François Burgelin devient procureur général près la Cour de cassation

lorsqu'il occupe le siège du parquet devant la cour de justice de la République qui juge les infractions commises par les ministres. A ce titre, il aura donc un rôle essentiel dans les suites judiciaires de l'affaire du sang contaminé.

La nomination de M. Bernadette Blouf à la tête du parquet général de Paris permettra paradoxalement

Devenu ensuite président de chambre à la cour d'appel de Versailles, il est nommé, en novembre 1993, directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice. M. Bernakhlouf a été de 1984 à 1986 secrétaire général adjoint de l'Association professionnelle des magistrats (APM).

Schuller-Maréchal et il avait reproché, en janvier, aux juges d'instruction anti-corruption de se transformer en « justiciers » -, l'actuel procureur général de Paris accorde lui aussi à un poste très important.

Le procureur général près la Cour de cassation n'est en effet pas un parquettier comme les autres. S'il n'a pas autorité sur les procureurs généraux des cours d'appel, il dispose d'une indépendance considérable dans un rôle très particulier : si les procureurs et leurs substituts ont pour mission principale l'exercice des poursuites pénales, le procureur général près la Cour de cassation est surtout chargé de veiller à la stricte application de la loi. Il a la faculté d'attaquer une décision judiciaire qu'il estime irrégulière. Par ailleurs, le procureur général près la Cour de cassation préside la commission de discipline des magistrats du parquet. Il n'y a qu'un seul cas où ce magistrat retrouve les prérogatives habituelles du ministre public :

au CSM de garder sa sérénité pour désigner le premier président de la cour d'appel de Paris. Le 30 juillet, cette instance procédera à la nomination de quatorze présidents de cour d'appel. Le poste de premier président de la cour d'appel de Paris pourrait être confié à Guy Canet, cinquante-deux ans, conseiller à la Cour de cassation et juriste réputé. Soumis aux règles de la transparence, la nomination du président du tribunal de Paris sera sans doute connue que quelques jours après. Mais pour remplacer le Jacques Coeur, il faut attendre Jacques Cochand, le CSM a porté son choix sur l'actuel procureur de Nanterre, Jean-Marie Corlon, cinquante-sept ans, dont la compétence a déjà été appréciée au TGI de Paris. Quant au poste de premier président de la cour d'appel de Versailles, il reviendrait à Vincent Lamanda, cinquante ans, actuel premier président de la cour d'appel de Rouen.

Maurice Peyron

une vague de pessimisme a été supérieure aux espoirs de baisse des taux en Europe.

Les experts multiplient les pronostics inquiétants sur Wall Street. Mardi, les valeurs américaines ont notamment souffert des prévisions peu encourageantes d'Elaine Garzarelli, une analyste très écoutée qui avait notamment prédit le krach d'octobre 1987. Elle a averti à ses clients que la Bourse de New York pourrait céder jusqu'à 25 %. Mme Garzarelli était optimiste depuis août 1990 et Wall Street a gagné depuis cette période 125 %.

« Aujourd'hui, l'argent sort de Wall Street et va alimenter le mar-

« le obligatoire qui sert de refuge », explique M. Blichsliver du Crédit lyonnais Securities. Les boursiers redoutent essentiellement la multiplication de contre-performance des entreprises. Pour Stephen Roach, l'économiste en chef de Morgan Stanley, la pression croissante sur les valeurs d'usage de salaires liée à la faiblesse du taux de chômage et au dynamisme persistant de l'économie américaine va réduire les marges des entreprises. Depuis plusieurs mois, l'économiste considère que le partage de la valeur ajoutée devrait se faire dorénavant plus en faveur des salariés que du capital.

Eric Lesser

Tirage du Monde daté mercredi 24 juillet 1996 : 458 846 exemplaires

Don't forget to